

Journal
belge
mondial!

Kairos

JOURNAL ANTIPRODUCTIVISTE ● POUR UNE SOCIÉTÉ DÉCENTE

**« Avec l'ivermectine,
vaccins et Remdesivir
auraient été inutiles »**

Entretien avec Jean-Loup Izambert
Pages 4-5

**Sur la « montée
de l'extrême droite »**

Bernard Legros
Page 8

Kairos

Editeur responsable: ASBL Kairos / Alexandre Penasse - Rue Théophile Vander Elst, 89 - 1170 Watermael-Boitsfort, Bruxelles



DOSSIER

**Décroissance:
un vingtième anniversaire en nuances**

Pages 9 à 17

Illustration : Chanic

SOMMAIRE

Démettre ce qui a rendu possible «l'impossible»

Alexandre Penasse / Page 2

Pacifier en libérant la culture

Daniel Zink / Page 3

« Avec l'ivermectine, vaccins et Remdesivir auraient été inutiles »

Entretien avec Jean-Loup Izambert / Pages 4-5

Culture Woke : l'arbre qui cache la forêt

Alain Gailliard / Pages 6 - 7

Sur la « montée de l'extrême droite »

Bernard Legros / Page 8

DOSSIER

Décroissance : un vingtième anniversaire en nuances

Dossier coordonné par Bernard Legros / Pages 9 à 20

20 ans de décroissance : ébauche d'un bilan

Serge Latouche / Pages 10 et 11

Quel enseignement pour le futur puis-je tirer des 20 ans de la décroissance ?

Vincent Cheynet / Pages 12-13

La décroissance comme réponse à l'effondrement ?

Entretien avec Piero San Giorgio / Pages 14-15

Le grand tournant : décroissance ou despotisme oriental ?

Jean-Luc Pasquinet / Pages 16-17

La décroissance : contre-pied à la crise énergétique

Romain Gelin / Page 18

L'obsolescence programmée ou l'Âge du Kleenex

Marie-Ange Herman / Page 19

Pourquoi la décroissance ?

Michel Weber / Page 20

Terre-en-vue : 10 ans de reconquête

Annie Thonon / Page 21

Fils de pub

Alain Adriaens / Page 22

Vu, lu, entendu

Pages 22-23

Macron ou le paradoxal système

David Tong / Page 24

Démettre ce qui a rendu possible «l'impossible»

Priorité !



Donnez-nous...
Donnez-nous...
des poubelles
des poubelles pour y faire des bêtises !

Imaginez une communauté de quelques centaines d'âmes, circonscrite par des frontières relativement poreuses mais que tous se représentent. Celles-ci sont organisées démocratiquement, les décisions importantes, qui concernent toute la population, sont prises par l'ensemble des habitants, qui s'informent via des médias libres et non assujettis à quelques puissances politiques ou financières. La médiatisation ne passe pas que par des structures officielles dédiées à cela, mais des sujets qui s'informent, appréhendent leur milieu, cherchent à comprendre et débattent entre eux, faisant émerger les conditions de création de la vérité. Les décisions de moindre importance sont prises par des comités composés de citoyens tirés au sort et dont le mandat n'est pas renouvelable. D'autres, qui concernent un quartier, sont prises par un comité local qui soude entre eux les voisins qui se connaissent tous et participent concrètement à la vie de leur quartier. Ils ne sont pas tous amis, certains s'apprécient moins que d'autres, mais ils ont cette caractéristique commune de partager un même lieu, soit de vivre ensemble.

Imaginez, si, par exemple, un agent commercial extérieur à la communauté, venait proposer d'installer des poubelles « intelligentes » dans le quartier. Comme à Liège, où la ville s'est offert 24 poubelles de ce type en 2020 : des *smart récipients* qui « optimisent les collectes », « amovibles », dotées d'un « système d'alerte lorsqu'il est temps de les vidanger », d'un « compartiment cendrier » et « d'un système de compresseur »¹.

Coût de l'opération : 152.000€, soit plus de 6.300€ la poubelle. D'un poids de 122 kg l'unité, elle est composée de métal, de plastic dur, de polyester ; en matière d'électronique, on y trouve un module PV à cellule en silicium polycristallin, une batterie 12V, une unité sans fil auto-alimentée, un système entièrement automatisé, contrôlé par processeur IC, radio de données sans fil GPRS pour la surveillance et la gestion en ligne, service de localisation assistée par GPS...

Honnêtement, qui déciderait s'il avait le choix, tenant compte du prix, de la composition et de la dépendance énergétique de cette « poubelle intelligente », de les acheter pour garnir les rues de son quartier ? Qui accepterait de dépenser des dizaines de milliers d'euros dans des poubelles peu recyclables (c'est le comble !), fruit d'une technologie qui se nourrit des richesses des sous-sols d'Afrique et d'Asie ? Qui opérerait en toute conscience pour dépenser cet argent, plutôt que d'engager des frais pour recruter des enseignants ou des soignants, planter des arbres, construire ou aménager un lieu commun, dynamiser la vie collective...

Le quidam qui passe devant une « smart poubelle » impassible, totalement indépendant des décisions politiques qui sont prises en amont, mais englobé physiquement dans l'espace public qui est dessiné en aval, n'est plus un citoyen, mais un atome diffus dans une société où l'autre se réduit à une présence physique. Il ne fait que traverser des lieux qui lui deviennent de plus en plus étrangers. Il ne participe plus à l'organisation poli-

tique de la cité dans laquelle il vit et, le plus souvent, n'en est même plus conscient : état suprême de l'aliénation. Poubelles, publicité commerciale en rue, réseaux 5G, aménagements publics... tout est à l'avenant : nous ne décidons de rien. Les élus, inféodés à une logique de parti, eux-mêmes soumis aux intérêts économiques dominants, suivent la ligne officielle, qui de l'extrême gauche à l'extrême droite est peu ou prou la même.

Déracinés, constamment soumis à des choix qui ne sont plus les nôtres, isolés socialement, nous sommes dès lors préparés à nous soumettre à un discours extérieur, celui des médias. Jamais, dans les types de communautés que nous évoquions au début, une population entière n'aurait pu entendre et obéir au narratif du Covid ; jamais ils n'auraient accepté de se confiner, de laisser mourir leurs vieux, masquer leurs enfants, pour enfin s'inoculer un vaccin dans l'objectif pour la plupart non pas de se protéger mais de revenir à la vie « normale ». Le discours médiatico-politique serait tout de suite passé pour ce qu'il est vraiment : un délire. Baignés dans la communauté, les individus, pour autant que ce discours anxiogène leur parvienne², auraient directement confronté ce qu'ils entendaient à ce qu'ils percevaient.

Ce que l'on a fait de nous a permis de mettre en place le spectacle du covid. Pour en sortir et s'assurer que cela ne se reproduise plus, il faudra démanteler ce qui l'a rendu possible.

Alexandre Penasse

1. <https://www.rtf.be/article/24-poubelles-intelligentes-installees-dans-le-centre-de-liege-10587508>

2. Car c'est d'un monde malade qu'émergent des médias malades qui nourrissent et entretiennent en retour la maladie.

ABONNEZ-VOUS
À KAIROS*

* Pour s'abonner, il suffit de faire un virement bancaire à l'ordre de Kairos asbl sur le compte : 523-0806213-24
IBAN BE81 5230 8062 1324 – BIC TRIOBEBB,
et d'indiquer en communication l'adresse d'envoi.

Plus d'infos sur : www.kairospresse.be/abonnement
(Abonnement belge à partir de 20 € pour 5 numéros,
25 € pour la France, 30 € pour la Suisse)
Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs
de presse et libraires en Belgique

NE PAS JETER!
PARTAGER!

Kairos – Journal antiproductiviste
pour une société décente

Journal de réflexion, d'investigation et de
changement, sans pub

Périodique bimestriel / Paraît en février, avril,
juin, septembre, novembre ISSN : 2294-0820

Imprimé en Belgique
Imprimeries Havaux s.a.,
Rue de l'Artisanat, 1
B - 1400 NIVELLES

Tirage : ce numéro a été
tiré à 6.500 exemplaires

Routage : Cambier

Editeur responsable

ASBL Kairos / Alexandre Penasse
Rue Théophile Vander Elst, 89,
1170 Watermael-Boitsfort,
Bruxelles - Belgique
info@kairospresse.be
www.kairospresse.be
M. (00 32) 472/560 724

Rédacteur en chef : Alexandre Penasse
(ap@kairospresse.be)

Graphisme : Studio Noir & Clair

Gestion des abonnements : Sandy De Wilde

Electeurs

Janine, Nadia, Alain, Patrick, Sarah, Annie,
Sophie, Manu.

Pour commander des numéros :
commande@kairospresse.be

Chroniqueurs / Rédacteurs

Alexandre Penasse (A.P.), Bernard Legros (B.L.),
David Tong (D.T.), Inès Trépan (I.T.), Michel
Weber (M.W.), Alain Gailliard (A.G.), Alain
Adriaens (A. A.) François Massoulié (F.M.),
Daniel Zink (D.Z.).

Ont contribué à ce numéro

Marie-Ange Herman, Serge Latouche, Vincent
Cheynet, Romain Gelin, Jean-Luc Pasquinet, Paul
Willems, Annie Thonon, Michaela Durzova, Jean-
Loup Izambert, Piero San Giorgio

Les articles n'engagent que la responsabilité
de leurs auteurs, mais on ne les laissera jamais
tomber !

Illustrations :

Chanic, Noir & Clair, Lara Pérez Dueñas,
Mickomix, Christophe Nottet, Philippe
Debonnie, Julie Dall'Arche, Giorgio Pratolongo,
Pascale Vanhal, Alexandre de Wind, Nora
Juncker, Antoine Demant.

Pacifier en libérant la culture En Ukraine comme ailleurs

Face à des conflits comme celui de l'Ukraine, il serait bon de cultiver bien plus une idée au grand potentiel, qu'on trouve en particulier chez le poète et érudit Ján Kollár (1793-1852). Celui-ci était justement slave, né en Slovaquie, aux frontières de l'Ukraine; dans ces régions si multiculturelles, où les peuples forment des mosaïques. Ces régions dont les difficultés intercommunautaires sont instrumentalisées, si souvent, pour entraîner des conflits et justifier des interventions. (Instrumentalisations opérées par nos ennemis, bien sûr, jamais par nous, démocrates épris de paix...) Or, cette idée peut entraver ces instrumentalisations.

Ján Kollár fut inspiré notamment par les pensées de Herder sur les cultures¹, ainsi que par la Grèce antique. Il observe qu'on y trouvait une série de communautés linguistiques, interagissant et s'inspirant mutuellement². Ces groupes culturels vivaient sous différents souverains (une même communauté s'étendait sur divers territoires, régis par diverses autorités); situation qui n'empêchait pas la vie culturelle de ces communautés, au sein de chacune d'elles comme entre elles³. Car en général, chaque Grec ancien parlait les divers dialectes du pays, et leurs potentiels étaient utilisés dans les différents styles littéraires: l'ionique convenait bien à l'épopée, le dorique à la poésie...⁴ Les conflits existaient, mais provenaient de causes politiques plutôt que culturelles.

Il régnait ainsi ce que Ján Kollár nomme une «*réciprocité littéraire*»: espace d'interactions, de recherches, de créations pour toutes les communautés. Il dit des Grecs: «*Tous étaient reliés par le fil doré de la réciprocité dans les langues, les arts et les sciences.*»⁵ Tout cela implique une certaine autonomie de la culture par rapport au domaine étatique ou politique, les communautés concernées ne s'imposant pas mutuellement leurs langues et cultures, même lorsque leur pouvoir le leur aurait permis. Et la Grèce antique semble montrer que cette autonomie favorise l'ouverture, non le repli.

«*Tous étaient reliés par le fil doré de la réciprocité dans les langues, les arts et les sciences.*»

Ján Kollár

PAIX PAR LA LIBERTÉ

Comme Kollár l'observe, cette situation est pacificatrice: elle implique que chaque communauté trouve, sous des dirigeants issus d'autres peuples aussi, ce dont elle bénéficierait sous des autorités issues de ses propres rangs. Ce, dans les domaines scolaire, universitaire, religieux, etc.⁶ Possibilités loin d'être évidentes en Ukraine notamment, même avant la guerre, pour les russophones comme pour d'autres minorités⁷. Une telle idée est en fait déjà appliquée jusqu'à un certain point dans certains pays, en particulier en Belgique. Mais très souvent, on ne va pas jusqu'au bout, ni dans la pensée, ni dans l'application.

Une approche qui mène cette idée plus loin est celle de Rudolf Steiner, lui aussi issu de ces régions multiculturelles (ex-Hongrie, actuelle Croatie). Il parle de nécessité d'une sphère culturelle libre à l'égard de l'économie comme de l'État (en visant la culture au sens large). Concernant les rapports entre communautés, il donne de tels exemples: Un Français de Rhénanie allemande et un Allemand d'Alsace devraient pouvoir déterminer librement leur appartenance à l'un ou l'autre État, et choisir une école francophone ou germanophone pour leurs enfants; les Italiens d'Autriche-Hongrie auraient dû pouvoir disposer d'une université italienne; etc.⁸

Des marxistes développeront eux aussi de telles idées, dans le courant dit de l'austromarxisme, lui aussi né en Europe orientale. Ils

feront des propositions très proches: écoles hongroises à Vienne, écoles allemandes à Budapest...⁹

L'idée de sphère culturelle libre va plus loin: la libération culturelle y concerne non seulement les communautés mais aussi les personnes individuelles, qui, comme on vient de le voir, peuvent choisir jusqu'à leur nationalité, selon cette approche. Et tandis que dans l'austromarxisme, l'État chapeaute les institutions, dans l'approche en question, communautés comme individus peuvent développer par eux-mêmes leurs institutions culturelles: écoles, médias, instituts de recherche... Tout cela, dans le respect des lois de l'État, mais sans gestion par un gouvernement central¹⁰. (Ces idées et idéaux soulèvent de nombreuses questions, mais il est sans doute possible de progresser dans leur direction.)

DÉMINAGE ET MINES D'OR

Pour revenir aux difficultés intercommunautaires, elles ne sont en général pas une cause première des conflits; les prédatons géostratégiques sont bien plus déterminantes; mais celles-ci se servent des difficultés en question.

Dans ce sens, on voit ce que ces approches apporteraient à un pays comme l'Ukraine, avec ses nombreuses communautés culturelles, dont plus de dix comptent chacune plus d'une centaine de milliers de membres¹¹. Si les idées esquissées étaient appliquées là-bas, chacun pourrait vivre dans la ou les cultures de son choix, et maintenir ou développer ses propres organismes culturels; entre autres les russophones, majoritaires à l'est et minoritaires dans le reste du pays, ainsi que les ukrainophones minoritaires à l'est. Et en général, les habitants du pays n'auraient pas de raison de choisir une nationalité autre que celle d'Ukraine; car dans ces approches, l'État concerné serait celui de tous, il ne serait pas lié à une ethnie particulière.

En lien avec tout cela, Ján Kollár fait cette belle observation: pour une culture ou «*une langue (...), se composer de plusieurs dialectes est une chance*» car, dans ces dialectes ou cultures «*les auteurs peuvent se servir comme dans des mines d'or inépuisables.*»¹²

Puissent ces idées acquérir plus d'influence.

Daniel Zink

- Osterrieder, M., *Welt im Umbruch*, Freies Geistesleben, 2015, p. 128 sqq.
- Kollár, J., *Über die literarische Wechselseitigkeit zwischen den verschiedenen Stämmen und Mundarten der slawischen Nation*, Weingart, 1837 (version allemande écrite par l'auteur peu après la rédaction de la version tchèque – de 1836), p. 16 (en anglais, sous le titre *Reciprocity Between the Various Tribes and Dialects of the Slavic Nation*, Slavica Publishers, 2008).
- Ibid.*, p. 21.
- Ibid.*, p. 18.
- Ibid.*, p. 21.
- Ibid.*, pp. 8 et 98 sq.
- L'Ukraine pour un empire*, liberation.fr; *Kiev adopte une loi renforçant l'usage de l'ukrainien*, figaro.fr
- Osterrieder, M., «*Die Illusion der 14 Punkte*», Info-3, 2002, p. 105. Voir aussi *Un nouvel anarchisme pour l'Europe*, sur tri-articulation.info
- Bauer, O., «*La question des nationalités et la social-démocratie.*» [1907], éd. de l'Atelier, 1987, p. 293, 308. Voir aussi *Dictionnaire historique et géopolitique du 20^e s.*, La Découverte, 2002, p. 55.
- Steiner, R., «*Aufsätze über die Dreigliederung...*» [1915-1921], Dornach, 1961, p. 331. (Trad. partielle: *Fondements de l'organisme social*, Éditions Anthroposophiques Romandes, 1985.)
- <https://www.axl.cefan.ulaval.ca/europe/ukraine-1demo.htm#2>
- Kollár, op. cit., p. 95 sq.

« Avec l'ivermectine, vaccins et Remdesivir auraient été inutiles »

Entretien avec Jean-Loup Izambert¹



Illustration: Mickomix

K : Vous avez collaboré avec de nombreux médias et écrit des ouvrages. Vous avez enquêté sur le plus grand krach boursier impliquant 40 banques européennes, sur le détournement de fonds du Crédit Agricole, sur l'ONU et plus récemment sur le virus et le président. Mais on va plutôt évoquer votre dernier ouvrage sur l'ivermectine.

J.-L. I. : Au départ, j'ai travaillé pendant plus d'un an avec Claude Janvier sur *Le virus et le président* où nous montrons comment le pouvoir politique en France instrumentalise la crise sanitaire, dont il est en partie responsable par la réduction des moyens financiers et humains du secteur de la santé. Ce pouvoir utilise l'épidémie pour dissimuler la crise économique et financière qui s'aggrave. Claude a travaillé sur le Nord, moi sur le Sud, en allant à la rencontre du personnel hospitalier dans les manifestations, mais aussi de commerçants, de dirigeants d'entreprises, de syndicats, ainsi que des gens ordinaires, après l'imposition du pass sanitaire. On a passé en revue les principales données de cette crise dans un livre qui va sortir en mai, avant les élections législatives en France. Le bilan se base sur 40 questions, dont l'une concerne l'ivermectine. Les médias dominants ne parlent pas de l'exemple de l'Inde, qui a vaincu l'épidémie de covid grâce à elle. Pourquoi alors ce médicament est-il bloqué par l'OMS, l'Union européenne et la Commission ? En France, j'ai recueilli des témoignages sidérants. Nous montrons aussi le combat de Jean-Charles Teyssède, l'avocat à l'origine de la première procédure pour essayer de faire sauter les verrous qui bloquent l'utilisation de l'ivermectine. Elle est interdite pratiquement et le Conseil de l'ordre poursuit les médecins qui la recommandent officiellement ou refusent de vacciner. C'est un cercle vicieux parce que d'un côté, il y a l'Agence nationale de sécurité du médicament (ANSM) qui n'interdit pas l'ivermectine et de l'autre côté le Conseil de l'ordre qui poursuit par exemple le docteur Gérard Baudru qui prouve que l'ivermectine fonctionne et permet de sauver des vies.

K : La même chose arrive ici à Pascal Sacré, Alain Colignon, David Bouillon et Laurence Kaiser, tous convoqués à l'Ordre des médecins. L'ivermectine est un sous-scandale du scandale général. Mais la plupart des gens ne savent pas ce qu'est l'ivermectine, utilisée depuis 40 années.

J.-L. I. : L'ivermectine est une molécule découverte en 1974 par les scientifiques Satoshi Omura et William Campbell. Ils se sont aperçus qu'elle soignait un tas de maladies parasitaires. L'Asie, l'Afrique, l'Amérique centrale et du Sud l'ont vite adoptée. Il y a encore des pharmaciens et des médecins qui la considèrent comme un simple médicament antiparasitaire, alors qu'au fil du temps on s'est rendu compte qu'elle était également anti-virale et efficace contre toute une série de coronavirus. Quand survient la pandémie de covid, certains scientifiques se sont aperçus qu'elle pouvait soigner à tous les stades de la maladie, ainsi que de manière préventive, ce qui est intéressant pour les personnels qui sont en contact régulier avec un public. Ces informations scientifiques sont difficiles d'accès pour les gens. Le professeur Alessandro Santa explique simplement que l'ivermectine agit en faisant un barrage entre le virus et les cellules du corps, ce qui la rend également efficace contre les variants.

K : Il est intéressant de noter que la plupart des pays de l'UE, dès le départ, ont fait le choix de suivre les directives de l'OMS et de ne pas utiliser l'ivermectine. Et cette décision va avoir des conséquences énormes...

J.-L. I. : Oui. J'ai pris l'Inde comme exemple, parce que c'est un laboratoire géant. Dans cette confédération composée de 35 États, 28 ont suivi la recommandation de l'OMS et les autres ont fait l'inverse, allant même jusqu'à distribuer de l'ivermectine dans tout un tas de lieux publics. Une avocate indienne dirige l'ensemble de ces procédures contre l'OMS et certains hauts fonctionnaires qui ont choisi d'ignorer l'ivermectine. On s'est aperçu que les États qui

l'ont utilisée, dès la mi-2020, ont endigué l'épidémie, en diminuant les cas et en évitant des décès, surtout. Et c'est le contraire pour les autres États obéissants. Aux États-Unis, on obtient le même schéma avec l'utilisation des tests PCR, selon les États. Ceux qui l'utilisent le plus ont le plus grand nombre de cas, mais pas forcément le plus grand nombre de malades.

K : Le test PCR, c'est vraiment le talon d'Achille...

J.-L. I. : Oui, puisque celui qui l'a mis au point indiquait clairement que l'on peut lui faire dire n'importe quoi, et qu'il ne doit surtout pas être utilisé pour détecter une épidémie. Pour donner un exemple, le test PCR ne fait pas la différence entre un virus mort et un virus vivant, ni entre le covid et le virus de la grippe. Donc il ne peut pas dire si une personne est infectée, malade ou contagieuse. Avec une explosion du nombre de tests, on va avoir une explosion du nombre de cas. J'ai pris le cas de l'Inde pour montrer que les indications de l'OMS étaient complètement folles.

K : Les médias ne parlent pas de l'Inde, sauf des États qui ont appliqué le protocole de l'OMS. La désinformation continue.

J.-L. I. : Il faut parler de criminalité à propos des dirigeants de l'OMS. Quand il y a un médicament bon marché et efficace comme l'ivermectine qui permet de soigner la population et que l'OMS en déconseille l'utilisation au niveau mondial sur la base d'un rapport sciemment truqué, c'est très grave. Derrière, on retrouve les lobbies des vaccins, dont les fabricants ne connaissent pas les effets secondaires qui provoquent déjà aujourd'hui, alors qu'ils sont encore au stade expérimental, des millions de morts à travers le monde. Les informations commencent à remonter par la pharmacovigilance. Quand on suit la courbe du nombre de personnes qui se font vacciner et qu'on suit celle des décès ou des effets secondaires, le lien avec l'injection du vaccin est patent. Olivier Vêran

a lui-même reconnu devant le Conseil d'État que les personnes vaccinées étaient celles qui pouvaient être les plus affectées en cas de réinfection. Et dire qu'il y a encore des médecins de plateau en France qui recommandent de prendre la quatrième dose, celle qui va nous sauver, les trois premières n'ayant pas été efficaces !

K : Vous évoquez «une des plus grandes tromperies contemporaines organisées par un pouvoir politique, main dans la main avec des dirigeants de l'UE et les grands propriétaires de la finance et de l'économie». Pour revenir à l'Inde, plainte a été déposée contre la scientifique en chef de l'OMS, accusée d'avoir causé la mort de citoyens, contre le directeur général de l'OMS et le directeur général des services de santé en Inde. Les plaignants osent parler de crime et de complot, c'est très intéressant...

J.-L. I. : Le complot est à la direction de l'OMS. Par exemple, l'ivermectine et le vaccin russe Sputnik sont interdits en Europe occidentale. À la place, les gens à la tête de l'État français ont diffusé massivement des produits expérimentaux dont les fabricants ont exigé auprès de l'UE d'être déchargés des responsabilités financières et juridiques en cas d'effets secondaires. Ceux-ci ont jugé leur produit efficace à 95 %, pourtant le nombre de cas et de malades a continué à augmenter.

K : Le test PCR est certainement utilisé comme outil politique pour faire monter ou diminuer les cas et décider d'une politique sanitaire. C'est quand même incroyable !

J.-L. I. : Le bétisier de la covid-19 serait à écrire. Je connais une septuagénaire qui, à force de regarder BFM TV, a été prendre sa troisième dose. Puis, elle ne s'est pas sentie bien pendant l'été, a fait un test, et elle était positive ! Ou c'est le vaccin qui est inefficace, ou c'est le test PCR, ou encore les deux. La personne peut aussi présenter une comorbidité.

K : Il est écrit dans votre livre : «Le constat est dramatique : nous ne pouvons plus compter sur les autorités sanitaires pour procéder à un examen honnête des preuves médicales et scientifiques. Nous demandons donc aux autorités régionales de santé publique et aux professionnels de la santé du monde entier d'exiger que l'ivermectine soit incluse dans la norme de soin afin de mettre fin à cette pandémie une fois pour toutes». A contrario, parlons du fameux Remdesivir. Je cite : «L'Union européenne a confirmé une autorisation de mise sur le marché conditionnel de l'Agence européenne du médicament pour un médicament dont elle ne connaissait pas toutes les caractéristiques », et qu'elle a commencé à acheter aussitôt. Donc avant les conclusions de l'étude en cours, ce qui, cette fois, l'arrangeait bien.

J.-L. I. : Avec le Remdesivir, on est dans l'escroquerie. Des scientifiques de l'OMS ont produit une étude en demandant à la firme Gilead de leur fournir tous les éléments nécessaires. Entre-temps, on s'aperçoit que leur produit n'est pas efficace. Cela n'a pas empêché Gilead de faire pression sur le client UE pour qu'il l'achète rapidement. C'est de la vente forcée.

K : C'est à nouveau quelque chose qui sert la stratégie vaccinale, après avoir refourgué un produit inutile et cher...

J.-L. I. : Avec l'ivermectine, vaccins et Remdesivir auraient été inutiles. Mais elle n'intéresse pas les laboratoires, qui recherchent le profit maximum immédiat. Parlons du Japon, un pays avec une forte densité de population où la contamination peut se répandre facilement. En août 2021, il y avait l'état d'urgence, et les médecins japonais, libres d'agir, ont prescrit l'ivermectine massivement ; l'épidémie a été endiguée en trois mois, comme dans 40 autres pays, du reste ! En septembre, l'état d'urgence a été levé dans tout le pays. Les journalistes de l'AFP (Agence France Presse), à la fin de 2021, osaient écrire qu'il n'y a pas de preuves scientifiques sur l'efficacité de l'ivermectine, que c'est un médicament uniquement pour soigner les parasitoses. L'AFP reçoit des subventions de l'État et des recettes publicitaires des firmes pharmaceutiques en question, ce qui lui laisse peu de marge pour la liberté éditoriale !

K : Il peut aussi y avoir une contradiction entre ce que dit le journaliste et ce qu'il fait lui-même quand il tombe malade. En Belgique, le rédacteur en chef d'un grand média s'est soigné avec l'ivermectine, alors que dans ses pages, il la dénigre. Il y a une véritable corruption généralisée endémique. Parlons de l'avocat Jean-Charles Teyssèdre, qui introduit dès décembre 2020 une demande auprès de l'ANSM pour que l'ivermectine puisse être utilisée comme traitement contre le covid-19. Il ne reçoit aucune réponse dans les premiers mois...

J.-L. I. : Teyssèdre mène un combat exemplaire. Il maîtrise très bien ce dossier. Quand il découvre les études scientifiques, qu'il vérifie les propos de ses clients, il propose de faire une demande auprès du tribunal administratif pour obtenir une recommandation temporaire d'utilisation (RTU). Une RTU se fait pour un médicament qui bénéficie déjà d'une autorisation de mise sur le marché (AMM), moins

difficile à obtenir qu'une autorisation temporaire d'utilisation (ATU) inattendue qui, elle, est attribuée de manière exceptionnelle à un médicament qui n'a pas d'AMM. Étonnamment, le ministère de la Santé est convoqué pour donner son avis. Maître Teyssèdre constate alors que le ministère ne produit pas de conclusions. Contrairement au traitement qu'elle aurait appliqué à un simple citoyen, la magistrate se montre compatissante avec ce pauvre ministre très pris par ses problèmes avec la santé publique. On va attendre. Quelle indulgence ! Alors elle prend sa décision dans le délibéré et refuse évidemment la recommandation temporaire d'utilisation. Puis Teyssèdre va devant le Conseil d'État qui met alors en demeure l'ANSM de donner une réponse. Ce n'est qu'en mars 2021 que sa directrice répond qu'en raison des données insuffisamment disponibles à ce jour, elle ne peut répondre favorablement à la demande de recommandation temporaire d'utilisation. Elle souligne la nécessité de mettre en œuvre de larges études cliniques randomisées en vue de conclure sur la base d'une méthodologie adaptée à la possible utilisation de l'ivermectine dans le contexte de la maladie. Rappelons qu'en mars 2021, il existait déjà 68 études scientifiques qui concluaient l'efficacité de l'ivermectine. Ce qui veut dire que l'ANSM soit méconnaît ces études scientifiques, ce qui est grave, soit que des intérêts des laboratoires pharmaceutiques font en sorte d'éviter de parler de l'ivermectine — un médicament sûr, efficace, bon marché — pour se faire des couilles en or avec un médicament expérimental dont ils demandent d'être déchargés des possibles effets secondaires.

K : En France, l'ANSM refuse systématiquement de prendre en compte d'autres types d'études, le Haut conseil de santé publique et la Haute autorité de santé rejettent toute étude favorable. Par contre, le Remdesivir a reçu une autorisation de mise sur le marché, en seulement 20 jours...

J.-L. I. : Dans la logique de ces bureaucrates, le médicament n'étant pas efficace, il a donc son autorisation rapidement. Le vaccin Sputnik, efficace contre le covid, est toujours bloqué, pour un tas de prétextes. Mais Pfizer a obtenu l'autorisation pour son vaccin en quelques mois. Là ce n'est plus de l'incompétence, mais de la corruption qui touche l'État. En mars 2020, Macron a créé le conseil scientifique pour le conseiller. On se demande à quoi servent les autres fonctionnaires, ceux de l'Inserm, du CNRS, de l'Institut Pasteur, qui sont assez compétents pour donner des avis. À la tête du conseil scientifique, il y a Jean-François Delfraissy, qui avait déjà fait ses preuves en 2010 quand Roselyne Bachelot, à l'époque confrontée au virus H1N1, avait fait appel à lui. Il avait déjà conseillé de vacciner les Français deux fois. Des millions de doses avaient été achetées, qu'il a fallu détruire. La Cour des comptes a fait le bilan : autour de 700 millions € ! Alors comme c'était un bon conseiller, Macron l'a repris. En France, on ne change pas une équipe qui perd ! Par contre, pas un mot sur l'ivermectine dans la documentation produite publiquement par le Conseil scientifique. Curieux de la part d'un organisme qui est là pour conseiller le gouvernement... Macron va devoir rendre des comptes sur ses deux ans de gestion de l'épidémie, pas seulement sur les vaccins, mais aussi sur la présence de McKinsey qui influence les décisions du gouvernement au profit d'intérêts privés. Nous sommes dans une situation complètement ubuesque où le vaccin russe et l'ivermectine sont écartés du marché, alors que des produits expérimentaux, dont les fabricants sont déchargés des effets secondaires (y compris la mort), sont diffusés massivement sous l'égide de l'OMS.

K : Le pouvoir a réussi à mettre en place un tel plan machiavélique qu'on peut craindre que jamais il ne le reconnaisse. Avec le risque d'aller devant la justice, ils vont tout faire pour éviter cela, sauf si les gens se réveillent. Le 17 juin 2020, la Commission européenne publie sa stratégie vaccinale contre la Covid-19 qui était déjà, selon moi, dans les cartons depuis plus longtemps. Elle propose une modification de règlement, soumis au vote du Parlement via une procédure d'urgence. Le 3 juillet, le Conseil vote le texte de la Commission, qui vise à alléger les exigences préalables au démarrage d'essais cliniques avec des médicaments contenant des OGM ; il a été adopté tel quel par le Parlement sans modification possible, sans amendements ni débats, au moment où la population traumatisée sortait d'un confinement !

J.-L. I. : Ça montre bien à quoi sert l'UE : favoriser les intérêts de Washington. Quand les représentants de Pfizer sont venus à Bruxelles pour signer les contrats, ils ont exigé que le droit américain s'applique, ce qui les décharge de leurs responsabilités. C'est une volonté hégémonique qui n'a rien d'étonnant quand on se rappelle que, depuis 1991, des milliers de tonnes de bombes sont tombées sur les pays qui s'opposaient aux impérialistes de Washington. Mais ici c'est très grave, parce que ça touche à la santé de tous. Aujourd'hui, la santé est menacée par l'Organisation mondiale de la santé ! Ses décisions sont sous l'influence de multinationales. Elle devrait au contraire alerter l'opinion publique sur le nombre de décès qui surviennent après la troisième dose. Didier Raoult précise que les risques l'emportent sur les bénéfices, pour le moment. Malheureusement, la population sert de cobayes. Demandons-nous si Gates, Clinton, les dirigeants de Pfizer, etc. n'ont pas voulu mettre en place un moyen d'éradiquer une partie

de la population mondiale. Si ces vaccins ARN avaient un effet sur la composition du sang, ce serait très grave. On ne pourrait plus faire de transfusion sanguine, par exemple. Ces gens-là savaient-ils pertinemment ce qu'ils faisaient ou est-ce que le crime est apparu en cours de décision de l'OMS ? Le vaccin est expérimental, mais les lobbies mettent la pression pour imposer leurs produits à coup de conférences, de matraquage de documentation, de réunions, etc. Quand bien même ont-ils pensé que le vaccin, bien qu'expérimental, serait au bout du compte positif, le crime survient quand il y a de plus en plus de morts liés au vaccin et qu'on ne décide pas de dire STOP et de demander une enquête internationale. C'est ce que propose la chercheuse Tess Lori qui, dans un rapport à Boris Johnson, demande l'arrêt de la vaccination et une enquête sur le rapport risques/bénéfices. L'OMS sera un jour obligée d'y venir.

K : Cela aurait aussi mis à mal la stratégie vaccinale...

J.-L. I. : Oui, et il y a des précédents. Pfizer a versé plusieurs milliards de dollars de compensation pour éviter des procès publics. Il y a eu aussi des médicaments qui avaient une image honorable et dont on s'est aperçu des effets secondaires. Il y a quatre ans, j'avais rencontré le directeur général de l'OMS qui m'expliquait jusqu'où peut aller l'influence des lobbies. Il me dit que le budget de l'OMS, au début des années 2000, était un mélange de contributions des États-membres et de contributions volontaires. Celles-ci viennent de firmes pharmaceutiques qui proposent à l'OMS de vacciner telle partie de la population en Afrique. Des centaines de millions d'euros arrivent ainsi dans les caisses de l'OMS pour réaliser l'opération, sous la direction de Big Pharma. Mais aujourd'hui, il s'agit d'un vaccin expérimental qui pourrait entraîner une situation vraiment catastrophique au niveau mondial !

K : Vous concluez votre livre en disant que les Français ont le choix entre continuer de survivre honteusement dans le déni ou déga-ger ce pouvoir autoritaire qui a enfoncé la France dans une crise politique, économique, sociale et sanitaire sans précédent. C'est le nœud du problème. Ces gens qui sont censés nous diriger ne sont plus du tout au service du bien commun, mais des multinationales.

J.-L. I. : Le prochain livre que je vais sortir avec Claude Janvier au mois de mai aura pour titre *Covid-19, le bilan en 40 questions*. Il est conçu sous forme de fiches techniques qui traitent chacune de questions que les gens nous ont posées : qu'est-ce qu'un virus ? Le virus est-il virulent ? Le port du masque est-il dangereux ? Qu'est-ce que le taux de mortalité ? Quelle est la différence entre un vaccin ARN et un vaccin classique ? Les tests PCR sont-ils efficaces ? Etc. Je précise que nous sommes des complotistes, nous ne donnons la parole qu'à de grands complotistes qui n'ont pas accès aux médias d'information en France, des chercheurs du CNRS et de l'Inserm, des journalistes scientifiques de différentes revues, des avocats. Ceux-ci y donnent des conseils pour porter plainte, défendre ses droits, s'opposer aux mesures gouvernementales. Il y a donc un aspect informatif et un aspect pratique. Moi je travaille sur l'OMS et le crime de masse, parce que les preuves existent du lien entre le vaccin et les millions de morts. Depuis les années 2000, les choses se sont considérablement aggravées. Les vaccins, c'est là où commence le crime. Au début, la direction de l'OMS a peut-être été abusée par l'argumentaire des fabricants, mais ça ne peut pas tenir dans la durée.

K : Si vraiment ils pensaient bien faire, ils ne censureraient pas les discours différents...

J.-L. I. : Bien sûr. C'est pour ça que dans le livre, nous publions les fiches techniques qu'ont remises les fabricants de vaccins, notamment Pfizer et Moderna auprès de l'Agence européenne des médicaments pour obtenir son autorisation provisoire de mise sur le marché. Ils ont organisé la distribution massive au niveau mondial de produits expérimentaux qui ont des effets secondaires graves. C'est un crime et ça ne peut pas continuer ! Je signale aussi que les produits ARN messenger sont une invention française que les États-Unis ont essayé de récupérer pour pouvoir ouvrir un nouveau marché.

K : Merci, Jean-Louis. Je pense que le moment est historique, il faut tenir, notamment en soutenant les médecins attaqués par l'Ordre.

J.-L. I. : *Nexus* vient de publier l'interview du docteur Gérard Baudru, qui est aussi poursuivi par le Conseil de l'ordre des médecins. Il explique qu'il faut en finir avec cet ordre du passé, une nomenclature planquée dans ses bureaux, riche de millions d'euros de subventions.

Propos recueillis à distance par Alexandre Penasse en avril 2022, retranscrits et mis en forme par Bernard Legros

1. Jean-Loup Izambert est journaliste et auteur de livres sur la crise du Covid, dont l'ouvrage concerné dans cette interview, *Le Scandale Ivermectine*, IS Édition, 2021.

Culture Woke : l'arbre qui cache la forêt

Débarqué dans le sillage des mouvements MeToo et Black Lives Matter, le mouvement Woke (de l'anglais « To wake », s'éveiller) s'attaque à toutes celles et ceux qui ne respecteraient pas les codes de l'antiracisme et de l'antisexisme. De l'écriture inclusive à l'installation de toilettes transgenres, de l'élimination de certains mots trop « connotés » à la révision de pans entiers de l'histoire, rien n'échappe à la vigilance de ce mouvement qui se drape dans les meilleures intentions du monde : la lutte contre les discriminations en tous genres et l'antiracisme. Mais que se cache-t-il exactement derrière cette nouvelle mode idéologique ?

Tentative de décryptage.

Dans 1984, George Orwell avait imaginé que le pouvoir totalitaire instauré par Big Brother introduirait progressivement une novlangue destinée, à terme, à supprimer l'« *ancien-langue* », l'anglais traditionnel. Le but de la manœuvre ? Reformater les esprits selon les canons de la nouvelle idéologie et empêcher le « crime par la pensée », faute de mots à même de le concevoir. Le wokisme, c'est d'abord une affaire de mots destinés, eux aussi, à « penser correctement » et à éviter tout « *dérapiage* ». Racisés, cisgenre, non-binarité, intersectionnalité, décolonialisme, linguistique dégenrée : autant de termes nouveaux qui balisent un territoire en expansion constante, et dont le simple usage vous confortera déjà dans le sentiment rassurant d'appartenir au camp du Bien. Car aujourd'hui, pour certains, oser critiquer le wokisme et ses avatars ultra-communautaristes, c'est déjà verser dans les ténèbres et l'obscurantisme. Annonçant la couleur dès le titre de son récent ouvrage¹, le chercheur français Alex Mahoudeau n'y voit par exemple rien d'autre qu'une « offensive réactionnaire » de petits bourgeois blancs et frileux qui ne comprennent décidément rien à la modernité. Et quand on n'est pas réac ou « *néo-réac* », c'est qu'on est carrément crypto-fasciste. La bonne vieille *reductio ad Hitlerum*, méthode éprouvée pour discréditer le contradicteur et couper court à tout débat, empêchant par là-même un examen critique, distancé et objectif.

Réduire la critique du wokisme à des visées réactionnaires, c'est d'abord passer sous silence qu'il existe une critique de ce mouvement émanant spécifiquement de la gauche et aussi, de façon peut-être plus surprenante, une critique libérale du wokisme, non pas au sens néo-libéral, mais au sens historique du terme, s'adosant notamment à des penseurs tels que Alexis de Tocqueville et John Stuart Mill².

Proche de la gauche antilibérale espagnole, le journaliste Daniel Bernabé démontre dans *Le piège identitaire* comment, en Europe et aux États-Unis, les gauches de gouvernement se servent du wokisme, du communautarisme et des obsessions identitaires qu'ils véhiculent comme véritables idéologies de substitution et comment ces mêmes partis « progressistes » ont fait litière de sujets liés à l'économie, tels que les salaires, les conditions de travail, la redistribution des richesses ou le logement au profit de thématiques « sociétales » telles que le genre ou la « race ». Pour bien comprendre comment ce tour de passe-passe politique en forme d'OPA a pu se produire, il n'est pas inutile de jeter un petit coup d'œil dans le rétroviseur.

La période charnière se situe en 1979-1981, avec l'arrivée au pouvoir de Margaret Thatcher en Grande-Bretagne et de Ronald Reagan aux États-Unis. L'heure est au libre marché et à la dérégulation, au « *dégraissage* » des services publics et à la première grande vague de la mondialisation. Dans un tel contexte, les expériences de gauche sont prises à contre-courant. L'exemple français est parlant. Parti pour « changer la vie » en mai 1981, le socialisme mitterrandien prend dès 1983 le « tournant de la rigueur », euphémisme pour désigner une politique d'austérité. Un moment tenté de poursuivre une politique de relance keynésienne et de se retirer du serpent monétaire européen, François Mitterrand choisira finalement de se convertir au libre marché et à l'Europe³. Dans la foulée, les symboles changent, eux aussi. Remisés au placard des vieilles lunes, Blanqui, Jaurès et Blum cèdent la place à de nouvelles icônes : Harlem Désir, qui préside SOS Racisme à partir de 1984 ou Bernard Tapie, qui deviendra ministre de la Ville de Mitterrand en 1992.

La tendance s'approfondit avec la chute du mur de Berlin et l'effondrement de l'URSS. Soutenu par Philip Gould, un publicitaire qui avait concouru à l'élection de Bill Clinton en 1992 et qui analysait l'élection comme la conquête d'un marché, avec ses niches identitaires et ses cibles communautaires, Tony Blair et son New Labour accèdent au pouvoir en 1997. Bernabé résume cette évolution en forme de révolution copernicienne : « *Ainsi se sont imposées dans la société les opinions de ceux qui identifient la politique à un marché sur lequel chacun achète le produit électoral qui lui correspond le mieux. La diversité des consommateurs face à la masse anonyme de la classe ouvrière... Oubliées les politiques volontaristes des sociaux-démocrates de jadis, finis les vieux penchants marxistes : tout cela a été balayé avec la disparition du bloc de l'Est, et sous la pression d'un clientélisme électoral débridé*⁴ ».

LE WOKISME EN TANT QUE PRODUIT DE SUBSTITUTION

Ralliées au libre marché et à la mondialisation, les gauches dites de gouvernement non seulement n'ont pas changé la vie, mais elles se sont même avérées incapables de maintenir le *statu quo* d'un capitalisme tempéré par un État-Providence fort, issu du compromis de la fin de la Deuxième Guerre mondiale. Dans ces conditions, qu'est-ce qui pouvait encore distinguer, sur le « marché » électoral, une gauche « centriste » ayant quasiment évacué la question sociale et convertie à une sorte de « libéralo-progressisme », d'une droite « réformiste » qui s'attelait à adapter de façon toujours plus prégnante les États-nations à la mondialisation néo-libérale galopante ? « *Well, it's the symbolic, stupid !* » serait-on tenté de répondre, en paraphrasant la fameuse apostrophe de Bill Clinton à George Bush senior, son concurrent malheureux aux élections de 1992. Comme le résume Bernabé, « *comment donner l'impression que les choses changent quand même ? Eh bien, c'est simple : en misant tout sur les guerres culturelles, ces conflits focalisés sur des questions symboliques*⁵ ».

Et c'est ici que le wokisme et ses multiples produits dérivés, de la *Cancel Culture* à l'écriture inclusive en passant par les actions « décoloniales », avec son obsession pour les identités blessées, les complexes ressentimentistes et la concurrence victimaire, ont joué le rôle de parfait produit de substitution sur un marché électoral de plus en plus volatile et versatile. Et cette résurgence de thématiques communautaristes a pu constituer une sorte de divine surprise pour une gauche démonétisée et déboussolée. Selon Bernabé, « *La clé qui permet de comprendre tout cela, c'est le fait que le rapport à la politique de la plupart des gens a complètement changé : il est passé du positionnement idéologique à une attitude consumériste, que le néolibéralisme a instillée par le biais de la classe moyenne. En attisant l'individualisme, ce changement a affaibli les luttes pour la redistribution et il a recodé les enjeux d'ordre matériel dans le langage de la méritocratie... Les politiques de reconnaissance de la diversité, parce qu'elles sont intrinsèquement hétérogènes, regroupant une multitude de catégories (de genre, de race, etc.), et parce qu'elles portent une conception de la différence compatible avec l'inégalité, ont été détournées par le capitalisme sur le terrain du spécifique et de l'individuel, leur composante symbolique et culturelle les rendant aisément appropriables par le marketing*⁶ ».

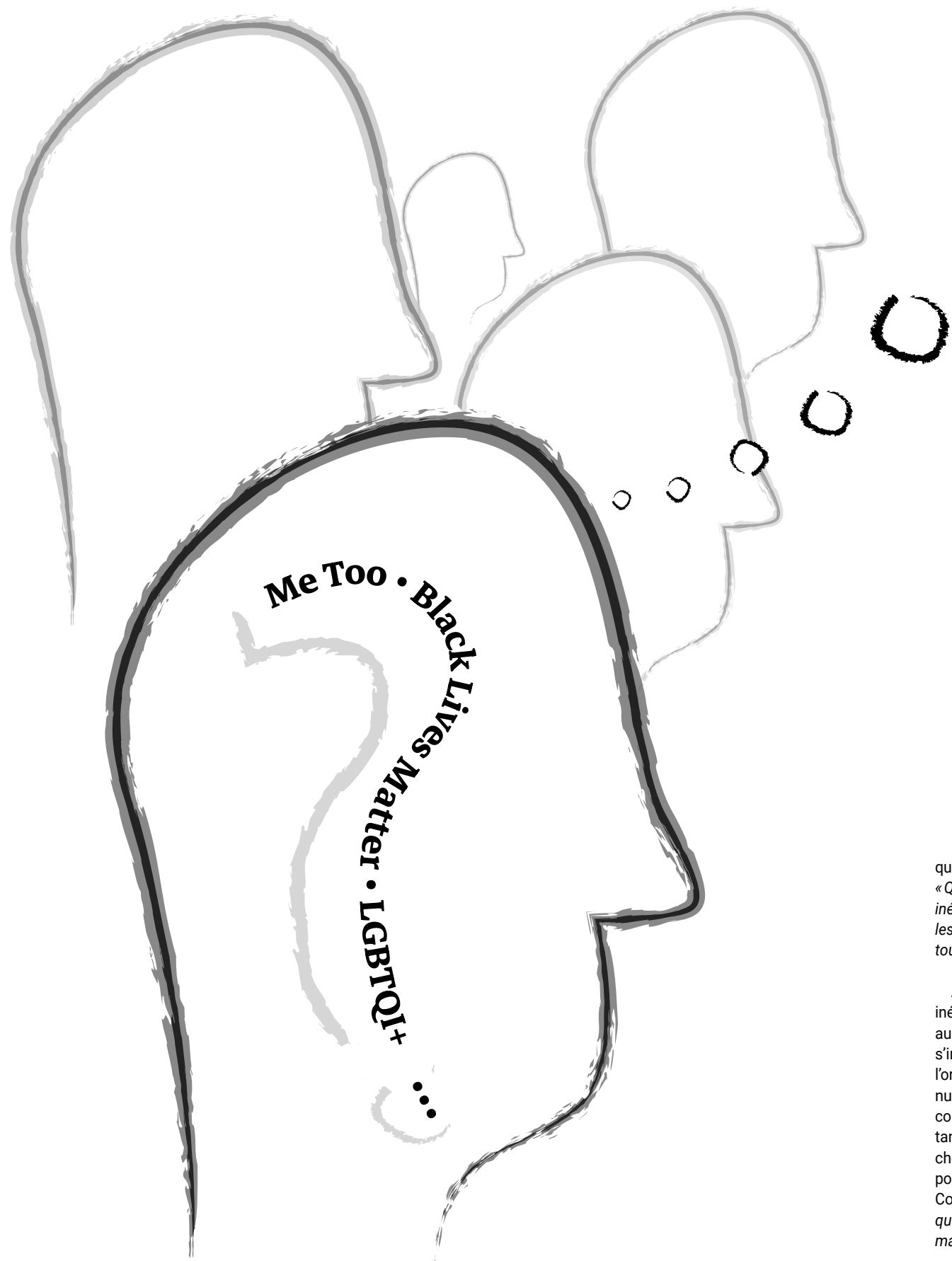
Ce positionnement consumériste du wokisme, on s'en doute, n'affecte pas que la sphère politique. Il atteint aussi les entreprises

et l'économie elle-même. Le wokisme a ainsi généré un véritable *woke capitalism*, qui est en quelque sorte à l'économie ce que le *Greenwashing* est à l'écologie. Illustrant l'infinie plasticité du capitalisme et sa faculté opportuniste à se concilier les diverses « niches » de la diversité, il consistera par exemple, pour une entreprise, à mettre en valeur des personnes issues de la diversité dans ses campagnes de publicité ou encore à bannir certains mots de leur vocabulaire, par exemple le mot « blanc », pour éviter d'être associé à l'« oppression patriarcale blanche hétérosexuelle⁷ ».

Mais on pourrait objecter que la lutte contre les inégalités d'ordre culturel ou symbolique, basées sur la « race », le genre ou l'orientation culturelle est peut-être tout aussi importante que le combat sur le terrain des inégalités socio-économiques. Encore faudrait-il savoir quelle forme devrait prendre cette lutte. Un exemple récent illustre les contradictions et les ambiguïtés des mouvements qui se disent désireux de faire justice aux minorités et/ou de rendre visible la diversité. Chaque année, à l'occasion de la Fête des Rois, a lieu début janvier un défilé de chars dans un quartier populaire de Madrid, Puente de Valleas. En 2018, un collectif de défense des droits des LGBTQI+ a eu l'idée de transformer le char des Rois mages en char de *drag queens*, afin de sensibiliser la population locale aux problèmes, peut-être réels, rencontrés par la communauté gay et queer. Soutenue par la majorité locale de gauche, cette initiative n'a pas manqué de susciter l'ire d'une partie de la droite et des chrétiens traditionalistes qui ont saisi l'occasion pour monter au créneau. Jetant encore un peu plus d'huile sur le feu, les médias s'en sont mêlés et en ont profité pour faire grimper leur audimat avec des débats enflammés sur le respect des traditions, les troubles psychologiques qui pouvaient en résulter sur les enfants, avec force psychologues de service sur les plateaux. Résultat ? Outre une polarisation des esprits, tout ce battage médiatico-politique n'aura sans doute pas changé grand-chose à la compréhension des problématiques, d'ailleurs sans doute très diversifiées, rencontrées par les LGBTQI+. Relatant cet épisode emblématique d'une certaine superficialité contemporaine, Bernabé en tire la conclusion suivante : « *Pour conserver son aura progressiste et masquer son ralliement au libéralisme, la majeure partie de la gauche actuelle est prête à organiser toutes sortes d'actions symboliques superficielles et dérisoires. Les libéraux eux-mêmes ne voient aucune objection à soutenir les luttes LGBT, si elles représentent une opportunité de faire du profit. C'est ainsi que les WorldPride se sont muées en une vaste et très lucrative entreprise touristique. En revanche, personne ne lève le petit doigt ni n'est prêt à dépenser le moindre centime lorsqu'il s'agit de mettre en place des solutions pérennes pour traiter les problèmes en profondeur... et passer du terrain symbolique à des formes d'intervention aux implications matérielles : aller à la rencontre des gens pour faire de la pédagogie au lieu de capter un public de consommateurs trop souvent en quête de constructions identitaires permettant de se distinguer des autres*⁸ ».

WOKISME ET INTERSECTIONNALITÉ

S'il semble s'enraciner dans un combat juste au départ⁹, celui des Noirs américains en quête des droits civiques, d'une égalité de traitement et d'une meilleure représentativité dans la société, le wokisme a pris une connotation plus nettement communautariste et s'est agrégé une série de revendications identitaires, basées par exemple sur le genre et l'orientation sexuelle, qui ne sont pas sans rapport avec la *Cancel Culture*, dérivant ainsi vers ce que Natacha



Polony et d'autres ont appelé la dictature des minorités. C'est ainsi que le droit à ne pas être offensé s'est, peu à peu et insidieusement, transformé en injonction à se taire. Seules peuvent être solidaires de communautés « opprimées » d'autres minorités, par définition elles aussi exploitées et discriminées. Par parenthèse, il peut être intéressant de noter que certaines catégories qui pourraient pourtant légitimement se plaindre de traitements discriminatoires sont curieusement absentes des combats wokistes. Par exemple les personnes âgées, isolées et interdites de visite pendant l'épidémie de covid, sans parler des maltraitances induites par le sous-financement chronique et le manque de personnel des maisons de repos. Il est vrai qu'elles votent peu et descendent rarement dans les rues pour manifester...

Mais revenons à nos genres (ou absence de genre) et à nos races, puisque le terme ne fait apparemment plus peur à la gauche « libéralo-progressiste ». Car c'est ici qu'intervient le concept d'intersectionnalité. Entendez la version woke de la convergence des luttes, étendard bigarré dont la gauche libérale progressiste n'a pas tardé à saisir le potentiel. Le principe est simple : plus vous cumulez de différences et de potentielles discriminations, en fonction de votre « race » présumée, de votre genre, orientation sexuelle ou religion, plus vous vous situez haut sur l'échelle victimaire de l'intersectionnalité. Par exemple, être femme, noire, homosexuelle, bi ou transgenre et musulmane fera de vous l'objet de toutes les attentions intersectionnelles. Il est presque inutile de préciser que, dans la réalité, ce concept, plus qu'il ne génère de convergence dans la défense de victimes de discriminations, réelles ou présumées, aboutit le plus souvent à des guerres de chapelle ou à des luttes

fratricides, par exemple entre féministes traditionnelles qui pensent que le sexe est une donnée biologique naturelle et adeptes de la théorie des genres pour qui il s'agit d'une pure construction sociale impliquant des rapports de pouvoir. Et, lorsqu'elles existent réellement, les convergences intersectionnelles aboutissent parfois à de curieux rapprochements. Ainsi, les néo-féministes pures et dures et tenants d'un Islam pour le moins radical peuvent se retrouver sur la revendication d'aires de non-mixité, comme les piscines, les terrains de jeux ou les lieux de culte. Reste à savoir où se situe l'enjeu réel du wokisme intersectionnel : dans la défense des plus défavorisés ou le fait de leur donner une place et une voix, ou plutôt dans la lutte pour l'occupation de postes d'influence, généralement bien rémunérés, dans les associations et institutions subventionnées...

On l'a vu, une certaine gauche déboussolée et convertie aux vertus du marché s'est emparée d'enjeux sociétaux qui masquent largement les véritables inégalités. Ce n'est sans doute pas un hasard si les enjeux sociétaux communautaristes ont pris naissance aux États-Unis au cours des années 1950-60, certes caractérisées par la lutte pour les droits civiques et par des tensions raciales très importantes, mais aussi par un boom économique sans précédent. Avec la fin du régime ségrégationniste, surtout présent dans le Sud, la reconnaissance sans réserve des droits civiques et une meilleure insertion socio-économique et représentativité culturelle d'assez larges franges issues des minorités noires (mais aussi hispaniques), on aurait pu croire qu'un mouvement comme le wokisme ne pourrait non seulement s'implanter durablement, mais devenir culturellement dominant. Comme l'avait justement pressenti Tocqueville, les plus grandes passions égalitaires se soulèvent non

(Nous, politique de gauche)

Qui suis-je ?

Que vais-je pouvoir inventer ?

... Je ne me reconnais dans rien d'existant.

Et pourtant, «pourquoi tant de haine...» ?

quand la situation empire, mais au contraire lorsqu'elle s'améliore : « Quand l'inégalité est la loi commune d'une société, les plus fortes inégalités ne frappent point l'œil ; quand tout est à peu près de niveau, les moindres le blessent. C'est pour cela que le désir d'égalité devient toujours plus insatiable à mesure que l'égalité est plus grande¹⁰ ».

Aujourd'hui, en Europe, la situation est paradoxale. Alors que les inégalités socio-économiques à l'intérieur des États n'ont jamais été aussi criantes, qu'une classe moyenne déboussolée et paupérisée s'interroge sur ses capacités de résister à l'ouragan qui se prépare, l'orchestre libéralo-progressiste, gauche et droite confondues, continue imperturbablement de jouer son antienne sociétale à base communautariste et wokiste pour distraire des passagers paniqués, tandis que l'équipage s'échine tant bien que mal à poser quelques chèques rustines sur la coque du Titanic. Or, la gauche a une responsabilité particulière dans ce moment historiquement dangereux. Comme le souligne avec justesse Bernabé, « elle devrait se rappeler que ce n'est pas en changeant les mots qu'on transforme le monde, mais en transformant le monde qu'on fera changer les mots¹¹ ».

Alain Gailliard

1. Alex Mahoudeau, *La Panique Woke, anatomie d'une offensive réactionnaire*, Textuel, 2022.
2. Pour une critique « libérale » au sens tocquevillien du mot, voir notamment : Thierry Aïmar, *La société de régression : le communautarisme à l'assaut de l'individu*, éditions de L'aube, 2022.
3. Pour une bonne analyse de cette période clé, voir notamment : Thierry Pfister, *La vie quotidienne à Matignon au temps de l'Union de la gauche*, Hachette, 1985.
4. Daniel Bernabé, *Le piège identitaire – L'effacement de la question sociale, L'Échappée*, p. 103.
5. *Op. cit.*, p. 183.
6. *Op. cit.*, p. 181.
7. Voir notamment Guy Mettan, *La tyrannie du bien – Dictionnaire de la pensée (in) correcte*, éditions des Syrtes, 2022.
8. Daniel Bernabé, *op. cit.*, p. 187.
9. Dans un discours de 1965, Martin Luther King appelait les jeunes à rester éveillés (« awake ») et à être une génération engagée. Le terme semble ensuite être entré en léthargie, jusqu'en 2008, où la chanteuse américaine Erykah Badu chante : « I stay woke ». Mais ce n'est qu'à partir de 2013 et le mouvement Black Lives Matter que le terme fait véritablement son entrée dans l'arène socio-politique.
10. Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, Livre 2, Garnier-Flammarion, p. 124.
11. Daniel Bernabé, *op. cit.*, p. 157.

Sur la « montée de l'extrême droite »

Illustration: Philippe Debongnie



Tout « (re)monte », de nos jours, les courbes de contamination comme l'extrême droite ! Ressassée dans les médias et les conversations, la « montée de l'extrême droite » est un cliché mondain, un clin d'œil attristé entre démocrates inquiets, enrobé d'une réflexion paresseuse. Ici encore, c'est la confusion. Une question fondamentale à se poser est celle-ci : que signifie être d'extrême droite, de nos jours ? Tentons l'exercice : éprouver de la nostalgie pour le Troisième Reich, le pétainisme ou le franquisme ? Se délecter en regardant *Nuit et brouillard* ? Voter pour le Vlaams Belang ou le Rassemblement national ? Préférer le viril Poutine ou le délicat Zelensky ? Aller à la messe à l'église de Saint-Nicolas du Chardonay à Paris ? Lire *Valeurs actuelles* ou *Éléments* ? Être un fervent défenseur du capitalisme ? Être un fervent anticapitaliste ? Critiquer les antifas et leurs méthodes ? Défendre l'État de droit et les libertés ? Préférer celles-ci à la sécurité ? Refuser les injections expérimentales de Big Pharma ? Oser évoquer un totalitarisme hygiéniste qui nous tombe dessus ? Manifester contre le gouvernement, ou au contraire rester dans son gourbi à prier ou à méditer ? Être un adepte du développement personnel ? Adhérer à la théorie du complot ? Se plaindre de la corruption systémique ? S'inquiéter de l'arrivée rampante du crédit social à la chinoise dans nos contrées ? Détester Klaus Schwab et ses Young Global Leaders ? Dénoncer l'influence de McKinsey dans les décisions politiques ? Se montrer sceptique vis-à-vis des experts de plateau ? Dire du mal des médias dominants ? Continuer à reconnaître la sexuation homme/femme ? Ne pas s'enthousiasmer pour le wokisme et le multiculturalisme ? Ignorer l'écriture inclusive en rédigeant son article ? Préférer la campagne à la ville ? Être en faveur de l'allaitement et de l'accouchement à domicile ? Aimer le pain, le vin et le fromage ? Se raser le crâne pour aller à un concert de Rammstein ? Cette liste à la Prévert est à compléter... Il y a fort à parier que chacun d'entre vous s'y reconnaisse en partie et en conclue qu'il

est parfois « d'extrême droite ». Faudra-t-il bientôt un algorithme dédié pour trancher la question ? En attendant, nous ne pouvons nous fonder que sur les opinions. Et certains placent le seuil de tolérance excessivement bas. Dans quel but ? Apparaître comme politiquement très perspicace ? Se décerner un brevet de bonne moralité ? Montrer qu'on est un « pur » qui ne fait aucune concession à la bête immonde ? Ou pire, donner un coup de pouce aux pouvoirs en place qui ne ratent pas une occasion d'inquiéter la population avec la montée de l'extrême droite, face à laquelle ils constitueraient le seul rempart ?

Inversement, qu'est-ce qu'être antifasciste, de nos jours ? Surfer 7/7 24/24 sur la « complosphère » pour y traquer le facho, pratiquer le doxxing¹, la délation et le cyber-harcèlement ? Pour les têtes brûlées, molester les fachos dans l'espace public ? Faire systématiquement corps avec les autorités politiques pour barrer la route au « populisme », tout récemment en reconduisant Jupiter-le-moindre-mal à la tête de la France ? Aller chahuter les conférenciers « confusionnistes » ? Surenchérir dans le puritanisme panmédicaliste ? Ou plutôt tourner son regard vers le sommet de la pyramide sociale, là où les fachos sont diplômés, habillés de marques et roulent en BMW ? À chacun son antifascisme, camarades antifas ! Prenons un exemple tiré de l'actualité. En Ukraine, il est avéré que le régiment Azov, truffé de néo-nazis, collabore avec le ministère de l'Intérieur. La propagande de l'OTAN ayant univoquement pris le parti de l'Ukraine en fermant les yeux sur Azov, comment allez-vous vous positionner ? Contre le dictateur Poutine qui a juré de « dénazifier » l'Ukraine ou contre le démocrate Zelensky et ses copains d'extrême droite ? À qui apporterez-vous un soutien stratégique et temporaire ? Comment dans ce cas « ne pas faire le jeu des fachos » ? Allez-vous renvoyer les deux camps dos à dos ? À vos contorsions argumentatives !

Où faut-il voir la fraction la plus dangereuse et agissante de l'extrême droite ? Certainement pas dans les groupuscules, qui n'en représentent que l'écume « folklorique » et politiquement inoffensive. Faut-il rappeler qu'ils n'ont *aucun* pouvoir décisionnel, et ne sont pas prêts d'en avoir ? Regardons donc ailleurs, dans deux directions. D'abord, paradoxalement vers l'extrême centre² de l'échiquier politique. Ce que nous apprennent les pratiques depuis le retour du néolibéralisme, c'est que la démocratie représentative est compatible avec les profils et agissements anti-démocratiques : quand le président de la République Nicolas Sarkozy fait ratifier le traité constitutionnel européen à l'Assemblée nationale, alors que le peuple français l'avait rejeté par référendum ; quand son successeur le manager de la République Emmanuel Macron décide de confiner ses 67 millions d'administrés au printemps 2020, puis annonce vouloir « emmerder les non vaccinés » ; quand le Premier ministre Alexander De Croo ment en direct sur un plateau de télévision (« *Un seul cas d'effet secondaire du vaccin en Belgique* » !) et fait tout pour censurer la voix de Kairos lors des codeco ; quand le ministre de la santé, le socialiste Frank Vandenbroucke, s'acharne à vouloir piquer les soignants en période de recul pandémique ; quand le chef de l'exécutif canadien Justin Trudeau bloque le compte en banque des opposants à sa folie covidiste. Etc. Ces manières de faire peuvent sans problème être qualifiées *a minima* de droite, voire d'extrême droite, n'en déplaie aux ingénus qui se rassurent en ne voyant là que des petites dérives autoritaires passagères — du reste tellement nécessaires pour endiguer l'épidémie — qui seront tôt ou tard résorbées par nos solides institutions démocratiques (sic). Nous les renverrons à la lecture de *La dictature*, où Carl Schmitt nous apprend qu'il n'y a pas une seule forme de dictature, mais plusieurs, à des degrés d'intensité différents.

Ensuite, tournons notre regard vers les non élus : lobbies, fondations, cercles patronaux, *think tanks* et autres fonds d'investissement. Les exemples abondent là aussi. Dès 1987, la Table ronde des industriels européens (European Round Table) manifestait son désir de mettre la main sur l'enseignement public³. Une trentaine d'années plus tard, avec l'aide de l'OCDE puis de McKinsey, la mission est de mieux en mieux accomplie, du Pacte d'excellence à la numérisation à marche forcée des écoles. Les professeurs ne sont pas encore payés au mérite, mais cela ne saurait tarder ! Dans les années 2000, Henry Kissinger reconnaissait que le groupe Bilderberg, dont il est membre, exerce un pouvoir occulte dans la marche du monde (tiens, ce ne serait pas un peu conspirationniste, ça ?). Parmi ces institutions non démocratiques, n'oublions pas la Commission européenne, dont la patronne Ursula von der Leyen traite les contrats avec Pfizer par textos et appelle à abroger le code de Nuremberg, cet encombrant document qui empêche toujours d'injecter de force les ressortissants de notre beau continent, berceau de la philosophie et de la démocratie.

La « montée de l'extrême droite » est l'épouvantail qu'agitent l'oligarchie mondialiste et ses affidés élus devant le nez des masses pour se maintenir au pouvoir, en clamant, lorsqu'ils sont le dos au mur, « avec eux, ce serait pire ! ». Pour la troisième fois consécutive (après 2002 et 2017), cela a encore marché en France, qui vient d'en reprendre pour un lustre de macronisme, cette idéologie qui gère la nation comme une entreprise. En ayant dissimulé certains traits trop saillants de son corpus doctrinal (racisme, antisémitisme), cela fait longtemps que l'extrême droite est montée au pouvoir, sous le nom de néolibéralisme. Manuela Cadelli, présidente de l'Association syndicale des magistrats : « *Je prétends que le néolibéralisme est un fascisme car l'économie a proprement assujéti les gouvernements des pays démocratiques mais aussi chaque parcelle de notre réflexion. L'État est maintenant au service de l'économie et de la finance qui le traitent en subordonné et lui commandent jusqu'à la mise en péril du bien commun* »⁴. Autant le savoir et agir en conséquence.

Bernard Legros

1. Le doxxing consiste à rendre publiques sur la toile les données personnelles d'individus auxquels on veut nuire.

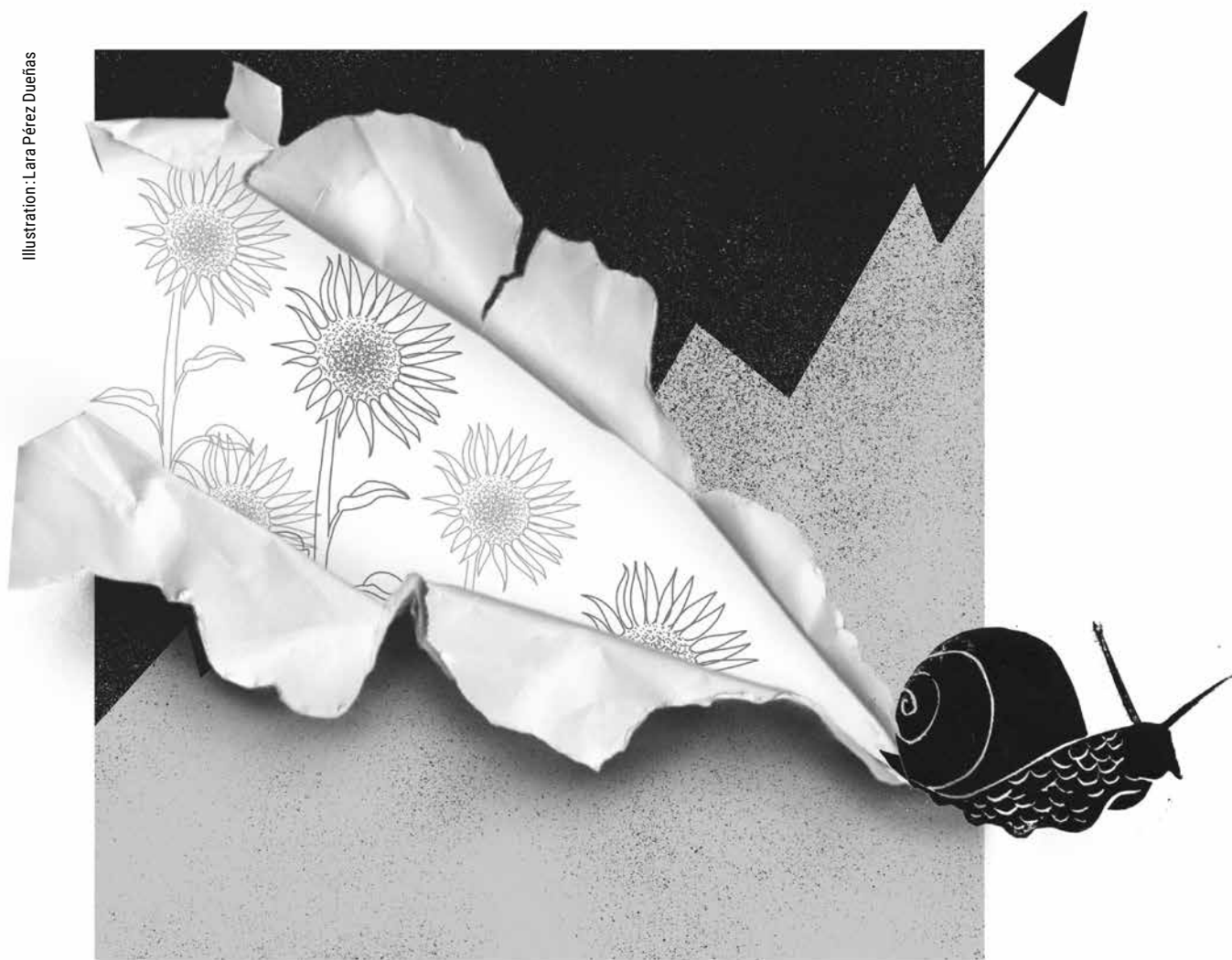
2. Cf. Alain Deneault, *Politiques de l'extrême centre*, Lux, 2016. Macron n'a pas hésité à reprendre l'expression à son sujet, un signe qui ne trompe pas !

3. Cf. Christian Laval, Francis Vergne, Pierre Clément & Guy Dreux, *La nouvelle école capitaliste*, La Découverte, 2011.

4. « Le néolibéralisme est un fascisme », in *Le Soir*, 01/03/2016.

Décroissance : un vingtième anniversaire en nuances

Illustration : Lara Pérez Dueñas



compte la décroissance. Une conférence de son principal penseur, le Britannique Tim Jackson, attira la foule à Bruxelles en 2010. Il y défendait la « *prospérité sans croissance* »¹. Par la suite, d'autres modèles concurrencèrent la décroissance : l'économie circulaire, l'économie symbiotique, l'écologie industrielle, le biomimétisme, la collapsologie...

À quoi ressemble le tableau aujourd'hui ? Le développement durable est passé de mode, tant mieux ! La transition, affublée des adjectifs écologique ou énergétique, est le modèle que le capitalisme vert veut faire passer en force. La décroissance reste marginale, vraisemblablement parce qu'elle est radicale et difficilement récupérable. Peu de citoyens s'en recommandent explicitement. Quand elle existe, c'est la plupart du temps en toile de fond des discussions et des réflexions :

« *La transition est pour moi le meilleur paradigme pour passer le cap* », nous dit l'écologiste.

« *Et que penses-tu de la décroissance ?* », répondons-nous.

« *Bien, d'accord, on doit organiser une décroissance sélective dans le cadre de la transition.* »

« *Et pourquoi pas organiser directement la décroissance conviviale, démocratique, choisie et maîtrisée ?* »

« *Parce que d'une part c'est utopique, et d'autre part les gens sont davantage rassurés par le terme transition, plus positif.* » Etc.

Cela fait 20 ans que nous entendons et subissons ce genre de propos. Y a-t-il de quoi se décourager ? Défendre la décroissance, n'est-ce pas un piège absurde ? Ne vaudrait-il pas mieux parler d'antiproduktivisme ? Rappelons-nous que le socialisme a mis plus de deux décennies pour faire sa place dans les consciences. En politique, la patience est une vertu, disait Lénine. Sauf que le temps presse, l'horloge écologique se moque de nos attermoissements. Notre décroissance a-t-elle un avenir ? L'avenir nous le dira.

Nos amis français sont à l'honneur dans ce dossier : qui était mieux placé que son principal théoricien **Serge Latouche** pour en faire le bilan ? **Vincent Cheynet**, rédacteur en chef de *La Décroissance*, préfère réfléchir à l'avenir. Militant de la première heure et anti-nucléaire notoire, **Jean-Luc Pasquinot** évoque la « victoire » culturelle tout autant que l'échec politique de la décroissance. Du côté des nationaux, **Michel Weber**, comme à l'accoutumée, brosse un argumentaire philosophique en faveur de la décroissance ; **Romain Gelin**, chercheur au GRESEA, se penche sur le cas de la Belgique, d'un point de vue énergétique ; **Marie-Ange Herman** revient sur le phénomène de l'obsolescence programmée, ennemie de la décroissance ; enfin, **Alexandre Penasse** met en garde contre le dévoiement du concept par le Forum économique mondial, une dangereuse supercherie, et interroge ceux qui ont décidé de se préparer à l'effondrement. Tous restent persuadés que la décroissance représente une phase indispensable pour tenter de sortir de l'ornière. Donc, nous gardons le cap !

Bernard Legros, Alain Adriaens et Kenny Cadinu

1. Tim Jackson, Patrick Viveret, Herman Daly & Mary Robinson (préfaces), *Prospérité sans croissance. La transition vers une économie durable*, De Boeck, 2010.

Mars 2002, palais de l'Unesco, Paris. Le colloque « Défaire le développement, refaire le monde », organisé par l'association La Ligne d'horizon-Les amis de François Partant, inaugura officiellement et symboliquement une nouvelle ère pour la décroissance, cette fois publique et (plus ou moins) médiatique. Le concept avait déjà été avancé par l'économiste Nicholas Georgescu-Roegen (1906-1994) et son traducteur Jacques Grinevald à la fin des années 1970, mais était resté cantonné au monde académique. En ce début de XXI^e siècle, à la faveur d'un retour en force des préoccupations écologiques dans le public, il allait rapidement s'imposer dans le débat intellectuel, également grâce aux Casseurs de pub lyonnais qui fondèrent le journal éponyme, *La décroissance*, deux ans plus tard. Il en est à son 190^{ème} numéro, sans interruption de parution. À partir de 2006, chaque été fut organisé en France un rassemblement des objecteurs de croissance, le temps d'une fin de semaine où se succédaient ateliers théoriques et pratiques, débats, assemblées plénières, repas autogérés et parfois concerts improvisés. La première édition eut lieu dans la petite commune de Saint-Nolff dans le Morbihan, avec quelque 250 visiteurs, dont 4 Belges. Le réseautage entre les deux pays venait de naître. Les éditions suivantes se tinrent dans les quatre coins de la France (Creuse, Jura, Loire-Atlantique, Loire, Tarn-et-Garonne, Hauts-de-France, Pyrénées orientales) et une seule fois en Belgique, à Rossignol (Gaume) en 2012. La dernière édition sous cette forme eut lieu à Guillaumard'ch (Finistère) en 2017.

Motivés par l'exemple hexagonal, des Belges francophones convaincus par l'idée de la décroissance s'organisèrent à partir du milieu des années 2000, non sans certaines difficultés sur le plan idéologique, en cherchant à accorder le paradigme décroissant avec la tradition de la gauche (et vice versa). L'Association d'objecteurs de croissance (AdOC) fut le premier collectif sérieux dédié à la cause. Le pionnier de l'écologie politique Paul Lannoye (1939-2021) en fut naturellement l'âme et une cheville ouvrière, avec les ex-députées écologistes Michèle Gilkinet et Martine

Dardenne. Les travaux aboutirent à la fondation du Mouvement politique des objecteurs de croissance (mpOC) en octobre 2009, après une glorieuse conférence de Serge Latouche à l'Université libre de Bruxelles en février qui attira 800 personnes. Gonflés à bloc, les Belges prenaient leur bâton de pèlerin ! Le mpOC poursuit son chemin aujourd'hui, mais a réduit la voilure, d'une part pour cause de vieillissement de ses membres, les jeunes ne prenant pas ou peu la relève. D'autre part, l'association n'a jamais réussi à rassembler plus de 300 membres cotisants, dont seuls 5 % sont actifs, donc loin du mouvement de masse que certains espéraient susciter. Cependant, on constate que beaucoup de jeunes s'investissent dans des collectifs qui, sans le défendre prioritairement, sont convaincus de la nécessité de la décroissance. Partout l'on entend dire : « *Il est urgent de changer nos modes de vie.* » Il est clair que ce nouveau mode de vie est un ralentissement de l'actuelle course folle et une décrue des consommations. Hélas, une fois encore, les gestes correcteurs sont adressés aux simples citoyens. Par contre, les mesures que devraient assumer les entreprises et les pouvoirs publics sont peu entendues. La logique des Colibris donc... On est loin de l'hégémonie culturelle chère à Gramsci, mais les idées de la décroissance font lentement leur chemin dans nos sociétés, même si elles sont appelées sobriété... Ailleurs, la décroissance est également présente en Italie, en Catalogne, au Québec, au Brésil et, assez étonnamment, en Hongrie.

Si elle n'a pas (encore ?) réussi à entrer en politique, la décroissance a néanmoins rapidement pris pied dans le débat philosophique. Son premier adversaire idéologique fut le développement durable, qui avait été lancé à grands frais de marketing au Sommet de la Terre de Rio, en 1992. À partir de là, pendant longtemps, les écologistes n'ont juré que par lui. La décroissance lança un pavé dans la mare de cette utopie consensuelle, ce qui lui valut parfois de l'antipathie. Son second adversaire ne mit pas longtemps pour entrer en piste à son tour : la transition, initiée en 2005 à Totnes (Angleterre) par le permaculteur Rob Hopkins. L'écologie officielle se rua sur ce nouveau concept, pour éviter de devoir prendre en

20 ans de décroissance : ébauche d'un bilan

La décroissance a 20 ans. Le projet a pris forme en France, entre un numéro dédié de la revue *Silence* en février 2002, le colloque de La Ligne d'horizon à l'UNESCO « Défaire le développement, refaire le monde » en avril, celui de Casseurs de pub à Lyon en septembre sur la décroissance, suivi du lancement du journal éponyme. Après un démarrage en fanfare, en partie due à la curiosité des médias et à la canicule de l'été 2003, le mouvement a connu une éclipse médiatique, tout en poursuivant son chemin de façon souterraine, en particulier au-delà de l'hexagone. La pandémie et l'urgence climatique aidant, la décroissance a refait surface ces derniers temps et s'est invitée dans le débat politique français en vue des élections présidentielles de 2022. Revendiquée pour la première fois par une candidate, aux primaires des écologistes, elle constitue désormais une proposition face à laquelle tous les responsables politiques sont forcés de se situer, ne serait-ce que pour rejeter avec horreur ou mépris un projet par ailleurs largement méconnu dans sa portée. Le président Macron lui-même y a fait référence à plusieurs reprises. D'abord, en assimilant les « *objecteurs de croissance* » aux Amish, puis dans sa campagne électorale en se revendiquant « *en même temps* » pour la croissance et pour la décroissance, enfin en déclarant à Marseille, 16 avril 2022 : « *Je veux être clair avec vous, je ne crois pas en la décroissance, au contraire [...] il nous faut produire et travailler davantage [...] Les avions sans émission "zéro carbone", les trains à hydrogène, la voiture électrique produite en France, les éoliennes en mer produites en France, les mini réacteurs [nucléaires] et tant et tant d'autres solutions* ». L'exemple des Amish, repoussoirs de Macron, est intéressant à méditer, non pas, bien sûr, pour en faire une imitation servile, mais pour réfuter les objections concernant le supposé « *irréalisme* » du projet de la décroissance, puisque cette communauté protestante, tout en refusant de nombreux aspects de la modernité, fait preuve d'une belle résilience et d'une incontestable réussite économique.

Faire le bilan de 20 ans de décroissance, c'est prendre acte de l'avancée de l'idée dans la société et des initiatives de mise en œuvre du projet d'une société « écompatible » dans les pratiques, ce qui en constitue l'actif. Mais c'est aussi rendre compte du passif. Cela concerne non pas tant le fait que le projet n'ait pas abouti globalement que l'examen des diverses stratégies de neutralisation, voire des tentatives de récupération, cela afin de mieux apprécier où nous en sommes.

LA PERCÉE THÉORIQUE ET LES AVANCÉES PRATIQUES

L'émergence médiatique du projet résulte largement de la diffusion dans les journaux, revues et livres publiés tant en France qu'à l'étranger. Outre le français *La décroissance* et ses comparses belges, *Kairos*, et suisse, *Moins !*, on ne compte plus les publications, réseaux et sites qui font écho à tout ou partie des idées de la décroissance. Même si *Entropia*, la savante revue d'étude théorique et politique de la décroissance, a dû arrêter sa parution en 2015, la décroissance, sous le vocable *globish* discutable de *degrowth*, est devenue un sujet d'étude universitaire au niveau international¹.

On pourrait d'ailleurs s'étonner que le mouvement des objecteurs de croissance ne se soit d'ailleurs pas directement impliqué plus dans le débat sur les *commons* (les biens communs) qui a mis en effervescence le monde alternatif et certains économistes, suite à l'attribution d'un prix dit « Nobel » à Elinor Ostrom en 2009. La décroissance, en effet, prône la *démarchandisation* de la nature et du social, et cela concerne donc indirectement, mais fortement, les biens communs (eau, air, terre, environnement, espaces urbains, espaces verts, paysages, éducation, culture, etc.) et va même au-delà en préconisant de revivifier *l'esprit du don* à travers la *convivialité*, de développer les *biens relationnels* (connaissance, amitiés, soins ou *care*, *agapè*) ou encore de favoriser la gratuité. La raison première de cette absence en est sans doute que le débat sur la tragédie des *commons*, lancé par l'article éponyme fameux de Garrett Hardin, s'est déroulé à l'intérieur de la sphère économique et que la décroissance ne se propose rien de moins que de « sortir de l'économie² ».

Toutefois, il faut bien reconnaître que l'émergence du grand récit d'émancipation par l'alternative décroissante a du mal à s'imposer. Non pas qu'une société d'abondance frugale ou de prospérité sans croissance ne soit pas séduisante, ni bien argumentée, contrairement à ce que disent ses détracteurs, mais plus simplement parce que l'appétence de l'utopie concrète ne peut naître sans une

désintoxication du système dominant, autrement dit une décolonisation de l'imaginaire. C'est un peu comme les deux lames du rasoir super Gillette G2 de la pub « *la première dresse le poil, la seconde le coupe* », à savoir : le grand récit suscite une adhésion intellectuelle et sentimentale et le choc de la venue du danger prévisible ou de la catastrophe annoncée provoque le passage à l'action. Au niveau des pratiques, les choses ont certes changé, même si c'est loin d'être suffisant. La pandémie qui a éclaté en 2019 a illustré une nouvelle fois et massivement toute la fragilité de la puissance ; elle nous a fait toucher du doigt ce que pourrait être cet effondrement de la société de croissance et une gestion autoritaire, voire totalitaire du monde d'après. « *Quel gouvernement, s'interrogeait Yves Cochet en 2002, oserait interdire les vols inférieurs à 500km, ce qui diminuerait de 40% leur nombre, tout en offrant un réseau ferroviaire alternatif de bonne qualité, ou bien imposer une taxe de 50€ sur chaque billet pour abonder un fonds destiné à lutter contre le changement climatique ?* ». Sur ce point, les choses ont évolué ; le péril se rapprochant, on voit désormais à la suite de la jeune Greta Thunberg des cortèges impressionnants réclamer des mesures radicales contre le changement climatique, même si les décisions concrètes pour aller dans le bon sens restent timides.

Ces dernières années, par exemple, la production de déchets en France a légèrement baissé (de 6,5% entre 2007 et 2017 selon les chiffres de l'Ademe), mais en 2018 on produisait encore plus de 342 millions de tonnes de déchets, soit un peu plus de 5 tonnes par habitant. On peut mettre aussi à l'actif de la mouvance écologiste et décroissante en France de nombreuses initiatives individuelles et collectives et quelques victoires comme l'abandon du projet d'aéroport de Notre-Dame des Landes ou de l'exploitation d'une mine d'or en Guyane. Enfin, pour faire bonne mesure, on peut signaler les liens que la décroissance entretient sous le signe de l'escargot avec deux initiatives concrètes de transformation du monde : la révolution néo-zapatiste et le mouvement Slow Food. Bien que le *caracol* des cultures mésoaméricaines précolombiennes ne soit pas tout à fait notre escargot et que les raisons de son choix comme symbole soient différentes pour la décroissance, *Slow Food* et néo-zapatistes, le rapprochement de ces trois mouvements entretenant d'évidentes complicités et complémentarités est heureux et constitue bien un symbole de convergence. Néanmoins, tout cela reste encore très insuffisant au regard du passif. Au mieux la dégradation a été freinée, et quelques fois arrêtée, mais la situation dans l'ensemble continue de se dégrader.

LIMITES ET ÉCHECS EN THÉORIE ET EN PRATIQUE

Si l'actualité récente n'a pas porté atteinte à l'analyse faite lors du lancement de la décroissance, on a le sentiment étrange que rien n'a vraiment bougé et, qu'au niveau du discours dominant on fait du surplace, voire même parfois que l'on a reculé. Il suffit de remplacer développement durable par croissance verte, de changer quelques noms propres, mettre Macron à la place de Chirac, Trump au lieu de Bush, illustrer les relances par l'investissement dans le numérique plutôt que dans les autoroutes et ripoliner les références bibliographiques par des parutions plus récentes qui confirment, pour la plupart, le diagnostic antérieur. Beaucoup de bons livres ont été oubliés ou ne sont jamais sortis de la confidentialité, bien que les analyses qu'ils contiennent restent d'une étonnante actualité et ont souvent été reprises sans être citées par de nouveaux auteurs au succès tout aussi éphémère... Pour qui a vécu les années 1970 et a conservé la mémoire, à écouter les discours de la plupart des responsables politiques et des économistes, on a l'impression d'entendre un vieux disque rayé.

La percée relative de la décroissance dans le monde intellectuel n'est de plus pas toujours exempte d'ambiguïté. Depuis qu'en raison de cette notoriété la décroissance est entrée dans l'Université sous son nom transnational de *degrowth* et fait l'objet de thèses savantes, des économistes obsessionnels voulant se recycler dans la décroissance tentent de nous proposer de beaux modèles économiques d'articulation entre l'économie capitaliste/productiviste en régression et l'*anti-économie* conviviale en expansion. La radicalité du projet originel perd ainsi beaucoup de son potentiel et de l'incitation militante, au profit d'ambitions carriéristes.

Par ailleurs, la décroissance se heurte à des attaques en règle visant à la délégitimer. La stratégie de délégitimation la plus efficace consiste sans doute à la taxer d'« *écologie punitive* ». Cette belle trouvaille médiatique bénéficie d'un incontestable succès, comme

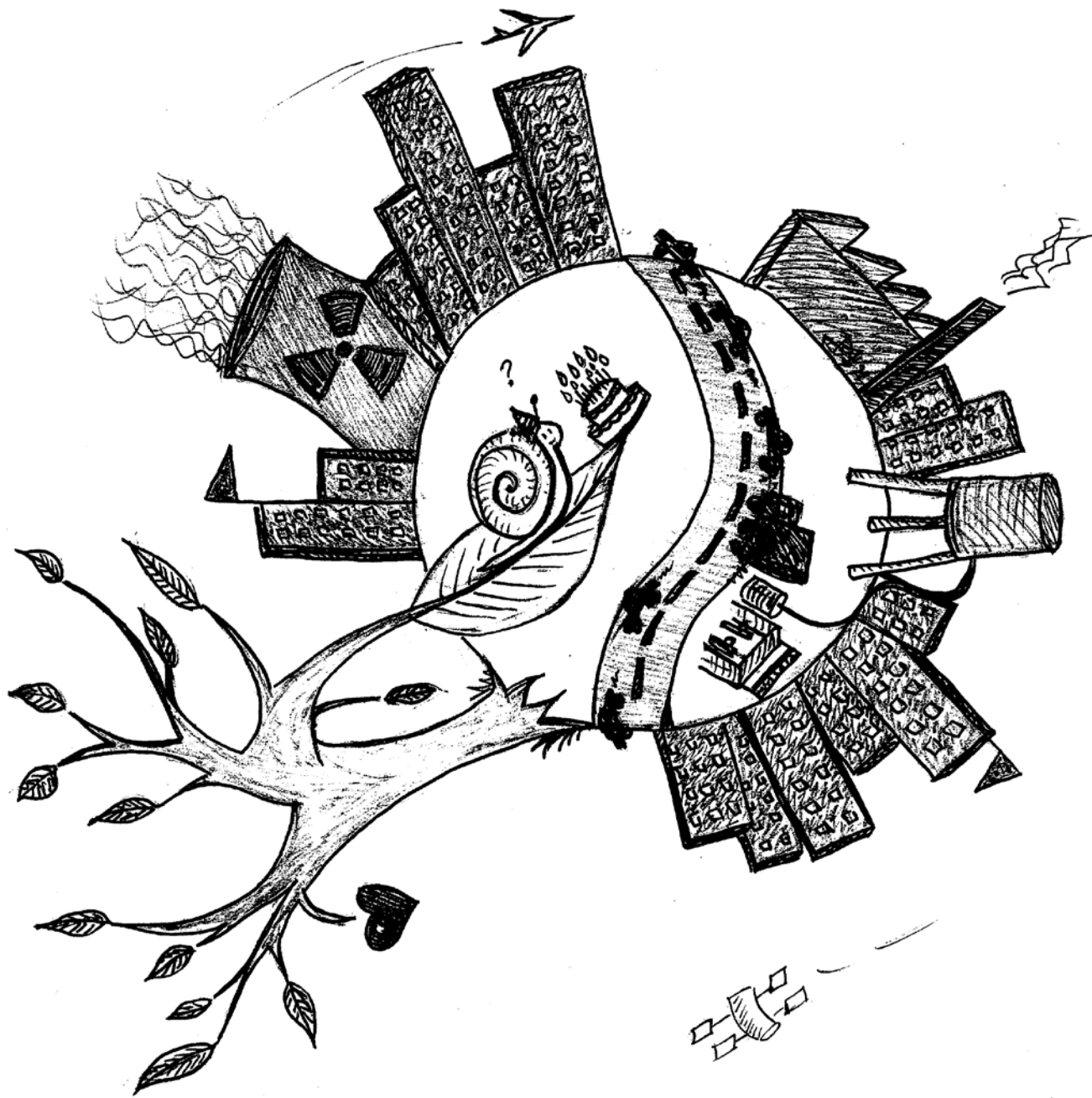
ses compères le développement durable et la croissance verte, du fait de la répugnance au changement des habitudes. Les *lobbies* productivistes et consuméristes cherchent à empêcher l'adoption de toute mesure écologique remettant en question les situations profitables dommageables pour l'environnement en multipliant les études orientées, voire en falsifiant carrément les données. Si toute remise en question des modes de vie et des habitudes impliquant la réduction de certaines consommations, et par conséquent la transformation de l'appareil productif, est considérée comme insupportable (« *Le mode de vie des Américains n'est pas négociable* », comme disait Bush père) et cela quels que soient les bénéfices en termes de bien-être et de joie de vivre que ce changement bien conçu peut apporter à terme par ailleurs, alors oui, la décroissance est une écologie punitive. Mais alors, il faut admettre qu'il n'y a pas de transition écologique réelle possible et que toute politique environnementale se limite à l'écoblanchiment (*greenwashing*). En revanche, les politiques écologiques minimalistes de la plupart des gouvernements qui font peser les mesures indispensables pour limiter les catastrophes sur les classes populaires, comme certaines taxations sont, elles, effectivement punitives, car ne remettant pas en cause le logiciel dominant, elles n'apportent d'autres compensations que la prolongation de la survie de la société de croissance avec ses inégalités et ses injustices.

Dans le même temps, des concepts décroissants sont récupérés et banalisés, contribuant à la neutralisation du caractère subversif du projet. Il en est ainsi de la bioéconomie, de la résilience, de l'économie circulaire, de la transition et finalement de l'effondrement. De l'impossibilité d'une croissance infinie dans un monde fini découlait, pour Nicholas Georgescu-Roegen, la nécessité de faire une *bioéconomie*, c'est-à-dire de penser l'économie au sein de la biosphère³. Le programme a été par après dévoyé pour désigner les manipulations du vivant afin de tenter de résoudre la crise écologique par une fuite en avant techniciste, sans remettre en cause la croissance. Cette *seconde bioéconomie* est même devenue une pièce maîtresse de l'idéologie de la croissance verte, nouvel oxymore tendant à remplacer celui défraîchi de « développement durable », et qui donne lieu aux mêmes acrobaties mystificatrices sur son contenu⁴.

Ces dernières années, de la même façon, le concept de résilience, au cœur du projet des villes en transition, a été instrumentalisé par les « administrateurs du désastre », c'est-à-dire les *lobbies* économiques et les gouvernements à leur service, pour éviter de rompre avec le productivisme et donner l'impression de résoudre la crise écologique par une adaptation des populations, le cas échéant en les culpabilisant⁵. C'est une telle instrumentalisation qui a été menée également avec l'économie circulaire, qui est devenue la base du *Green Deal*, la doctrine de la Commission européenne pour affronter la crise écologique. Alors qu'en tant que dispositif ingénieux pour contrecarrer l'obsolescence programmée et le gaspillage des ressources, celle-ci avait naturellement sa place dans la mise en œuvre d'une politique de décroissance.

Surfant sur la vague des critiques du produit intérieur brut (PIB), le Président Sarkozy a lancé en février 2008 une grande opération de communication, pour couronner le tout. Dédaignant les experts français compétents ayant déjà travaillé sur ce thème, il a fait appel à deux économistes mondialisés et nobélisés, Joseph Stiglitz et Amartya Sen, pour constituer une commission et rendre un rapport sur la mesure des performances. La commission constituée de sommités économiques transnationales a travaillé en anglais et remis son rapport en septembre 2009. Évidemment, celui-ci, à grand renfort de battage médiatique, n'apporte rien de vraiment nouveau par rapport aux travaux antérieurs dont il fait la synthèse, et une fois passé le *show*, rien n'a substantiellement changé. Pouvait-il en être autrement ? Comment croire que la proposition d'un changement d'indicateur permettait de résoudre les problèmes ?

Enfin, une forme plus perverse de neutralisation du potentiel subversif de la décroissance a été réalisée par sa radicalisation même. La perspective d'un effondrement, en effet, était largement utilisée par les décroissants pour évoquer le destin de la société de croissance et convaincre les gens de la nécessité de construire une alternative sobre, soutenable et souhaitable. Les menaces étant nombreuses et diverses (dérèglement climatique, 6^{ème} extinction des espèces, pandémies, etc.), l'évocation de catastrophes visait avant tout à éviter la fin de l'humanité tout en sortant de la misère du présent. Le potentiel à dessein provocateur du slogan de décroissance a été en partie éclipsé par la vogue de la collapsologie. C'est ainsi qu'on est passé dans les médias du *négationnisme*



de la crise écologique à la mode de visions apocalyptiques, en faisant l'impasse sur un changement de système comme le prône la décroissance. Celle-ci était utopique, inutilement alarmiste et ridicule, et n'était pas à l'ordre du jour quand elle est apparue en 2002. Elle est tout aussi utopique 20 ans après, mais il est trop tard désormais pour y songer, dépassée qu'elle est par l'effondrement en cours. Elle n'est donc toujours pas à l'ordre du jour. Avant, la catastrophe possible, c'était une illusion et il convenait de ne rien faire. Maintenant, il n'y aurait plus rien à faire...

En pratique, les limites de l'aboutissement du projet sont encore plus évidentes. Si depuis 2006 certains pays ont réduit leur empreinte écologique, les chiffres n'ont malheureusement pas beaucoup changé dans l'ensemble, puisqu'en 2016, l'empreinte moyenne de l'humanité atteignait 2,75 hectares (au lieu du 1,8 souhaitable) et le « jour du dépassement » (*Overshoot Day*), c'est-à-dire le jour de l'année qui correspond à l'épuisement des ressources renouvelables, a continué d'avancer chaque année, jusqu'en 2018, année où il tombait le 25 juillet. Après une légère baisse due au Covid-19, il semble provisoirement stabilisé autour de cette date. Les grands travaux inutiles et nuisibles sont toujours à l'ordre du jour: après le creusement des tunnels de Lötschberg 34km ouvert en 2007, Gotthard 57km ouvert en 2016, sont programmés celui du Brenner 64km (horizon 2032) et le Lyon-Turin 57km prévu pour 2030. Il s'agit là de chantiers européens parmi les plus titanesques du XXI^e siècle.

Les responsables, tout en déclarant vouloir réduire les émissions de gaz à effet de serre, veulent maintenir, voire en accroître encore les causes: tourisme de masse, transports aériens, agriculture productiviste. En France, en dépit d'un programme de 800 millions d'euros pour réduire de 50% entre 2009 et 2021 l'utilisation des pesticides, celle-ci a augmenté de 15%! Si un tribunal américain a fini par condamner Monsanto à payer une forte indemnité à un utilisateur californien victime du Round-up, des sondages récents nous apprennent que la résistance aux OGM faiblit dans l'opinion; un tribunal français a condamné la Confédération paysanne à payer une forte indemnité à Monsanto. Jusqu'à présent (2021), l'Europe a réussi à se protéger tant bien que mal des OGM de première génération, mais il semble qu'il n'en sera pas de même pour les nouveaux, plus subtils. Le *lobbying* de Bayer, qui entre temps a absorbé

Monsanto, reprend le même argumentaire et cela en dépit du fait que les promesses précédentes se soient révélées fallacieuses. La Commission européenne s'apprête néanmoins à les autoriser en 2023 et Macron semble bien leur donner sa bénédiction dans son plan « France 2030 »⁶.

Quant aux inégalités, les récents rapports d'Oxfam sont encore plus accablants; or, on sait que les riches polluent infiniment plus que les pauvres. En 2010, 368 personnes détenaient une richesse équivalente au revenu de la moitié de l'humanité, et 5 en 2018⁷. Le deuxième rapport sur les inégalités mondiales du World Inequality Lab (2021), qui prend en compte les inégalités de patrimoine, est encore plus accablant. Alors que les 10% supérieurs accaparent 35% des revenus, ils possèdent entre 60 et 80% du patrimoine. Depuis 25 ans, la part de la richesse mondiale possédée par les milliardaires a triplé. Les 1% les plus riches ont mis la main sur 38% de l'augmentation de la richesse alors que les 50% les plus pauvres n'en captaient que 2%⁸. Les menaces sont donc loin d'être écartées. Avec le dérèglement climatique dont les effets se font de plus en plus sentir et qui aggrave encore les conflits, les contradictions et les frustrations des sociétés dites « en développement », les flux de migrants cherchant à rejoindre au prix de leur vie les pays riches s'accroissent, tandis que les frontières se ferment de plus en plus, multipliant les drames humains. L'instrumentalisation de cette « menace migratoire » par des démagogues populistes favorise une montée des partis politiques d'extrême droite qui jouent sur les peurs d'un mytique « grand remplacement », de la crainte exagérée du terrorisme islamique et de la perte de l'identité nationale.

Finalement, si le bilan de 20 ans de décroissance n'est pas déshonorant, celle-ci reste un défi en même temps qu'un pari. Un défi aux croyances les mieux installées, parce que ce slogan constitue une insupportable provocation, voire un blasphème pour les adorateurs du progrès et du développement. Un pari, presque au sens pascalien, parce que, pour nécessaire qu'elle soit, rien n'est moins sûr que la réalisation d'une société autonome, de sobriété, mais en même temps nous n'avons rien à perdre à oser en prendre le risque et tout à y gagner. Le défi mérite d'être relevé et le pari d'être tenté.

Serge Latouche, Professeur émérite d'économie à l'Université d'Orsay, objecteur de croissance.



1. L'édition et la réédition d'un « Que sais-je ? » sur la décroissance ainsi qu'une nouvelle édition revue, augmentée et mise à jour de mon livre *Le Pari de la décroissance* sont un indice révélateur.
2. Garrett Hardin, *La tragédie des communs*, Science 1968 et Susan Buck Cox, *No tragedy on the commons*, Environmental Ethics 7, 1985.
3. On sait que la « décroissance » vient de ce que le terme a été utilisé en français pour intituler un recueil de ses essais.
4. Voir Hélène Tordjman, *La croissance verte contre la nature. Critique de l'écologie marchande*, La Découverte, 2021.
5. Voir Thierry Ribault, *Contre la résilience. À Fukushima et ailleurs*, L'Échappée, 2021.
6. Voir, Stéphane Foucart, « La nouvelle bataille des OGM », *Le Monde*, 28 & 29 novembre 2021.
7. Gloria Germani, « Verità della decrescita. Via dalla scienza totalitaria per salvare il mondo », Castelvechi, 2021, p. 249.
8. Voir Anne-Sophie Lechevallier, « Rapport sur les inégalités mondiales. Les super-riches toujours plus riches », *Libération*, 9 décembre 2021.

Quel enseignement pour le futur puis-je tirer des 20 ans de la décroissance ?

À la suite de la lecture du livre de Nicholas Georgescu, *Demain la décroissance: entropie-écologie-économie* (1979), nous avons imaginé, Bruno Clémentin et moi, le concept de «*décroissance soutenable*». C'était en juillet 2001. Nous ne reviendrons pas ici sur la suite. Si les débats au sein du mouvement de la décroissance sont vitaux, en revanche, ressasser le passé m'exaspère autant que ceux qui passent leur temps à réécrire l'histoire ou ceux qui se passionnent pour les querelles des micros-chapelles de décroissants. Ce qui nous a toujours intéressés est d'être tournés vers tous. C'est la raison d'être du journal *La Décroissance* et de sa diffusion en kiosque. Qu'en est-il 20 ans plus tard ? Ma première observation est que le mot décroissance n'a plus aujourd'hui la même force d'interpellation dans la société. S'il reste le «*mot épouvantail*» par excellence, une insulte dont s'accusent mutuellement tous les politicards, les coups de ce «*mot béliér*» pour faire une brèche dans la forteresse où s'est claquemurée la société de la croissance sont moins percutants. En 2 décennies, le mot s'est répandu, aidé par la réalité des crises. C'est aussi le signe paradoxal de sa victoire : son imprégnation se mesure à l'aune de son affaiblissement «*perforatif*» ! Cruelle conclusion pour les décroissants qui s'illusionnent en voyant dans l'effondrement l'occasion de réaliser leur fantasme de domination, aux misanthropes et vaniteux qui annoncent : «*Bien fait on vous l'avait bien dit !*»

Mais c'est bien le propre de la décroissance que de reposer sur une série de paradoxes. Le premier d'entre eux est de réaffirmer à la suite d'Ivan Illich que le seul sentiment de toute puissance infantile peut nous laisser penser que nous avons une prise totale sur la marche de l'histoire humaine. Que «*tout est politique*». Et que c'est justement cette toute-puissance qui nous a en grande partie conduits à l'effondrement écologique et humain. Au contraire, la décroissance invite à une certaine humilité. Sans cette dernière, impossible de transformer au mieux le monde. C'est en comprenant ma faiblesse que je deviens fort. Il faudrait être fou pour penser qu'en écrivant ces lignes derrière mon écran je puisse sauver le monde. Seulement puis-je peut-être lutter contre ceux qui croient véritablement pouvoir le sauver comme le directeur du WWF France qui au nom de l'écologie, la fin justifiant les moyens, légitime l'instauration d'un pass climatique sur le modèle du pass vaccinal¹.

Pour répondre à l'invitation de nos amis de *Kairos*, je voudrais saisir cette opportunité pour évoquer ce qui constitue pour moi LE grand «*non-dit*» de la décroissance. Il est des choses tellement énormes qu'on ne les voit plus. Pour l'exprimer, je vais m'appuyer sur une sortie de Thierry Ardisson. Nous n'insisterons jamais assez sur l'idée, surtout en ces temps de submersion par la propagande, que la vérité d'où qu'elle vienne reste la vérité. «*Même au Diable il arrive de dire des vérités. Il ne faut pas sottement condamner des paroles à cause de celui qui les prononce*» soulignait Saint Clément d'Alexandrie². L'animateur de télé poubelle affirmait donc : «*Fondamentalement, l'écologie et le capitalisme sont antinomiques. Le premier est synonyme de décroissance, et l'autre de croissance*»³. Cet éclair de lucidité (lié à la cocaïne ?) exprime à mon sens le cœur de la problématique écologique, et plus profondément celle de la condition humaine. Elle sera la clé de voûte de ma réflexion.

DISPERSER UN MAXIMUM D'ÉNERGIE

Pour survivre, comme individu et comme société, nous devons «*dispenser un maximum d'énergie*». Je renvoie pour une explication scientifique aux travaux de l'astrophysicien François Roddier⁴. Pour l'exprimer simplement, à titre individuel, pour avoir le maximum de chance de se reproduire, l'homme doit montrer sa capacité à disperser de l'énergie. L'argent, une Porsche ou un diamant ont cette fonction symbolique. Face à ses concurrents, l'homme démontre à la femme qu'il est «*plein d'énergie*», et qu'avec lui, elle sera en sécurité pour se reproduire. Ce qui est parfaitement légitime de la part de cette dernière alors qu'elle est, face à lui, en situation de faiblesse dans la nature ; c'est elle qui porte le bébé et les seins pour l'allaiter. Je vois ton sourire cher lecteur. Car, bien entendu, cette réflexion simplissime, qui semble tirée de la sociologie désespérée d'un ado, ne peut que déclencher une réflexion gênée de la part de la majeure partie d'un auditoire. Mais il est des évidences tellement énormes qu'il est quasiment impossible pour toute une partie d'entre nous de les entendre énoncer. D'où les réactions de parler sur



le locuteur pour qu'il arrête le supplice, la récusation moqueuse... Ce renvoi aux fonctions archaïques de notre condition ne peut en effet qu'atteindre l'image magnifiée que nous avons de nous-mêmes. Il n'empêche que ces réactions peuvent être parfois utiles, voire salutaires. Toutes les vérités ne sont pas toujours bonnes à dire ; le vrai ne se confond pas toujours avec le bien.

Cette contrainte à la dispersion d'un maximum d'énergie est tout autant valable comme groupe humain : pour survivre dans la guerre économique, comme dans les guerres tout court d'ailleurs, il faut disperser un maximum d'énergie, c'est-à-dire... mener des politiques de croissance c'est-à-dire accroître sans cesse la production de biens et de services. À cette fin, il faut faire tomber tout ce qui l'entrave. L'application politique en est l'idéologie libérale et son double mouvement bien mis en lumière par Jean-Claude Michéa : «*Le libéralisme économique intégral (officiellement défendu par la droite) porte en lui la révolution permanente des mœurs (officiellement défendue par la gauche), tout comme cette dernière exige, à son tour, la libération totale du marché.*» Nous sommes ainsi progressivement plongés dans des sociétés dont le fondement devient le refoulement, la transgression et la destruction de toute limite. Bien évidemment les idéologues du libéralisme-libertaire pensent développer une philosophie alors qu'ils ne font que prêcher l'application des lois de la biophysique au politique ; en gros la loi du plus fort ; «*struggle for life*» ; la loi de la jungle. Ce discours trouve sa légitimité selon lequel son refus ne peut conduire qu'à se faire dévorer. Et les quelques niches qui seront invariablement citées en contre-exemple n'invalident bien sûr pas ce principe général.

On ne lit jamais ses contradicteurs, même ceux qui semblent les plus claquemurés dans un esprit de système qui les conduit à ne pas supporter la moindre contradiction. Ainsi le chantage des techno-prophètes du transhumanisme est invariable : si nous n'acceptons pas de franchir certaines barrières éthiques, d'autres, moins à cheval que nous sur les principes, s'y livreront allègrement et nous dévoreront. Dans ma jeunesse, c'était déjà la moquerie adressée au ministre de la défense mitterrandien, Charles Hernu (1923-1990). Pour légitimer les exportations d'armes d'un gouvernement de gauche, il rétorquait par la sentence : «*Si ce n'est pas moi qui le fais, ce sera alors un salaud de droite*». C'est tout le

sens du chantage permanent de Messieurs Luc Ferry ou Laurent Alexandre : «*Les progrès en neurosciences, explique ce dernier, posent la question philosophique de ce qui fait la spécificité de l'humanité en abolissant deux limites réputées infranchissables : celle qui nous sépare des animaux, avec le neuroenhancement, c'est-à-dire l'amélioration cognitive, et celle qui nous distingue des machines, avec l'IA [l'intelligence artificielle]. (...) Peut-on laisser les Chinois fabriquer des chimères homme-singe ou faut-il protester vigoureusement ? En réalité, les transhumanistes chinois hausseront les épaules si nous réagissons*»⁵. L'idée que la liberté de conscience nous oblige à discerner le bien du mal, le vrai du faux et le beau du laid, fait sourire notre esprit utilitariste. Selon sa formule, le cerveau n'est qu'un «*ordinateur fait de chair*». La menace de tous les Laurent Alexandre est donc claire : «*Si nous ne réagissons pas, nous allons finir comme une colonie technologique dans les mains des géants du numérique sino-américains*»⁶. Leur conclusion est implacable ; abolir le reste des vieilles barrières morales qui entravent notre marche vers le Progrès est une urgence pour survivre dans la compétition mondiale. Ce chantage des transhumanistes peut nous paraître odieux, mais il contient sa part de vérité. Car l'enjeu essentiel, essentialiste, est bien là : jusqu'où sommes-nous prêts à aller pour survivre dans la compétition mondiale ?

DISPERSER UN MINIMUM D'ÉNERGIE

De l'autre côté, pour sauvegarder son environnement, l'humain doit donc faire exactement l'inverse, c'est-à-dire «*dispenser un minimum d'énergie*». Même quand on se défonce dans un champ avec une bêche pour ne pas avoir recours à un motoculteur, c'en est bien le sens. Il s'agit bien ici de se poser des limites. À tel point qu'une des formules les plus célèbres de Freud est que «*la conscience est la conséquence du renoncement aux pulsions*». Selon le père de la psychanalyse, plus le niveau de société est élevé, plus l'individu accepte de contraintes. Mais la conséquence en est l'augmentation des névroses. Nous l'observons tous : les individus très cérébraux que nous croisons dans le monde intellectuel ont la tendance naturelle à négliger ce qui relève de la matérialité, de vivre «*dans leur nuage*». Comme la tendance inverse existe au moins autant.

Illustration: Giorgio Pratolongo

LA DÉCROISSANCE, UNE SYNTHÈSE

Même si nous ne le théorisons pas, nous sommes bien plongés dans ce dilemme, peinant à tenir les deux bouts. Nous observons de manière aiguë actuellement cette contradiction : pour faire face à la pénurie énergétique et « *sauver le climat* », des instances gouvernementales nous enjoignent à réduire d'urgence notre consommation⁷, mais d'un autre côté, le Gouvernement est totalement effrayé par cette perspective. Il s'agit au contraire pour lui que la consommation énergie (donc sa dissipation) soit maximale pour survivre dans la guerre économique. Dans sa Lettre aux Français du 3 mars 2022, le Président de la République indiquait : « *Pour ne pas nous laisser imposer par d'autres les technologies qui rythmeront demain notre quotidien, il nous faudra aussi continuer d'investir dans notre innovation et notre recherche afin de placer la France en tête dans les secteurs qui, comme les énergies renouvelables, le nucléaire, les batteries, l'agriculture, le numérique, ou le spatial feront le futur et nous permettront de devenir une grande Nation écologique, celle qui la première sera sortie de la dépendance au gaz, au pétrole et au charbon.* » Ici, bien paradoxalement encore, l'écologie sert de prétexte de relance à l'expansion maximale.

D'où la contradiction qui s'exprime quand l'État tente de nous rassurer en affirmant, à travers son Agence de l'environnement et de la maîtrise de l'énergie (ADEME), que « *la sobriété n'est pas synonyme de décroissance* » (22 mars 2022). On aboutit ici à une « double injonction matrice de la folie alors qu'au contraire nous devrions intégrer raisonnablement le principe de cette tension contradictoire. Cette dialectique est à l'image de notre condition humaine : sans réponse définitive. Nous sommes donc condamnés à chercher perpétuellement un équilibre. Face à cette difficulté la tentation permanente est l'« esprit de système ». Il consiste à refuser l'altérité du monde ; à ne juger que la thèse recevable et en diaboliser parallèlement l'antithèse. La première est assimilée au Bien comme la seconde au Mal. L'argumentaire récurrent pour défendre cette idée fermée, à nouveau bien paradoxal, est le refus du « dualisme ». Mais cet esprit de système conduit inéluctablement au monisme, c'est-à-dire à un monde indifférencié.

Face à l'esprit du temps, soyons punk et tendons le bâton pour nous faire battre : citons la Bible. Dans la *Lettre de Saint-Paul aux Corinthiens*, l'apôtre dit : « *Frères, j'aimerais vous voir libres de tout souci. Celui qui n'est pas marié a le souci des affaires du Seigneur, il cherche comment plaire au Seigneur. Celui qui est marié a le souci des affaires de ce monde, il cherche comment plaire à sa femme et il se trouve divisé. La femme sans mari, ou celle qui reste vierge, a le souci des affaires du Seigneur, afin d'être sanctifiée dans son corps et son esprit. Celle qui est mariée a le souci des affaires de ce monde, elle cherche comment plaire à son mari. C'est dans votre intérêt que je dis cela ; ce n'est pas pour vous tendre un piège, mais pour vous proposer ce qui est bien, afin que vous soyez attachés au Seigneur sans partage.* » C'est bien ce dilemme premier qui est exprimé ; celui entre la nature et la liberté. La liberté entendue, non pas comme droit de faire n'importe quoi, mais responsabilité de discerner et choisir. La nature entendue ici, elle, comme le « capitalisme », c'est-à-dire dans le sens de la compétition pour la survie⁸. Nul n'échappe à la compétition entre les êtres humains et

les plus dupes sont ceux qui le nient selon la loi psychologique de base selon laquelle on mesure le degré d'aliénation d'un individu à son illusion de liberté. Même dans les groupes les plus collaboratifs les hommes sont en concurrence pour s'attribuer les belles femmes. C'est la loi archaïque fondamentale de notre condition humaine. Pour nous reproduire, nous sommes en compétition, quel que soit le régime politique. Cette compétition archaïque, je vais l'assimiler ici à une forme de capitalisme anthropologique. Je la distinguerais de l'autre signification du capitalisme, que je combats naturellement : celui d'une société inversée où la loi de l'argent est première. C'est là le combat premier de la décroissance qui motive tout mon engagement.

Toute l'œuvre de Bernard Charbonneau est traversée par l'intégration de cette dialectique : « *D'un côté le constat de la nécessité, de l'autre l'idéal de liberté qui pousse à la refuser pour s'humaniser. Pourtant, à elle seule, la réalité n'a aucun sens, de même que l'idéal s'il est irréalisable.* » Je recommande particulièrement sur ce sujet son chef-d'œuvre littéraire *Je fus* (1950) : « *Donc, en tous domaines, le devoir fondamental est de supporter la déchirure qui nous travaille. Si en nous l'esprit s'est enfin distingué de la matière, c'est parce qu'il tend à s'y incarner. L'idéal et le réel ne sont que les deux termes d'un seul ensemble dont chacun est l'arbitre.* » Je fais totalement mienne la conclusion de ce géant précurseur de la décroissance : « *L'écologie [...] ne défend pas la nature ou la liberté, comme serait tenté de le faire sa droite naturaliste ou sa gauche gauchiste, mais la nature et la liberté. Ce paradoxe qui fait sa richesse et sa vie lui interdit de se fixer en idéologie*⁹. »

C'est ce que j'aimerais transmettre aux jeunes qui prennent la suite et le relais pour défendre la décroissance. Le pire serait qu'elle devienne une forme d'obscurantisme, comme l'est actuellement l'idéologie de la croissance, le scientisme, le libéralisme ; la société de l'illimité dans tous les domaines, l'économie, la culture ou les mœurs. C'est-à-dire un fondamentalisme qui n'accepte pas sa contradiction.

Avant d'être une philosophie politique reposant sur l'idée de « *moins mais mieux* », de « *Lentius, suavis, profundius* », la décroissance est donc une invitation au débat, à la dialectique, à penser que si des fois nous avons besoin de « plus », le moins est tout aussi légitime à rappeler, a priori dans notre contexte de pays riche surdéveloppé. Rien ne m'effraye davantage que d'entendre la décroissance instrumentalisée par des démagogues promettant le beurre, l'argent du revenu inconditionnel et le sourire du *dealer* de cannabis. La démagogie est toujours le masque aguichant du séducteur pervers qui cherche la domination. Aussi, avant de promouvoir la décroissance, nous devrions commencer par nous forcer à trouver et défendre les bons arguments en faveur de la croissance. Et le jour où la décroissance sera aussi omniprésente que la croissance dans les médias, imaginer monter un journal au nom de cette dernière. On a encore de la marge !

Je vais faire de la publicité au roman (excellent) de mon frère Denis, *Tu crèveras comme les autres*¹⁰. Dans son *Road book* apocalyptique, il y décrit un héros qui abandonne petit à petit tous ses principes pour survivre. Il délaisse progressivement sa liberté au profit de la nature. Il perd son âme au fur et à mesure qu'il sauve sa

peau. Il renonce à ce qui spécifie son humanité pour se transformer en fauve. Il choisit d'être un mort-vivant plutôt qu'un vivant mort.

Voilà le questionnement auquel nous renvoie la véritable décroissance, pas à celui de promettre aux gogos de sauver le monde contre leur vote. Le destin de la décroissance donc est bien celui-là : accepter d'être du « *parti des perdants* », c'est-à-dire de ceux qui ne sont pas prêts à renoncer à la morale pour survivre. Faut-il s'en décevoir ? Non. D'abord ce serait une preuve de folie que de promettre de sauver le monde, même si bien évidemment toutes les améliorations sont essentielles à mettre en œuvre. Ensuite, et à condition d'appliquer cette volonté, tenter de sauver la liberté est un but plus sage donc plus grand que celui de sauver la nature. « *Un homme n'est libre*, écrit Alexandra Laignel-Lavastine, *debout et donc Vivant, au sens fort du terme, que s'il consent à se demander pourquoi – pour quels principes, quels idéaux, quel bien supérieur – il serait prêt, le cas échéant, à engager sa vie et à risquer un peu sa sacro-sainte santé. À moins, nous sommes déjà morts. N'est sacré, en cela, que ce pour quoi on serait éventuellement prêt à sacrifier et à se sacrifier, donc à surmonter notre asservissement au vivre pour vivre. Tout ce qui est grand en l'homme dérive de cette disposition d'âme*¹¹. »

Vincent Cheynet, fondateur du journal *La Décroissance*

1. « Contre les lois climaticides, le "passe climatique" », *Reporterre*, 10 mars 2022.
2. *Stromate* VI, VIII 66,3 et 5, Le Cerf, 1999. C'est d'ailleurs le propre de la société du spectacle d'écraser la différence en le message et celui qui l'émet. Cela prend un tour risible dans les grands médias ; MM. Trump, Bolsonaro ou Poutine ne peuvent dire que des choses fausses ou terrifiantes. Les visages se crispent à l'idée qu'ils pourraient, même à la marge, prononcer des vérités.
3. *Le Point*, 8 septembre 2018.
4. *Thermodynamique de l'évolution. Un essai de thermo-bio-sociologie*, Parole éditions, 2012.
5. « Faut-il empêcher la Chine de booster le QI des singes ? », *L'Express*, 20 avril 2019.
6. Europe 1, 29 mars 2018.
7. « *Chacun doit faire un effort (pour économiser du gaz et de l'électricité en France dès maintenant), les industriels, le tertiaire, les bâtiments publics mais aussi chacun d'entre nous. Que ce soit en baissant le chauffage, la climatisation, les lumières. Il y a urgence et chacun doit s'y mettre* » « *L'heure de la mobilisation générale pour éviter le black-out* », Jean-François Carencu, président du régulateur de l'énergie, *Les Échos*, 28 mars 2022.
8. Je ne m'attarde pas ici sur les projections idéologiques d'adultescents prétendant nous révéler que dans la nature la loi de coopération, qui existe bien, prévaut sur la *struggle for life* (loi de la jungle).
9. *La Nature du combat, Pour une révolution écologique*, L'échappée, 2021.
10. Éditions Rue Fromentin, 2018.
11. *La Dérason sanitaire. Le Covid-19 et le culte de la vie par-dessus tout*, Le Bord de l'eau, 2020.

Refaire la Cité, sans eux...

C'est Jaime Semprun qui avait inversé la phrase « Quel monde allons-nous laisser à nos enfants » par « Quels enfants allons-nous laisser à notre monde ». Il avait au fond raison. À demeurer à genoux, nous demeurons des esclaves, laissant les puissants debout. Ce n'est pas nouveau, nous avons troqué depuis longtemps notre liberté contre centres commerciaux et vacances en avion et accepté de sacrifier nos vies dans des bullshit job dans l'illusoire attente d'une pension à 67 ans. À ceux qui me disent d'aller voir en Corée du Nord lorsque je leur dis que nous ne sommes pas en démocratie, je rétorque qu'il y a différents niveaux de dictature, dépendant de la longueur de laisse que le pouvoir daigne nous accorder pour autant que nous le laissions tranquille. La répression féroce des Gilets Jaunes en constitue la preuve : ceux qui remettront en cause le pouvoir central seront réprimés sans vergogne. De même, ceux qui nous demandent d'aller voir en Corée du Nord

acceptent sans broncher que, dans leur pays, on suspende des soignants qui refusent de se faire injecter un produit expérimental. D'autres se font piquer pour aller au cinéma ou une semaine en *All inclusive*, alors qu'ils n'avaient aucun risque de mourir du Covid. Soit, ce monde était malade bien avant mars 2020 et ses sujets atomisés prêts à accepter tout ce que l'État central allait leur demander. Soumission à l'autorité et conformisme constituaient déjà les attitudes principales de nos sociétés désunies. Il faudra donc se ré-unir, mais à certaines conditions, dont les deux plus importantes sont de sortir du spectacle dans lequel on a été plongé, et de ne plus croire que ceux qui nous dirigent nous veulent du bien. Les politiques ont laissé la misère se répandre, favorisé des écarts de richesse ignobles, détruit la nature. Peut-on alors s'étonner qu'ils aient unanimement appliqué les règles du Forum de Davos et de Mc Kinsey ? Ils n'ont donc aucune légitimité. Parler d'eux et jouer

dans le spectacle médiatique de leur fausse différence, c'est déjà leur donner du crédit. Attendre que le changement vienne d'eux nous assure la continuité du pire. Comme disait Coluche avec intelligence, si voter changeait quelque chose, cela fait longtemps que ce serait interdit. Il ne nous reste donc qu'à désobéir, dire non, ne pas se laisser hypnotiser par les fausses luttes, - ces palliatifs qui nous endorment en accompagnant le système - , s'unir au-delà de désaccords de surface, accepter que l'on perdra en confort matériel pour mieux nous retrouver. C'est sans doute la dernière chance. *

Alexandre Penasse

* Allocation faite dans le cadre du Mégathon.

La décroissance comme réponse à l’effondrement ?

Entretien avec Piero San Giorgio

Piero San Giorgio a vécu un temps dans le monde de ceux qui « réussissent ». Il en est revenu, ayant pris conscience de l’impasse vers laquelle nous conduisait le modèle de développement occidental. Il a décidé de se protéger de l’effondrement en créant une Base Autonome Durable (BAD), proche de l’autarcie, mais reliée aux villageois qui l’entourent.

Alexandre Penasse : Vous êtes un ancien homme d'affaires qui a travaillé dans les hautes technologies de l'Internet. Vous vivez actuellement en Suisse dans une BAD (Base Autonome Durable), un concept peu connu. En 2011, vous avez écrit *Survivre à l'effondrement économique*, qui dresse à la fois le constat de notre société, mais propose également des moyens de s'en protéger, de se sauver, même. Vous y prévoyez un effondrement global entre 2015 et 2025. Première question : selon vous, on y est ? Seconde question : auriez-vous pu imaginer qu'il allait prendre cette forme-là, c'est-à-dire le covidisme, la pandémie ?

Piero San Giorgio : Je réponds oui à la première question. Pour la seconde, je pensais que l'effondrement économique allait précéder le reste. Il y a déjà plus de quinze ans, j'évaluais les risques convergents entre la surconsommation des ressources, les problèmes liés à l'agriculture, à la population et aux migrations, et surtout la dette des nations occidentales pour pouvoir continuer à croître. Je pensais que le premier déclencheur allait être financier et économique. Alors qu'on pressentait une crise financière imminente fin 2019, eh bien c'est à ce moment-là qu'est arrivée cette pandémie opportune. J'ai relu d'ailleurs mon premier livre *Survivre à l'effondrement économique*, et dans un des paragraphes, j'écrivais que potentiellement les États, face à une crise financière, pourraient déclencher des guerres, (ce qui se passe en Ukraine aujourd'hui), mais aussi utiliser des moyens biologiques, comme des virus, contre leur propre population. Visiblement, ça n'a pas trop été le cas puisque le virus n'était pas extrêmement mortel, mais la coïncidence était intéressante. De toute façon, nous sommes à un point de convergence et j'avais dit qu'entre 2015 et 2025 les conditions seraient mûres pour que l'économie telle qu'on la connaît aujourd'hui s'effondre. Nous sommes en 2022. Nous avons subi déjà des graves pertes économiques, des disruptions, des cassures dans les systèmes d'approvisionnement, et il est de plus en plus probable que cela va s'accélérer. On ne sait pas jusqu'où cette guerre en Ukraine va dégénérer. Cela ne sert à rien de faire des prévisions sur ce qui pourrait arriver. Il faut être prêt en tant qu'individu, si nous croyons encore à la démocratie. Nous pouvons certainement influencer nos proches. Les réseaux et les médias alternatifs sont des sources de réinformation. Nous devons travailler sur les conséquences de ces crises qui sont en train de s'amplifier.

Leur coercition par le vert « À première vue, la pandémie et l'environnement pourraient passer pour des cousins éloignés ; mais ils sont bien plus proches et imbriqués que nous le pensons. » (...) « Elles concernent l'ensemble du globe par nature et ne peuvent donc être traitées correctement que de manière coordonnée au niveau mondial »*.

AP : Ce qui est intéressant, c'est que vous-même avez vécu personnellement une sorte de conversion. Avant, étiez-vous « dans une bulle » ou dans le déni ? Est-ce que la prise de conscience arrive trop tard, malgré les encouragements de beaucoup d'auteurs à changer nos modes de vie ?

PSG : La prise de conscience est arrivée à beaucoup de gens, à commencer par le rapport Meadows du Club de Rome dans les

années 1970 qui prévoyait autour de 2020 des gros problèmes énergétiques liés au pétrole, même s'il n'avait pas imaginé la découverte de pétrole en mer du Nord par exemple. On a gagné 10 ans tout d'abord grâce au pétrole de schiste, mais nous y sommes malgré tout. Beaucoup se sentent mal dans ce monde dans lequel on est obligé de travailler comme des fous pour finalement ne pas être très heureux. On se sent manipulé par le cinéma, les médias, la publicité, d'une manière qui est contraire à notre nature profonde d'êtres humains, et ce sur tous les continents. C'est peut-être là le succès de mon premier livre. Certains lecteurs me disent : « C'est exactement ce que je ressentais. Mais vous avez réussi à synthétiser tous ces problèmes, qui sont en train de converger et que je comprends enfin ! » Il y a dix ans, des sceptiques me disaient : « Mais ne vous en faites pas, on a toujours trouvé des solutions à tous ces problèmes ! » Je leur faisais remarquer que ni les Mayas, ni l'empire romain, ni l'URSS n'avaient trouvé de solution. À la fin, ils se sont effondrés. Aujourd'hui, ces gens se demandent comment réagir pour limiter les impacts sur leurs vies.

AP : Votre ouvrage est une forme de plaidoyer. Les constats sont clairement dans la mouvance de la décroissance et de l'anti-productivisme qui nous sont chers à Kairos. Acceptez-vous ces étiquettes anti-productiviste et/ou décroissante ?

PSG : Difficile de donner une réponse simple parce que l'être humain veut toujours plus, c'est dans sa psychologie et sa programmation génétique, mentale et culturelle. Je faisais partie, dans les années 1990, des « Casseurs de pub », avant même l'apparition de la décroissance. La publicité génère des envies qui ne correspondent pas à nos besoins. Nous n'avons pas besoin d'accumuler tous ces objets. Au fond, on devrait produire avec des systèmes d'échange forts pour subvenir à l'immense majorité de nos besoins (vêtements, travaux, nourriture, etc.). Revenir à une vie plus simple, avoir une approche plus efficiente et minimaliste dans notre mode de vie, ça demande d'aller contre une partie de notre nature.

Très vite, on se rend compte que c'est quelque chose qui nous rend de la liberté, comme on doit moins travailler pour obtenir des choses inutiles. On consomme moins d'énergie et on devient aussi moins assujettis à cette manipulation mentale. J'en sais quelque chose, venant moi-même du *marketing*. Peut-être qu'on peut se débrouiller localement et avoir une vie plus simple. Je n'en fais pas une idéologie, je suis d'accord d'aller dans le même sens que les décroissants, mais sans qu'un système politique ne m'y oblige. En revanche, je pense qu'on peut convaincre les gens. Je sais qu'on ne m'aime pas forcément dans le milieu décroissant, peut-être parce que j'ai été associé à des gens qu'ils n'aiment pas, mais peu importe. Moi, en revanche, j'apprécie cette mouvance qui est pratique, utile, véhicule une vision du monde plus saine que celle qu'on a aujourd'hui et qui, je crois, n'exclut pas le développement de nouveautés et de technologies, par ailleurs. On n'est pas obligé de revenir au Moyen Âge ni à l'agriculture du néolithique. On peut tout à fait avoir des vies beaucoup plus simples, en mettant en commun une automobile, par exemple. On peut imaginer des modes de vie choisis volontairement, moins gourmands en énergie, plus durables, plus cohérents, et surtout qui correspondent à notre nature et nous rendent heureux. Parce que à quoi bon être gavé de consommation si on est déprimé ?

La simplicité volontaire à la sauce Schwab « Si certaines des habitudes que nous avons été forcés d'adopter pendant la pandémie se traduisent par des changements structurels de comportement, le résultat climatique pourrait être différent. Se déplacer moins, travailler un peu plus à distance, faire du vélo et marcher au lieu de conduire pour garder l'air de nos villes aussi propre qu'il l'était pendant le confinement, passer des vacances plus près de chez soi ».

AP : Aujourd'hui, Klaus Schwab parle de décroissance dans le cadre du « Great Reset » (voir encadrés), et là c'est intéressant, justement parce qu'on n'est plus dans le cadre d'une décroissance que nous pourrions contrôler nous-mêmes démocratiquement. Sommes-nous dans la phase où ils vont, paradoxalement, nous imposer une décroissance subie, comme on peut lire dans *Covid-19 : the Great Reset* ?

PSG : Oui, j'ai lu ce livre. Je déteste tout ce qui est imposé à moi et aux autres. Je suis un libertarien, un anarchiste. Je veux adhérer et faire volontairement les choses dans ma vie et ne pas obéir à des lois, des règles qui me sont imposées par des gens que je ne connais pas. Que ça soit d'inspiration communiste ou autre, je ne veux pas qu'on m'oblige ! Ensuite, n'étant pas dans la tête de ces gens-là — sont-ce chez eux des hypothèses de travail, des pistes de réflexion ou des plans ? —, je me prépare à toutes les options. Si on se met à la place des gens qui dirigent le monde, partant du principe qu'ils ne sont pas stupides, on sait qu'ils vivent en dehors des réalités prosaïques. Je connais ce monde-là pour l'avoir fréquenté. Ils doivent penser que la plupart des êtres humains consomment beaucoup d'énergie qui leur serait nécessaire pour faire venir en avion un petit déjeuner avec une baguette faite à Tokyo. Tous ces gens qui consomment du pétrole pour aller travailler le matin, c'est quand même gênant ! Mais d'un autre côté, ils ont besoin de ces gens qui travaillent tous les jours dans le monde économique pour que les entreprises qu'ils possèdent génèrent du profit, de manière à ce que, justement, ils puissent continuer à faire venir tout et n'importe quoi par avion. Donc, ils sont probablement dans une période de réflexion un peu ambivalente parce que d'un côté, ils nous détestent et nous considèrent comme du bétail, littéralement, qui travaille pour eux, paie des impôts et consomment. D'un autre côté, c'est dans une économie libérale qu'on a plus d'innovation et de création. Ils ne veulent pas d'une planification, mais en revanche, ils aimeraient bien organiser tout ça pour éviter les révoltes, parce qu'ils savent très bien que tôt ou tard ils seront montrés du doigt. C'est plus facile de montrer du doigt celui qui habite dans une grande maison, voyage en avion privé et en plus nous fait la morale en nous disant de moins consommer parce que ça détruit le climat, alors qu'eux ne le font pas. Leur instinct de survie les pousse à contrôler les populations en mettant en place des conditions d'un conflit horizontal. C'est-à-dire que, plutôt que d'être face à une population en bloc qui pourrait les attaquer, il vaut mieux mélanger des populations un peu partout dans le monde pour créer tellement de tensions que finalement, en cas de problème, ce sont les pauvres qui vont s'entretuer au lieu d'aller régler leurs comptes dans les beaux quartiers. Précisons que je préconise le pacifisme et de se tenir à l'écart des endroits à problèmes, parce que j'aime la paix, la tranquillité et le travail pour

moi et mon entourage. Comme on l'a vu pour cette hypothèse de vaccination obligatoire, il se peut que, bien que retiré loin dans la campagne ou dans la montagne — ce qui est mon cas —, un jour on voie arriver une équipe médicale pour tous nous vacciner. Si je suis pacifiste au départ, je ne serais toutefois pas non violent dans ce genre de situation, je serais prêt à combattre.

Décroissance made in Davos « Certains ont appelé à la «décroissance», un mouvement qui embrasse une croissance zéro ou même négative du PIB et qui gagne du terrain (au moins dans les pays les plus riches). À mesure que la critique de la croissance économique prendra de l'ampleur, la domination financière et culturelle du consumérisme dans la vie publique et privée sera remise en question. On le voit bien dans l'activisme en faveur d'une décroissance menée par les consommateurs dans certains segments de niche - comme les appels à réduire sa consommation de viande ou à moins prendre l'avion. En déclenchant une période de décroissance forcée, la pandémie a suscité un regain d'intérêt pour ce mouvement qui veut inverser le rythme de la croissance économique, ce qui a conduit plus de 1 100 experts du monde entier à publier en mai 2020 un manifeste proposant une stratégie de décroissance pour faire face à la crise économique et humaine provoquée par la COVID-19 »

AP : Certains pensent que cet effondrement est contrôlé. Je reviens sur le livre de Klaus Schwab qui est la bible du Nouvel Ordre Mondial. Il y est même prévu les révoltes contre les gouvernements, ce qui permettra à l'oligarchie de mettre en place un gouvernement mondial. Et on voit bien, avec le traité pandémie de l'OMS, que c'est ce qu'il se passe. Pensez-vous que l'effondrement soit contrôlé et que les populations se fassent encore gruger en prenant ce qu'il se passe pour un effondrement naturel ? À l'époque du rapport Meadows, il était encore temps de bifurquer, mais ils ne l'ont pas fait et c'est trop tard...

PSG : Ils ne l'ont pas fait, effectivement, parce qu'il y avait trop d'argent en jeu. Ils se sont octroyé 50 ans de profits supplémentaires. Une théorie dit qu'avec le développement économique, on trouve les solutions aux problèmes. Ce n'est pas toujours vrai, mais ce n'est pas toujours faux non plus. On peut imaginer que, par exemple, avec la pollution, le fait de continuer à croître apporte des technologies qui permettront de lutter efficacement contre la pollution. Je reste théorique là-dessus. En revanche, il est probable que faute de changement dès les années 1970, l'effondrement est devenu inévitable et même visible aux yeux de tous à partir de la crise financière de 2008. Parmi les puissants de ce monde, il y a des factions, des individus aux profils divers. Regardez la différence entre un Elon Musk et un Bill Gates. Ils font partie de ce club et ils ont des visions différentes de la liberté d'expression et du contrôle de l'État. Schwab parle de libéralisme, alors qu'en réalité il évoque simultanément une économie planifiée, ce qui est un contre-sens. Donc, j'ai l'impression aussi que parmi ces élites, il y a énormément de bordel et d'erreurs, parce que ça reste des êtres humains. Ils ne sont pas tous très intelligents, d'ailleurs. Certains ont touché des fortunes colossales par héritage. Ils peuvent être aussi mal conseillés. La plupart des politiques dans le monde sont médiocres. Dans une entreprise privée, ils ne seraient même pas chefs de vente dans une filiale ! Mais ce sont des larbins, des obéissants, des courroies de transmission qui peuvent faire des conneries, y compris en matière de gestion d'un effondrement. En Suisse, on a mis en référendum les mesures dictatoriales et contraignantes lors

de la crise du covid, eh bien 60% de la population les ont acceptées. Mais 40% qui a dit non, c'est une force considérable, ça représente beaucoup plus que ceux qui étaient opposés au communisme en URSS ou au fascisme. C'est une opposition qu'on ne va pas mater d'un coup de *flashball* ou de gaz lacrymogène. Il n'est pas si facile de gérer des populations, surtout par des dirigeants qui ne sont pas toujours cohérents. Prenez cette expression très juste de « démolition contrôlée de l'économie » lancée il y a deux ans par mon ami Dimitri Orlov à l'occasion du covid. La chose n'est pas impossible. Mais lorsque les ingénieurs font de la démolition contrôlée, il arrive une fois sur deux que ça ne marche pas correctement et qu'il faille recommencer. Donc on verra bien comment on va s'en sortir...

Propos recueillis à distance par Alexandre Penasse en mai 2022, retranscrits par Olivia, Josyane et Valérie, résumés et mis en forme par Bernard Legros.

* Le sociopathe Klaus Schwab qui dit tout et son contraire, manie la confusion pour faire passer son monde en l'enrobant de vert et de décroissance... pour les autres, mais pas pour ses amis de la jet-set et du pouvoir. Les propos prônant la décroissance, dans *Covid-19 : La grande réinitialisation*, contrastent avec les exultations de l'auteur qui voit les multinationales sortir gagnantes du Covid : « Aux États-Unis, Amazon et Walmart ont recruté 250 000 personnes pour faire face à l'augmentation de la demande et ont construit une infrastructure massive pour fournir des services en ligne. Cette accélération de la croissance du e-commerce signifie que les géants du commerce de détail en ligne sortiront probablement de la crise encore plus forts qu'ils ne l'étaient avant la pandémie. »

Illustration: Christophe Nottet

Piero San Giorgio :
“ **UNE VUE GLOBALE SUR
L'EFFONDREMENT** ”

[Depuis sa fenêtre...]

Crise
économique
2008

Covid
19

Effondrement
2025

Le grand tournant : décroissance ou despotisme oriental ?

Je m'intéresse à la critique de la société industrielle depuis les années 1970, à la décroissance depuis 2005. Comme toutes les personnes de ma génération, j'ai pu constater l'échec politique de ces mouvements, mais pas dans le même contexte. Nous pensions changer le monde dans les années 1970, or nous avons assisté à la victoire totale du capitalisme sur toute la planète, alors que le mouvement de la décroissance est né et s'est développé dans un capitalisme en crise. La décroissance existe bien, mais si faible ; pourtant, la crise écologique et sociale est certaine. Néanmoins, « *nous ne croyons pas ce que nous savons* » (Jean-Pierre Dupuy, 2004). Nous nous heurtons non seulement au mur des limites physiques de la Terre, mais d'abord aux limites de l'imaginaire. Cette situation risque de déboucher sur une techno-décroissance, une sorte de « despotisme asiatique ».

1) L'ÉCHEC POLITIQUE DE LA DÉCROISSANCE

Il est difficile de mesurer le progrès de la décroissance au niveau politique. Il fait des apparitions au niveau national ou local depuis le début du XXI^e siècle, mais en général le nombre de suffrages a toujours été anecdotique et n'a jamais beaucoup changé. Son seul succès fut de faire entendre une critique de la société industrielle. Les temps sont durs pour les opposants radicaux, il n'y a plus de couche sociale privilégiée sur laquelle s'appuyer, et surtout quand on ne veut plus faire de politique, mais de *la* politique.

Depuis au moins Herbert Marcuse, nous savons que la lutte des classes en a pris un coup. Il constate que, même dans la vision marxiste, l'appareil technologique est conservé après le changement politique, sans s'apercevoir que cet appareil n'est pas neutre,

mais lié au système capitaliste. Il constate l'intégration progressive des « cols bleus » dans la production, et l'augmentation des travailleurs non productifs. Peu à peu « *les travailleurs sont en train de perdre l'autonomie professionnelle qui faisait d'eux une classe à part* » (p. 53), car ils perdent le pouvoir d'arrêter un processus qui se diffuse avec la perte d'unité des instruments de production et l'arrivée d'autres professions qui subissent et dirigent l'ensemble technique. Le « négatif » a été intégré dans le système industriel. Dans *Le Nouvel État industriel*, John K. Galbraith analyse cette domination de la marchandise qui s'étend à la vie quotidienne à travers la « filière inversée ». Le système industriel moderne est tellement puissant, les finances en jeu si importantes, qu'il ne peut plus supporter de crise et doit s'efforcer de réduire les risques en les reportant sur les travailleurs et les consommateurs. Autrefois, c'était la consommation qui dirigeait le marché et ce dernier la production, maintenant c'est la production qui détermine les produits que l'on va



vendre grâce à la publicité et au crédit. Le coup de grâce à la notion de lutte de classes est donné par la *Wertkritik*, quand Anselm Jappe explique que le conflit entre le capital et le travail est un conflit à l'intérieur du capitalisme et que « *selon Marx, le capital n'est pas une "chose", mais un "rapport social". Cela signifie que les travailleurs comme les propriétaires font partie du capital* ».

L'intérêt de ce débat est de caractériser le capitalisme comme phénomène culturel et non plus simple enjeu d'appropriation de moyen de production. On s'aperçoit que la centralité accordée au travail, à l'économie et à l'innovation (« *La bourgeoisie ne peut exister sans bouleverser constamment les instruments de production* ») caractérise cette culture comme unique dans l'histoire de l'humanité. Le défi n'est plus de faire une révolution, ou un simple changement politique, mais une rupture culturelle impliquant aussi la gouvernance politique. La problématique pourrait se résumer ainsi : s'agit-il de gérer les choses ou bien de faire ses lois indépendamment des choses ? Dans un cas il s'agit de politique – « le » politique – et dans l'autre de « la » politique. Aujourd'hui nous assistons en spectateurs à l'administration des choses. Nous ne sommes conviés que tous les 5 ans pour choisir les administrateurs, ensuite nous retournons chez nous. Or, la décroissance pourrait être une occasion de faire de « la » politique, de créer une situation où nous décidons de nos lois de telle sorte qu'elles n'émanent ni du marché, ni de Dieu mais des hommes.

C'est toute la réflexion sur la politique et l'imaginaire radical de Cornélius Castoriadis, un « précurseur de la décroissance ».

2) LA DÉCROISSANCE COMME RUPTURE CULTURELLE

La mise en œuvre de la décroissance devrait s'accompagner d'une remise en cause du PIB. La récession désignerait bien la situation économique engendrée par la décroissance. Elle définit un phénomène de ralentissement du rythme de la croissance économique mais aussi une chute du PIB et, d'après l'INSEE, un pays entre en récession quand celui-ci se replie pendant au moins 2 trimestres consécutifs. Il s'agit bien d'une diminution du niveau de production, mais peut-on parler de décroissance telle que nous l'entendons ? Non, car si la *récession* se produit dans le système capitaliste sans le remettre en cause, la décroissance est une rupture culturelle impliquant une autre vision du monde et de la place de la Terre dans l'économie, la critique de la société industrielle, l'importance du collectif... La décroissance engendrera bien une récession à durée indéterminable mais dans un cadre très différent et, surtout, il arrivera un moment où on ne pourra plus la mesurer, car l'indicateur PIB devra être supprimé ou remplacé. Celui-ci n'est pas qu'un indicateur, il reflète aussi une vision du monde, une culture, un système basé sur la « *destruction créatrice* » qu'il mesure. À partir du moment où la décroissance (et d'abord les limites physiques de la planète et des sociétés pour s'y adapter) remet en question le productivisme, se pose la question de la reprise en main de l'économie par les citoyens. Dorénavant, la production ne doit plus être pilotée par l'impératif de faire de la valeur ajoutée, mais de répondre à des besoins jugés essentiels dans un monde dominé par le rationnement pour la majorité des ressources. La nouvelle situation est dominée par la remise en cause de l'économisme.

Dans son livre *L'invention de l'économie*, Serge Latouche rappelle les conclusions de Benvéniste : « *Tout ce qui se rapporte à des notions économiques est lié à des représentations beaucoup plus vastes qui mettent en jeu l'ensemble des relations humaines ou des relations avec les divinités* ». Il explique ensuite comment s'est construit ce nouvel imaginaire économiste, d'abord dans les termes employés par les économistes, puis avec l'invention du travail qui devient valeur pour la bourgeoisie. Dans *La fable des abeilles*, Bernard Mandeville émet l'idée que la société serait mieux gérée si on laissait faire les égoïsmes. S'ajoutent la rupture de la Renaissance dans la relation entre l'homme et la nature, la nécessité de la dominer, la vision d'une société constituée d'individus, etc. Cet imaginaire va perdurer, même chez les contempteurs du capitalisme, comme l'explique très bien Castoriadis. Pour les marxistes, les hommes sont mus uniquement par des motivations économiques, alors que c'est dans le capitalisme que l'économie a tendu le plus à « *s'autonomiser* » comme sphère d'activité sociale. Thèse déjà développée par d'autres penseurs et notamment Marshall Sahlins dans son livre *Âge de pierre, âge d'abondance* (1972). L'idée que le sens de la vie consisterait dans l'accumulation et la conservation des richesses serait de la folie pour les Indiens Kwakiutl, qui amassent des richesses pour pouvoir les détruire. *L'homo œconomicus* est plus un produit de la culture capitaliste que l'inverse.

Quid de la décroissance et de la technique ? La technique n'a pas toujours été autonome par rapport à la société, ce n'est qu'avec la bourgeoisie qu'elle va se déployer de façon autonome. La technique n'a donc pas toujours joué un rôle moteur dans l'évolution des sociétés qui ont pu se former et s'écrouler avec les mêmes infrastructures techniques. En fait, dans l'histoire, les cultures ont

vécu principalement avec des infrastructures relativement stables, la « *dictature* » de l'innovation, le fait que « *la bourgeoisie ne peut exister sans bouleverser constamment les instruments de production* » est très récent dans l'histoire de l'humanité. Cependant, cette caractéristique a aussi des limites, comme le rappelle l'équation de Kaya et l'impossible « *découplage absolu* ». L'équation de Kaya indique que les émissions de CO₂ sont toujours égales au produit des ratios suivants :

- émissions de CO₂/énergie consommée au niveau mondial
- énergie consommée/PIB mondial
- PIB mondial/population
- population

Pour respecter les engagements pris par la communauté internationale, il faudrait diviser par 3 le produit des ratios listés ci-dessus. Or, les politiques d'infléchissement de la courbe démographique ne porteront pas leur fruit avant une génération ; quant au ratio énergie consommée/PIB mondial, on constate qu'il n'existe pas de « *découplage absolu* » (entre la croissance énergétique et la croissance du PIB) au niveau de la planète entre les deux. Sans énergie, pas de croissance. À moins de vider le PIB de tout contenu physique, le découplage absolu est impossible. Par conséquent, la principale solution, la plus efficace, c'est la (dé)croissance du PIB. Mais si le découplage absolu est impossible, cela signifie aussi qu'il n'y a pas de solution technique aux problèmes posés par la technique et qu'il faut plutôt privilégier des solutions culturelles et politiques, notamment la réduction de taille, de volume, appliquer la sobriété... bref une rupture culturelle.

Cette rupture culturelle ne serait possible qu'à la suite d'une « *décolonisation de l'imaginaire* » (Serge Latouche). La notion d'imaginaire « *radical* » a été très bien expliquée par Castoriadis, pour qui les gens ne sont pas conscients que leurs normes et leurs valeurs sont le produit de leur imaginaire. Il distingue les sociétés hétéronomes non démocratiques ou les démocraties représentatives soutenues par l'imaginaire de la majorité, des sociétés autonomes de démocratie directe, rarement apparues dans l'histoire. L'enjeu serait donc à la fois de remplacer un ancien imaginaire productiviste, mais aussi de prendre conscience que jusqu'ici les gens produisaient un imaginaire sans le savoir. Insister sur son importance permet de souligner la spécificité de la décroissance comme rupture culturelle plus que simple changement de régime politique. Pourtant, nous avons écrit qu'il n'y avait plus de négatif, plus de lutte des classes, juste des révoltes sporadiques. Comment dans ces conditions un autre imaginaire pourrait-il éclore ? De plus, la crise civilisationnelle actuelle, conjuguée à l'absence de l'émergence d'un autre imaginaire, produit plutôt la montée de la « *fausse conscience* ». Il s'agit d'une conscience non dialectique remettant en cause des faits historiques ou bien les faits présents eux-mêmes, défendant des intérêts privés ou identitaires sans vision globale, et surtout la confusion entre sens opposés. Le dialogue devient impossible à cause de désaccords sur les faits. L'objectif revient à « *éteindre les concepts, pour s'assurer que la réalité derrière les mots – révolution, solidarité – n'ait plus la moindre chance d'advenir. Ce qui compte, c'est comment les mots servent les politiques, pas leur sens* ».

L'autre défi c'est de savoir si l'on peut rompre avec 4.000 ans de mégamachine. Lewis Mumford explique qu'elle est apparue au IV^e millénaire avant J.C. Elle est caractérisée par une organisation structurée autour d'un prince, avec une nouvelle configuration d'innovations techniques qui a débouché sur la bombe atomique et qui nous domine encore aujourd'hui. Or, le défi est ni plus ni moins que de mettre en œuvre une technique démocratique « *de production à échelle réduite reposant principalement sur la compétence humaine et l'énergie animale, mais toujours activement dirigée par l'artisan ou l'agriculteur* ».

3) VERS LA TECHNODÉCROISSANCE ?

Au terme de cet article, on est en droit de se demander si nous ne sommes pas face à une réforme de l'imaginaire dominant plus qu'à l'émergence d'un imaginaire décroissant. C'est-à-dire à une sorte d'adaptation à un monde à la dérive. Pour illustrer cette impression, nous allons citer trois exemples pris dans la littérature, chez les « *élites* » mondialisées et chez les ingénieurs.

• **Michel Houellebecq** : Dans son livre *Les particules élémentaires* (1998), il dresse un tableau pessimiste de l'humanité. Un des héros du livre, Michel, est un biologiste qui travaille à un projet d'espèce génétiquement modifiée, immortelle et stérile. Houellebecq semble nous dire que, l'humanité ayant tout essayé pour améliorer son sort existentiel, mais ayant échoué, alors osons maintenant les manipulations génétiques !

• **Le « Great Reset »** : Le lieu incontournable pour les élites mondialisées est le Forum économique mondial organisé chaque année à Davos. Actuellement, il nous annonce que « *le moment est venu d'appuyer sur le bouton de la refondation du capitalisme* » ou « *Great*

Reset ». Il consiste à utiliser la pandémie et les confinements comme une occasion historique d'accélérer la 4^{ème} révolution industrielle, celle de la numérisation. Le paradoxe est de voir le retour de l'intervention de l'État pour imposer la transition écologique et l'économie circulaire. Mais le plus important est cette acceptation de la surveillance permise par la numérisation, comme en Chine, qui devient un modèle. Dans le livre *Covid-19 : la grande réinitialisation*¹¹, on fait l'apologie de la relocalisation (à la sauce capitaliste), on y parle même de décroissance...

• **La géo-ingénierie** : Le refus de solutions culturelles ou politiques ne laisse plus que des solutions techniques à nos problèmes. Voici donc la géo-ingénierie qui désigne des projets scientifiques visant à modifier le climat et l'équilibre énergétique terrestre pour lutter contre le réchauffement climatique. On peut citer notamment : limiter le rayonnement solaire grâce à des miroirs réfléchissants envoyés dans l'espace ; refroidir l'atmosphère en envoyant chaque année dans la stratosphère un million de tonnes de particules de soufre ; ou encore capter le CO₂. Jean-Marc Jancovici est issu de Polytechnique, le « parti pronucléaire dominant ». Il réduit la problématique de la croissance à celle du progrès des émissions de gaz à effet de serre en oubliant ou minimisant les effets négatifs d'autres déchets sur la biosphère, comme les déchets nucléaires, entre autres. Pourtant, il a bien compris l'aspect technique de nos problèmes ! Il explique le lien entre croissance du PIB et énergie, il évoque même l'impossible découplage absolu entre les deux à travers l'équation de Kaya. Néanmoins, pour lui, les causes des gaz à effet de serre résident essentiellement dans les énergies carbonées, plus que dans une culture productiviste et, surtout, il affirme que le nucléaire pourrait nous sauver. Ce faisant, il oublie le lien intrinsèque entre la société carbonée qu'il condamne et le nucléaire ! Comme il ne croit pas à la possibilité d'un changement culturel démocratique et structuré autour de la sobriété, on assiste plus à une récupération (c'est-à-dire créer la confusion pour maintenir un pouvoir) qu'à un « progrès » de la décroissance.

Tout cela signe l'émergence d'une approche technocentrée pour s'attaquer aux problèmes du futur. On peut y déceler les germes d'une sorte de technodécroissance, notamment lorsque les problèmes avec les déchets émis (nucléaire, dioxyde de carbone, plastique...), couplés à la raréfaction des ressources, obligera à prendre des mesures de rationnement. N'allons-nous pas assister au retour du mode de production asiatique ou « *despotisme oriental* » comme théorisé par Karl Wittfogel en 1957 ?¹² Rappelons les caractéristiques principales de ce despotisme : un État fort, dominant des collectivités très soudées, sans couche moyenne autre que la bureaucratie, tout cela pour gérer l'eau dans des économies non pluviales. Or, avec la raréfaction des ressources, dont l'eau, et l'apparition de ce nouvel imaginaire technocentré¹³ que nous avons évoqué, on ne peut que s'inquiéter.

Jean-Luc Pasquinet

- Herbert Marcuse, *L'homme unidimensionnel*, Les Éditions de minuits, 1968, p. 53.
- Anselm Jappe, *Les aventures de la marchandise*, La découverte, 2017, p. 103.
- Karl Marx, *Le manifeste communiste*, La Pléiade, 1972, p. 164.
- Voir le livre de Dany-Robert Dufour, *Baise ton prochain*, Actes Sud, 2019, p. 95.
- Serge Latouche, *L'invention de l'économie*, Albin Michel, 2005, p. 23.
- Karl Marx, *Le manifeste du parti communiste*, Ibid.
- https://www.youtube.com/watch?v=eO6maGC_0S8
- J.J. Gabel, *La fausse conscience*, Les Éditions de minuit, 1969.
- Tancrède Rivière, paru dans *lundimatin*#335, le 18 avril 2022.
- Lewis Mumford, *Technique autoritaire et technique démocratique*, La lenteur, 2021, pp. 10 et 11.
- Écrit par les instigateurs du « *Great Reset* » : Klaus Schwab et Thierry Malleret, accès libre sur Internet.
- K. Wittfogel, *Le despotisme oriental*, les Éditions de Minuits, 1972.
- La technique, c'est d'abord une question d'organisation, en l'occurrence une organisation centralisée.

La décroissance : contre-pied à la crise énergétique

La situation énergétique belge et européenne est source de vives inquiétudes. Depuis mi-2021, les prix explosent du fait de la forte demande après-Covid, mais aussi de la spéculation. La tendance s'est encore accentuée début 2022 avec l'offensive militaire russe en Ukraine. La flambée actuelle n'est pas due à une pénurie de combustible, bien que le fameux pic pétrolier et gazier se profile pour les années ou décennies qui viennent. En 2021, les découvertes de nouveaux gisements de gaz et de pétrole sont les plus basses depuis près de 75 ans. Ces dernières années, on découvre entre 6 et 10 fois moins de pétrole et de gaz que ce qui est consommé. La raréfaction de l'énergie disponible et les prix élevés risquent de devenir la norme. À la crise énergétique s'ajoute une crise sociale. Les demandes d'étalement de paiement des factures d'énergie explosent déjà. La précarité énergétique¹ et le risque de pauvreté ou d'exclusion sociale² concernent plus d'un ménage sur 5 en Belgique en 2020!

POLITIQUE ÉNERGÉTIQUE : L'INCURIE GÉNÉRALISÉE

Comment en est-on arrivé à cette situation? Rappelons tout d'abord que l'UE dépend du reste du monde pour ses approvisionnements. Les énergies fossiles représentent 70% de la consommation européenne, et sont majoritairement importées de territoires hors-UE, avec la Russie comme premier fournisseur à hauteur de 40%. En 2000, la Commission européenne publiait un livre vert intitulé *Vers une stratégie européenne de sécurité d'approvisionnement*. L'objectif était de réduire la dépendance aux importations. Résultat : la dépendance énergétique de l'UE est passée de 56,3% en 2000 à 60,7% en 2019. Même constat en Belgique. Le pays dépend à 77% de l'extérieur, ou pour le dire autrement, consomme 4 fois plus d'énergie que ce qu'il produit. Près de 80% de l'énergie consommée est d'origine fossile. Selon le SPF Économie, les énergies renouvelables (EnR) ne représentaient que 10,8% de la consommation énergétique en 2020.

Là encore, la situation est connue de longue date. La loi de sortie du nucléaire est votée en 2003. Aujourd'hui, le pays s'apprête à prolonger la durée de vie de deux réacteurs et à compenser la production d'énergie des trois plus anciens – dont la sécurité semble de moins en moins garantie – par la construction de centrales à gaz! Les investissements dans les EnR se révèlent insuffisants. Aucun plan de réduction de la consommation d'énergie n'a été amorcé. Au lieu de cela, l'accord de gouvernement belge parle de « *raviver la*

croissance », et le tapis rouge est déroulé à des plateformes comme Amazon à Anvers ou Alibaba à Liège, au risque d'alourdir le bilan carbone du pays. Un véritable aveu de faillite politique et l'assurance de ne pas atteindre les objectifs du plan national énergie-climat visant une réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) de 47% d'ici 2030.

CROISSANCE : L'ENTÊTEMENT CRASSE

Les engagements climatiques formulés lors du Sommet de la Terre de Rio en 1992 n'ont pas été tenus, notamment celui de « *stabiliser la concentration de gaz à effets de serre dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique dangereuse du système climatique* ». Le bilan de 26 éditions des COP (les conférences annuelles des États signataires de la Convention des Nations unies sur le changement climatique) est largement insuffisant. L'ambition initiale de réduire l'usage des énergies fossiles a été supplantée par l'objectif de neutralité carbone³, ouvrant la porte à des scénarios de croissance continue de l'économie. Il ne s'agit plus de laisser les fossiles dans le sous-sol, mais de compenser leurs émissions par la reforestation ou des techniques de capture du CO₂, pas encore au point, et qui ne le seront peut-être jamais. Bilan : les engagements cumulés des États nous mènent sur une trajectoire de hausse des températures de +3°C par rapport à la période préindustrielle.

Ce n'est pas faute d'alertes du monde scientifique. Début avril 2022, le GIEC publiait le 3^{ème} volet de son 6^{ème} rapport d'évaluation, consacré à l'atténuation du changement climatique. Le groupe d'experts rappelait que les émissions mondiales de GES de la décennie 2010-2019 étaient les plus importantes jamais enregistrées et que le monde disposait de 3 ans pour réduire sa consommation de ressources fossiles et encore espérer rester sous le seuil de 1,5°C d'augmentation des températures moyennes.

Le message ne semble pas avoir été reçu. Nous aurions pu espérer que la guerre en Ukraine et le chantage russe à l'énergie incitent les dirigeants européens à accélérer la transition. Quelques jours après la dernière publication du GIEC, la ministre fédérale de l'Énergie, Tine Van de Straeten, appelait la population à baisser la température des logements d'un degré afin de réaliser des économies. Mi-avril, le vice-chancelier allemand exhortait ses concitoyens à faire des économies d'énergie. Ces appels ne concernaient pas

l'urgence climatique. Pour la ministre Groen, il s'agissait d'être « *malin avec l'énergie et [de] soutenir [ir] l'Ukraine* ». Le vice-chancelier allemand parlait de son côté d'« *énervement Poutine* ».

La guerre en Ukraine a finalement incité l'UE à accroître ses importations de gaz naturel liquide (GNL), notamment de gaz de schiste américain, pratiquement aussi polluant que le charbon si l'on inclut l'énergie nécessaire pour l'extraire, le liquéfier et le transporter par méthanier sur des milliers de kilomètres. Plusieurs infrastructures capables d'accueillir le GNL sont déjà en projet en Europe : autant d'investissements qui ne seront pas dirigés vers la décarbonation et la sobriété. Zéro pointé sur toute la ligne!

SORTIR DE L'ORNIÈRE

L'enchaînement des événements des dernières années était malheureusement prévisible : recrudescence des zoonoses liées à la réduction de l'habitat de nombreuses espèces animales, explosion des migrations climatiques (25 millions de personnes par an), risques de rupture dans l'approvisionnement énergétique et métallique. La société de croissance s'avère incapable de tenir ses promesses d'abondance, mais également d'assurer des conditions de vie décentes à l'ensemble de la population. Les industriels de l'énergie, de l'armement ou de la pharma, eux, ne se sont jamais aussi bien portés.

Face à ces constats, la décroissance réfléchit depuis 2 décennies à des alternatives viables écologiquement et socialement : relocaliser, réduire collectivement le temps de travail, les consommations néfastes à l'environnement, stopper les méga-accords commerciaux, revoir notre modèle agricole, accroître le lien social, les activités culturelles, politiques, les services publics, inclure les citoyens dans les décisions collectives, développer les EnR, en finir avec l'obsolescence programmée...

D'abord ignorée dans les débats publics et académiques, puis raillée (les Amish, le retour à la bougie...), la décroissance est désormais la cible d'attaques politiques – souvent à droite –, d'Emmanuel Macron à Georges-Louis Bouchez. Signe que l'idée monte en puissance, comme en témoigne la recherche universitaire, notamment chez les tenants de l'économie écologique, comme Giorgios Kallis ou Jason Hickel. Fait notable, le terme de décroissance est apparu pour la première fois dans les publications du GIEC en 2022, mettant en lumière l'impossible découplage entre l'accroissement continu de la production et la diminution de l'empreinte environnementale. L'enchevêtrement des crises doit nous mener à envisager des systèmes solidaires et conviviaux et à combattre les propositions xénophobes et de repli identitaire.

Récemment, une tribune commune⁴ a été publiée par des écosocialistes et des décroissants, reconnaissant les combats communs portés par les deux courants. Si ses auteurs rappellent que tous les décroissants ne se diront pas écosocialistes et vice versa, ils mettent aussi en lumière un certain nombre de constats partagés : celui que le capitalisme ne peut survivre sans croissance et que les alternatives à celui-ci doivent être radicales ; qu'une décroissance significative de la production et de la consommation est écologiquement indispensable ; que le socialisme productiviste est une impasse ; que les pays riches sont responsables de la plus grande partie de la crise climatique ; que la solution passe par un processus de délibération démocratique ; que le combat ne sera remporté que par une confrontation avec l'oligarchie fossile ou que les luttes de l'écoféminisme, de l'écologie sociale ou de l'environnementalisme des pauvres font partie de la même famille de pensée. Nous nous inscrivons en plein dans ce manifeste.

Romain Gelin, chercheur au Gresea (groupe de recherches et d'actions pour des stratégies économiques alternatives).

1. Coene J et Meyer S. (2021), « Baromètres de la précarité énergétique et hydrique (2009-2019) », Fondation Roi Baudouin.
2. <https://www.socialsecurity.be/citizen/fr/a-propos-de-la-securite-sociale/la-securite-sociale-en-belgique/lutte-contre-la-pauvrete>
3. Lire Gresea Échos, n°110, juin 2022.
4. <https://pour.press/pour-une-decroissance-ecosocialiste/>

Illustration: Alexandre de Wind



L'obsolescence programmée ou l'Âge du Kleenex

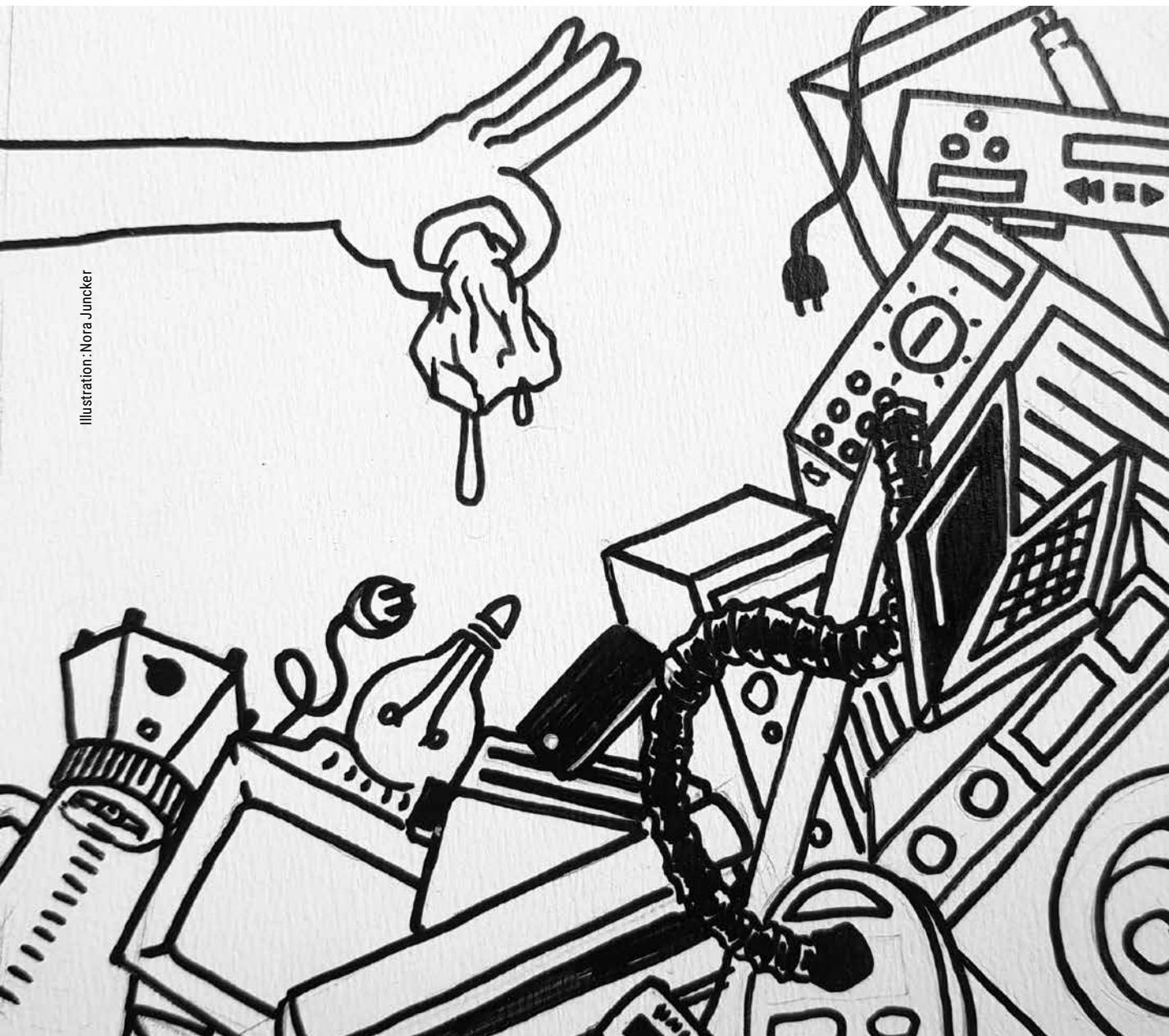


Illustration: Nora Juncker

De tous temps, l'homme a remplacé un objet par un autre, soit par effet d'usure, de mode, d'utilité, de performance supplémentaire ou de lassitude. Cette habitude, qui n'était que nécessité pendant des siècles, est devenue une « revendication » incontournable de notre époque ! Le toujours plus, le toujours mieux, le toujours plus éblouissant ou performant. L'engouement pour la consommation à outrance, nous la devons à un concept relativement inconnu il y a une vingtaine d'années, bien qu'il soit beaucoup plus ancien : l'obsolescence programmée.

« Obsolescence programmée » ? Quèsaco ? Nous trouvons la définition suivante sur Wikipédia : « *L'ensemble des techniques, y compris logicielles, par lesquelles le responsable de la mise sur le marché d'un produit vise à en réduire délibérément la durée de vie* ». S'il est extrêmement difficile de dater l'origine de l'obsolescence programmée, on peut tout de même situer sa naissance aux États-Unis au début des années 1930 avec l'agent immobilier Bernard London². Suite à la crise économique majeure de 1929 qui laissera les Américains exsangues, il inventera le mot « *Planned Obsolescence*³ ». Si l'idée est pertinente – renouveler les biens d'usage courant plus souvent pour soutenir l'économie –, cette façon d'aborder la consommation va nous conduire droit dans le mur ! Pourtant, London n'a pas tout imaginé. Au cours de la même année (1932) paraîtra *Le Meilleur des mondes* d'Aldous Huxley⁴. La fiction de l'écrivain est comme un écho de l'utopie de London, puisque dans le récit, on apprend aux enfants à jeter plutôt qu'à réparer ! Cela dit, London ne parle aucunement de remplacer frauduleusement des pièces matérielles par des pièces de plus basse qualité pour écourter la durée de vie des objets. Dans son opuscule *L'obsolescence programmée des objets*, il préconise de « *faire déterminer par le gouvernement une durée de vie aux chaussures, maisons et machines, à l'ensemble des produits fabriqués dans les usines, extraits des mines ou issus de l'agriculture au moment même où ils sont créés, et ils seraient vendus et utilisés*

*par un consommateur averti de cette existence limitée*⁵ ». Selon London, c'est le seul moyen de relancer le marché économique. La notion d'obsolescence est toutefois plus ancienne, puisqu'en 1924, les principaux fabricants mondiaux de lampes électriques se regroupèrent et créèrent le Cartel de Phoebus pour limiter la durée de vie des ampoules à incandescence à 1.000 heures, alors qu'en réalité elles durent bien plus longtemps⁶. C'est le début de la dégringolade vers un gaspillage universel et l'escalade vers une addiction à la croissance sans fin !

Tout un chacun s'est déjà trouvé démuni devant un PC relativement nouveau qui bugge sans raison, devant une machine à laver qui ne chauffe plus (juste après la limite de la garantie obligatoire), un grille-pain pourtant onéreux qui carbonise notre petit déjeuner, etc. Tout un chacun a une vague conscience que cela n'est pas normal et tout un chacun pense que cela est (sans doute) fait exprès, mais tout un chacun accepte cet état de fait, car, soumis à l'inévitable, tout un chacun se résigne à remplacer le matériel défectueux ! S'il est relativement facile d'échapper à l'achat de nouveaux biens, nous sommes souvent dépourvus de solution et en colère quand l'écran de notre smart tv devient noir juste au moment où le héros va tracter le méchant, où le lave-vaisselle refuse de vidanger l'eau sale, où le PC refuse de redémarrer alors que nous avons un mail urgent à transmettre, dépendants que nous sommes depuis des décennies de cette technologie invasive et addictive. Car ne nous leurrions pas, les fabricants et autres industriels/distributeurs ont fait en sorte que cela ne soit pas réparable ! C'est cela, l'obsolescence programmée, pourtant punie par la loi en France depuis 2015 (art. 99 de la loi n° 2015-992)⁷. Tout est jetable, tout est remplaçable. La notion de pérennité, d'économie et de pondération a disparu, noyée dans les lumières, les couleurs, les parfums des rayons de supermarchés, dans les vitrines étincelantes des concessionnaires automobiles, dans les écrans toujours plus compétitifs de nos smartphones et autres tablettes... L'obsolescence affecte trois domaines : le psycho-

logique, le technique et le planifié⁸. Le premier touche à la désuétude induite par une persuasion du *marketing* comme la mode ; le deuxième concerne le déclassement des machines et autres matériels dû aux progrès techniques/technologiques ; le troisième, enfin, est celui qui qualifie l'usure ou la défectuosité artificielle⁹. C'est sur ce dernier que nous nous pencherons plus spécialement, même si les trois domaines sont inextricablement mêlés. L'obsolescence planifiée ou programmée est l'instrument par excellence pour accroître la société d'encombrement dans laquelle nous évoluons ! « *Consommer rend heureux* » : slogan déguisé de toute publicité, né dans les années 1970 par la pléthore des possessions mises à notre disposition, ce mythe du bonheur lié aux exigences matérielles a le vent en poupe et la vie dure. Quasi tous les biens sont atteints par ce procédé frauduleux. Les photocopieuses prévues pour ne servir que 18.000 copies, des logiciels informatiques sous licence « *illimitée* » mais dont les supports techniques telles les mises à jour en ligne sont inférieures à la durée d'usage du logiciel¹⁰, le bas en soie synthétique inventé par du Pont de Nemours et qui ne « *file* » pas, mais est rattrapé par la logique industrielle qui a pour mission d'introduire dans la fabrication un procédé qui va fragiliser la fibre, Apple et son iPod qui contenait une batterie non réparable conçue pour ne durer que 18 mois¹¹, les voitures dépassées à peine un an après leur achat dont les ordinateurs de bord « *capotent* » à 120 à l'heure sur l'autoroute, etc. Passons sur les puces électroniques et les transistors caducs au bout de quelques mois, sur les thermostats et autres programmeurs qui rendent l'âme bien avant la décrépitude de nos électroménagers et dont les composants sont « *soudés* » donc irrécupérables, sur tous les objets dont la réparation coûte plus cher que le remplacement ou qui nécessite un outil introuvable. Et pensons aussi que derrière l'écran rutilant de notre vanité, ce sont des tonnes de déchets que nous rejetons dans la nature (gaz à effet de serre, plastique, métaux lourds, etc.) dans une gabegie absolument terrifiante !

Existe-t-il des pistes pour lutter contre ce désastre de notre siècle ? La réponse est oui, mais encore faudrait-il que les consommateurs compulsifs que nous sommes ne soient plus complices, reviennent leur copie et acceptent de coopérer au changement de mentalité en matière de croissance. Et c'est loin d'être gagné ! L'économie circulaire est une des pistes non négligeables (éco-concevoir, éco-designer, produire local, réguler...), ainsi que favoriser l'usage plutôt que la propriété, encourager le réemploi des objets, stimuler l'économie collaborative, etc.¹². Sachons aussi que certains fabricants (Wolford, Dyson, Malongo...) ¹³ font marche arrière et proposent du matériel durable et de qualité.

La conclusion s'impose d'elle-même. Il est impossible de croître indéfiniment dans un monde fini ! À nous de repenser la place des produits que nous offre la nature, le bien-fondé de ce qui remplit nos armoires, la nécessité de changer de smartphone ou de véhicule tous les ans, l'obligation de porter la dernière robe ou chemise à la mode, la pertinence de manger des fraises à Noël et surtout gardons à l'esprit que les *lobbies* industriels ne nous veulent pas que du bien.

Informons-nous sur les produits que nous acquérons pour consommer mieux et si possible local. L'Histoire humaine a commencé avec l'Âge de la pierre et il ne faudrait pas qu'elle se termine avec l'Âge du Kleenex !

Marie-Ange Herman

1. https://fr.wikipedia.org/wiki/Obsolescence_programm%C3%A9e

2. https://fr.wikipedia.org/wiki/Bernard_London

3. <https://www.cairn.info/revue-du-mauss-2014-2-page-50.htm>

4. https://fr.wikipedia.org/wiki/Aldous_Huxley

5. B. London, *L'obsolescence programmée des objets*, Allia, 2019, pp. 17 & 18.

6. L. Vasseur/S. Sauvage, *Du jetable au durable*, Gallimard, Collection Alternatives, 2017.

7. L. Vasseur/S. Sauvage, *op.cit.*

8. S. Latouche, *Bon pour la casse*, Les Liens qui libèrent, Paris, 2012.

9. S. Latouche, *op.cit.*

10. L. Vasseur/S. Sauvage, *op.cit.*

11. *Ibid.*

12. *Ibid.*

13. *Ibid.*

Pourquoi la décroissance ?

La civilisation occidentale mondialisée a atteint un point de rupture qui ne tardera plus à se manifester sous une forme insurrectionnelle – à moins que des réformes radicales ne soient promptement mises en œuvre. Encore faudrait-il identifier la source des différentes crises qui convergent à l'heure actuelle et en déduire un *modus operandi*¹. Trois questions devraient être systématiquement envisagées ; nous n'esquisserons que la première.

Primo, la crise globale systémique étant une crise de la croissance autant que celle des ressources et de la spéculation, nous avons maintenant le choix entre subir une sévère récession ou adopter la décroissance et ses idéaux subsidiaires que sont la simplicité volontaire et la transition.

Secundo, cette crise est une crise du pouvoir, c'est-à-dire une crise de sadisme ; seule l'anarchie (au sens de Proudhon) pourrait nous venir en aide².

Tertio, le pilotage de la crise demande à être réformé : sans un retour de la culture, et tout particulièrement de l'idéal de la démocratie participative, les politiques terroristes visant à instaurer un totalitarisme numérique et sanitaire se poursuivront.

Selon les exigences de l'agenda médiatique, on nous parle tour à tour d'une crise sociale, économique, financière, énergétique, écologique, climatique, démographique, géopolitique, technoscientifique, culturelle, sanitaire, voire idéologique. L'écologie politique insiste, disons depuis avril 1968 (avec la création du Club de Rome) et mai 1968 (à l'occasion des « événements »), sur la finitude de notre monde et sur la nécessité de réformer nos pratiques économiques afin d'intégrer ce paramètre fondamental, car intangible. Depuis le *Rapport Brundtland* (1987), on parle plus volontiers de (l'impossible) « développement durable », tandis que les plus hardis en appellent à la décroissance, à la transition urbaine et à la simplicité volontaire (Richard Gregg, dès 1936, après Gandhi, les philosophes cyniques, etc.).

L'appel à la décroissance ne peut toutefois être que paradoxal et contradictoire. Du point de vue existentiel, la Vie, en tant qu'elle est biologique et spontanée, n'est en effet qu'un immense appel à la croissance, au dépassement, à la créativité. Du point de vue du vécu, la quotidienneté nécessite, dans une certaine mesure, l'accumulation et la propriété, qui est du coup reprise dans la Déclaration des droits de l'homme et du citoyen de 1789 (parler de « possession » aurait été plus idoine). Du point de vue de la vulgate capitaliste, une économie saine et équitable ne peut être qu'en croissance. Le paradoxe est donc le suivant : au nom de l'élan vital, au nom des conditions de possibilité de la vie quotidienne et au nom de la santé de l'économie *démocratique*, il faudrait promouvoir la décroissance. Mais cet appel est au surplus contradictoire parce qu'en portant sur le fondement du capitalisme – l'économie en tant que pilote de la technoscience qui est elle-même socialement transformatrice –, l'attaque ne semble pouvoir éviter de se produire sur le terrain de prédilection de l'adversaire, ce qui lui permet de déjouer très efficacement l'argumentation qui lui est opposée. C'est très précisément ce qui s'est passé dès 1972.

Le climat serait dérégulé, les gaz à effet de serre (GES) devant être incriminés ? Qu'à cela ne tienne, on peut « technomoduler » le climat, par exemple en capturant les GES dans des sites géologiques appropriés. Famine et désolation ne manqueront pas de s'installer dans les contrées refusant le contrôle des naissances... à moins qu'elles n'investissent dans les OGM. On s'inquiète des conséquences du pic pétrolier, de l'impraticabilité des agrocombustibles, de l'impossibilité de retraiter les déchets radioactifs ? Voici le réacteur électronucléaire sous-critique au thorium, alimenté en neutrons rapides par un cyclotron. Et ainsi de suite.

Certains croient pourtant pouvoir s'en remettre à l'argument-obus de la finitude de notre monde : la croissance infinie n'est-elle pas un mythe dans un monde fini ? Certes oui du point de vue du sens commun, mais *absolument pas* du point de vue de la technoscience et de son pilote capitaliste. Du point de vue de la technoscience, et, répétons-le, c'est elle qui donne des ailes au capitalisme depuis 1780, notre monde n'est pas fini. Et il ne l'est pas plus du point de vue de l'accumulation du capital.



Les deux infinis principaux auxquels nous avons affaire sont microscopiques et cosmologiques. Le monde bio-nano-technologique, baptisé théoriquement par Richard Feynman en 1959, puis par Eric Drexler en 1986, et mis en œuvre pratiquement en 2000 avec les travaux de Gardner et de Collins (sur les bactéries contrôlables par interrupteur) annule une première fois cette intuition du sens commun. De même, le monde cosmologique (l'univers infini « découvert » par Galilée en 1610) est en demande de territorialisation depuis que la conquête spatiale est devenue une réalité. C'est ainsi que retentissent depuis 1961 – alors que Youri Gagarine retrouvait le plancher des vaches – des appels à la terraformation de planètes du système solaire ou même d'exoplanètes (par exemple par Carl Sagan) et à la colonisation de la galaxie (par Stephen Hawking). L'univers témoigne, comme le rappela encore Neil Armstrong en juillet 1999, soit 30 ans après son alunissage, de l'infinité des opportunités. Nous ne sommes pas enchaînés à jamais sur la Terre, une nouvelle vie nous attend ailleurs ! De fait, il est de plus en plus fréquent de lire qu'une nouvelle planète susceptible d'accueillir le genre humain lorsque la Terre sera inutilisable (*disabled*) a été découverte dans notre galaxie, autant dire la porte à côté.

Du point de vue de la technoscience, on le sait, il n'existe jamais aucun problème, uniquement des solutions. Du point de vue du capitalisme, on devrait le savoir, ces problèmes, quels qu'ils soient, ne constituent pas uniquement le prétexte à la mise en œuvre de nouvelles technologies, ils définissent également de nouveaux marchés lucratifs et de nouvelles possibilités spéculatives (pensons simplement à la fonte de la calotte polaire qui permettra l'ouverture de nouvelles routes maritimes, l'accès à d'immenses ressources géologiques et la redéfinition des objectifs géopolitiques, c'est-à-dire militaires).

En somme, seul le monde profane de la vie croit à la finitude ; le monde sacré de la science connaît l'infini sur lequel la vie repose et l'infini auquel elle aspire : la conquête nanotechnologique et la colonisation spatiale. Si le paradigme technoscientifique est totalement cohérent et manifestement applicable, cela ne veut pas dire bien sûr que cette cohérence et cette applicabilité soient politiquement optimales : l'optimum est parfois local, jamais global. Penser ensemble la crise globale systémique et les vertus de la décroissance à partir de la finitude de notre environnement nécessite donc un pas de côté. Le seul point de vue raisonnable sera *radical*, il posera la question de la *racine* des manifestations critiques, et celle-ci est politique. L'enjeu n'est pas économique, technoscientifique ou idéologique, mais véritablement existentiel : assurer à toutes et à tous une vie digne d'être vécue, une vie que les philosophes appellent souvent « *authentique* ».

Or, questionner les conditions de possibilité de l'authenticité exige de reprofiler les *habitus* politiques. Les conditions de possibilité de l'authenticité de la vie humaine, en tant qu'elles doivent garantir à la fois la liberté individuelle et la solidarité communautaire, nous ren-

voient bien directement à la question de l'*agir* politique. Deux problèmes deviennent alors obviés : d'une part, le monde politique n'existe plus que comme miroir sans tain des intérêts économiques ; il ne représente plus les acteurs sociaux, mais uniquement des enjeux de caste. Il suffit de contempler ses caractéristiques principales – professionnalisation, partitariat, lobbyisme, populisme... – pour s'en convaincre. D'autre part, cette phagocytation du politique par l'économie produit, par le truchement de la technocratie (les individus sont envisagés à l'aide de classes abstraites), du consumérisme (on est ce que l'on consomme, ni plus ni moins) et de la technoscience (on n'utilise plus d'outils adaptés à nos besoins ou même des machines prolongeant nos désirs, mais on est affligé de machines-outils exigeant *notre* adaptation), des conséquences inouïes sur les conditions de vie, et de plus en plus souvent de survie, de nos contemporains.

L'argument s'en trouve simplifié : il invite à prendre conscience de l'aliénation technique et de l'emprise funeste de la technologie sur sa vie. Avant Darwin et la révolution industrielle, le phénomène humain n'avait pas de passé, mais un futur ; maintenant, il a un passé, mais plus de futur. La crise racine est politique, car c'est dans le champ politique que se trouvent à la fois les caractéristiques les plus douloureuses de la crise et ses solutions véritables. Concédonsons-le : la contemplation des deux infinis convainc généralement, mais elle ne

persuade pas pour autant et il est bon de prendre acte de la logique du système qui, en fait, n'a plus besoin de nous en tant qu'acteur digne (au sens kantien).

Le nouvel « humanisme » est un « transhumanisme » : si le futur a besoin de nous (ce qui n'est pas sûr³), c'est sous la forme d'un cyborganisme. Déjà Donna J. Haraway, Raymond C. Kurzweil, Kevin Warwick, parmi d'autres luminaires, veulent être un cyborg. Mais est-ce bien nouveau ? Timothy F. Leary, en proposant dans les années 1970 son programme S.M.I.L.E (acronyme de *Space Migration, Increased Intelligence, Life Extension*), prenait pour argent comptant les intuitions aussi visionnaires que cyniques de Philip K. Dick, publiées dès 1950. La littérature dite « cyberpunk » devrait être lue par les technoptimistes qui s'ignorent.

En conclusion, si le seul problème est politique, s'il n'est finalement ni environnemental, ni économique, ni démographique, il ne peut être résolu dans le cadre « démocratique » actuel. Dans la pratique, il importe de se référer à l'expérience concrète plutôt qu'à sa théorisation. Les efforts de conceptualisation qui sont souvent exigés avant de se lancer dans l'action politique risquent de reporter celle-ci aux calendes grecques. À bien y regarder, il n'est pas possible, ni même souhaitable, d'établir a priori un programme politique exhaustif avant de se décider à faire tomber la tyrannie capitaliste. Il faut d'abord mettre l'imposture néolibérale en liquidation. Le seul ennemi à affronter est le capitalisme génocidaire ; il n'est pas utile de s'éparpiller dans des questions de détail. On peut toutefois rester optimiste, car le lecteur attentif de la Constitution constatera que des réformes proprement révolutionnaires sont possibles *sans* la remettre en cause de quelque manière que ce soit.

Michel Weber

1. Une première version de ce chapitre a été publiée in Paul Ariès (sous la direction de), *Décroissance ou récession. Pour une décroissance de gauche*, Parangon, Lyon, 2011, pp. 83-88 ; cf. *De quelle révolution avons-nous besoin ?*, Sang de la Terre, Paris, 2013 et *Pouvoir de la décroissance et décroissance du pouvoir. Penser le totalitarisme sanitaire*, Louvain-la-Neuve, Chromatika, 2021.
2. Sur les pathologies du pouvoir, cf. *Éduquer (à) l'anarchie. Essai sur les conséquences de la praxis philosophique*, Chromatika, 2008 et *Pouvoir, sexe et climat. Biopolitique et création littéraire chez G. R. R. Martin*, Avion, Cénacle de France, 2017.
3. Cf. William N. [Bill] Joy, *Why the Future Doesn't Need Us*, *Wired*, 2000 ; voir *Contre le totalitarisme transhumaniste : les enseignements philosophiques du sens commun*, FYP, Limoges, 2018.

Terre-en-vue: 10 ans de reconquête

Tout comme *Kairos*, la coopérative Terre-en-vue fête ces jours-ci son dixième anniversaire. Dix ans, dans ces temps de mémoire ultra-courte, ça remonte presque à Mathusalem...Nous avons donc voulu savoir ce qu'est devenu ce nouveau-né...

Annie Thonon: Expliquez-nous ce qu'est Terre en vue (TEV)...

Zoé Gallez, coordination : Le cœur de Terre en vue c'est de promouvoir des projets agro-écologiques¹ et de soutenir l'accès à la terre des petits et moyens agriculteurs. Concrètement, TEV acquiert des terres agricoles au moyen de l'épargne citoyenne via la coopérative et loue les terres aux agriculteurs et agricultrices.

C'est toujours loué ?

Toujours. Avec l'objectif de changer aussi les mentalités en terme de propriété foncière. Faut-il encourager la propriété alors que la terre nourricière devrait appartenir à tous, être un bien commun ?

Quels sont les problèmes particuliers du foncier, pourquoi cette envolée des prix ?

Le problème de base du foncier est que l'on se trouve devant deux marchés: le marché acquisitif, l'achat de terres, et le marché locatif. Dans notre économie libérale, l'achat de terre est par définition complètement libre, absolument pas régulé, sans transparence: tout le monde peut acheter, particuliers, multinationales, agro-industriels belges et étrangers, fonds de pension, spéculateurs... En dix ans, le prix moyen des terres agricoles a été multiplié par quatre, de 7.000€ à 30.000€ à l'hectare dans certaines régions, et parfois même plus...; ce sont des prix totalement déconnectés du revenu des agriculteurs et des prix alimentaires qui, heureusement, n'ont pas été multipliés par trois! Un fermier ne peut plus se dire: «*Je vais emprunter pour acheter une terre et rembourser les banques avec mon travail.*»

Cette explosion du prix des terres est liée à des facteurs supplémentaires: l'urbanisation, l'extension et la création de zonings, la PAC² qui donne des aides liées à l'hectare et donc encourage les grosses structures, les usages de la terre plus rentables que la production alimentaire (cf la monoculture des sapins de Noël pour l'exportation, la culture pour l'énergie, le maïs pour biométhanisation, l'élevage de chevaux pour des loisirs, etc...),.

La philosophie de TEV est en désaccord total... Pour nous, le statut nourricier de la terre doit être protégé et en rapport avec la population belge: on doit nourrir onze millions d'habitants, il faut réserver un territoire suffisant destiné à l'alimentation produite localement.

Le marché locatif, lui, est très régulé par le bail à ferme réformé en 2019 selon trois grands principes:

- 1° le loyer plafonné est calculé sur la base du revenu des agriculteurs;
- 2° le bail garantit la liberté de culture sur les terres, en respectant bien sûr les règles environnementales, sanitaires, la lutte contre l'érosion, etc, et le fermier doit gérer sa terre «en bon père de famille»;
- 3° Après 36 ans, le bail peut être reconduit ou arrêté, le propriétaire peut récupérer sa terre et la proposer au prix qu'il veut au marché libre...

Une terre libre de bail a donc beaucoup plus de valeur financière et incite les propriétaires à ne pas renouveler le bail. C'est l'effet pervers d'une réforme du marché locatif sans toucher au marché acquisitif. Bien que les pouvoirs publics aient été très peu présents dans les négociations, une prise de conscience émerge petit à petit, notamment par nos actions et nos plaidoyers. La Région Wallonne a mis en place depuis 2017 un observatoire du foncier. Les notaires doivent communiquer le prix de toutes les ventes à la Région qui fait un rapport annuel sur l'évolution des prix: on a des données objectives, mais pas de mesures prises, ni envisagées. Nous plaçons pour une régulation du marché des terres et une protection du statut nourricier des terres.

Quel est votre rayonnement aujourd'hui ?

De plus en plus d'agriculteurs s'adressent à nous, souvent parce qu'ils sont dans la même philosophie de transition agro-écologique, mais aussi parce qu'ils se posent des questions sur l'état de crise actuelle. Il est grand temps de changer notre regard sur l'agriculture



Illustration: Antoine Demant

et d'agir concrètement pour amorcer une véritable transition.

TEV soutient actuellement 19 fermes en Région wallonne et à Bruxelles et rassemble plus de 3.700 coopérateurs/investisseurs³. Nous avons construit un véritable mouvement citoyen pour la protection des terres nourricières.

Ainsi, pour chaque acquisition de terre, Terre-en-vue mobilise, en plus du fermier, des citoyen.ne.s pour constituer un «*groupe local*» autour de la ferme. Les gens réapprennent à connaître les fermes; il y a des liens qui se créent, entre campagne et ville, consommateurs et agriculteurs. C'est là un rôle d'éducation permanente auquel nous tenons beaucoup.

TEV et sa communauté se bat contre des géants: les grands groupes agro-industriels, l'agrochimie, des supermarchés qui veulent contrôler toute la chaîne alimentaire, jusqu'au recyclage, le *greenwashing*..., avec la logique marchande et le profit comme seule motivation et au final le retour des fermiers en ouvriers agricoles, pourquoi pas en moujiks et serfs... Et pourtant, ne suffit-il parfois pas d'un petit tailleur courageux pour en tuer «Sept d'un seul coup»? Comment donc l'actualité affecte-t-elle TEV?

La guerre en Ukraine pose la question des céréales, base de l'alimentation. Conséquence directe pour TEV: des agriculteurs se sont adressés à nous: «On a besoin d'avoir plus de terre, pour être plus autonomes au niveau des céréales». Ils ont très peur surtout de l'année prochaine avec moins de récoltes en Ukraine et ils sentent qu'ils doivent s'autonomiser plus, lutter contre l'internationalisation, la nourriture n'a pas à voyager de cette manière, en tout cas pour la base. Cela c'est un bon réflexe, bien plus juste que les politiques à court terme comme la suppression des jachères et l'emploi accru de pesticides.

On a été fort préoccupé parce que les agriculteurs ont été touchés de tous côtés: la facture énergétique explose, le pouvoir d'achat diminue, du coup le secteur bio est en chute, ce qui inquiète fortement les exploitations en transition. Le secteur bio dépend fortement du bon vouloir, de la possibilité d'achat du consommateur. On a dépensé des milliards pour le covid, idem pour le plan de relance, sans parler des dons à l'Ukraine. Dans quelle mesure cet argent n'aurait-il pas été bien plus utile pour soutenir une agriculture responsable?

De même, on donne de fausses réponses à la lutte contre le changement climatique, qui est déjà là. Il est complètement aberrant, sur-réaliste, qu'à la COP26 ni les associations agricoles, ni les ministres de l'agriculture n'aient été présents! On répète que l'agriculture est un des plus gros contributeurs du changement climatique, mais dépendant de la météo, ils sont aussi les premières victimes et ils ne sont pas à la table des négociations sur les mesures à prendre

pour le climat. Par contre, Total, Chevron, BP, les énergies vertes, sont présents et il n'y a donc pas d'équilibre entre la façon de partager les territoires qui devraient d'abord nourrir les gens puis accessoirement fournir un peu d'énergie.

Autre exemple, le programme européen de stockage de carbone dans les sols dont les bénéfices climatiques réels et à long terme sont contestés, est typiquement une conséquence de la COP26, a été décidé sans l'avis des agriculteurs, sans que les populations soient au courant et qui, comme l'agrivoltaïsme, avec des sociétés de panneaux qui démarchent directement auprès des fermiers, augmentent la pression sur les terres nourricières⁴.

Pour lutter contre toutes ces mauvaises réponses, TEV, les dix prochaines années se concentrera sur le travail à mener auprès des politiques, des pouvoirs publics. Et on y arrivera, il y aura des améliorations, il le faudra bien...

Conclusion :

Terre-en-vue, c'est donc une belle histoire, un conte de fées furtif, subreptice, dans les mensonges actuels qui nous gouvernent avec singes varioleux, ogres mégalo-viraux, seringue et piqûres sauvages pour violer des fées comme TEV.

Pour que les contes de fées se terminent bien dans la vie réelle comme dans les histoires, à nous de nous mobiliser et d'agir pour défendre et perpétuer TEV et d'autres belles histoires.

Et surtout, n'hésitez pas à nous signaler celles que vous connaissez.

Propos recueillis par Annie Thonon

1. L'agro-écologie est un modèle agricole souvent cité comme la voie pour une agriculture écologiquement et socialement plus responsable. L'agroécologie incarne une agriculture durable, respectueuse des équilibres environnementaux. Cette politique de production agricole a pour vocation d'optimiser la production alimentaire sans mettre en danger la nature. En comparaison de l'agriculture intensive et l'intensification du développement rural de ce genre de cultures, elle prend en compte : la préservation de la nature, limite l'érosion, est sans produits phytosanitaires ou produits phytopharmaceutiques, sans OGM, sans pesticides.

2. Politique Agricole Commune.

3. <https://www.terre-en-vue.be/>

4. <https://www.investigaction.net/fr/de-laccaparement-des-terres-a-laccaparement-des-sols-le-nouveau-business-de-lagriculture-carbone>

Algorithmes et sélection des publicités sur internet

Pour que leurs publicités soient publiées les premières dans l'ordre de parution sur l'écran des internautes, les annonceurs doivent payer des sommes importantes aux diffuseurs des messages. Ceux-ci sont souvent Google et Facebook. En effet, à eux seuls, ces deux géants du net représentent 68 % du marché de la publicité numérique. Mais ceux qui diffusent les publicités des annonceurs ont une obligation de moyen et pas une obligation de résultat. Or, les algorithmes sélectionnent les messages en fonction du profil des internautes qui leur semblent les plus susceptibles d'être intéressés par la teneur du message émis. Personne ne connaît les priorités des algorithmes qui sélectionnent les publicités à destination des internautes. Cela se base sur la connaissance de plus en plus précise qu'ont les algorithmes du profil de chaque internaute, et ce, grâce au traçage de tous les messages qu'il reçoit et sur lesquels il réagit.

Donc même s'ils ont investi dans la promotion de leurs campagnes de publicité, les producteurs des publicités peuvent être déclassés et ne pas arriver en tête de l'ordre d'insertion des messages. Pire, certaines publicités sont carrément éliminées parce qu'elles ont des contenus qui n'ont pas l'heur de plaire aux algorithmes. Ainsi donc les annonceurs, avant de séduire les internautes, doivent passer le crible des algorithmes. Cela les met devant une équation paradoxale : pour convaincre les consommateurs, ils doivent avoir des contenus originaux qui les démarquent positivement face à leurs concurrents, alors que, pour traverser la barrière des algorithmes, ils doivent être en conformité avec ce que préfère l'intelligence artificielle, très conservatrice. On a ainsi pu constater que les choix de la machine sont les fourre-tout de préjugés dérangeants. Souvent les choix des non-humains sont sexistes, racistes

ou ont des préjugés de classe. Il en va de même avec les mails envoyés par Monsieur et Madame Tout-le-Monde : leurs messages peuvent ne pas plaire à la machine et être déviés vers les spams. Il est même possible que votre message soit jugé non publiable par une technique automatique qui se base sur le traçage de chaque internaute. Les publicités peuvent se voir refuser une insertion qui, par sa nature, son texte ou sa présentation, serait contraire à l'esprit des publications ou susceptible de provoquer des protestations de ses lecteurs. Les publicitaires essaient de duper la machine, mais ils n'y arrivent pas toujours. La société technicienne, vantée dans de nombreuses publicités, les transforme en victimes impuissantes.

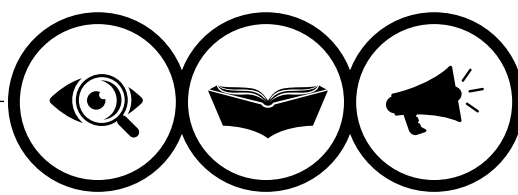
COMBAT POUR LE CONTRÔLE DES GÉANTS DU NET

Le marché de la publicité est énorme : rien qu'en France, il était de 16 milliards \$ en 2021. Sur ce total, la publicité digitale est devenue la plus importante avec 7,7 milliards €. Comme tous les secteurs, elle est en forte hausse par rapport à 2020, année marquée par le Covid-19 et doit donc être comparée à 2019. Là, l'augmentation est moins spectaculaire, mais est supérieure à celle des autres médias publicitaires : presse, télévision, radio, panneaux en extérieur. Il est donc logique que l'attraction des investisseurs soit grande. En France, 42.735 annonceurs se partagent les dépenses pour leurs publicités. Au niveau mondial, 2 milliards de personnes utilisent Facebook chaque jour. Cela fait que sa capitalisation en bourse pèse 600 milliards \$. Par contre, ils ne sont « *que* » 200 millions sur Twitter, ce qui fait que sa capitalisation ne soit « *seulement* » de 40 milliards de \$.

Twitter, cet *outsider*, a suscité l'appétit du milliardaire Elon Musk (Tesla, Space X...) qui a proposé 9,2 milliards de \$ pour des actions de Twitter, devenant le plus gros actionnaire individuel. Mais quelques jours plus tard, le 14 avril, il offrait la somme inouïe de 43 milliards de \$ pour acquérir la totalité de cet important influenceur sur les réseaux sociaux. En tant que libertarien, il a clairement annoncé que son intention était d'ôter toute réglementation et laisser les annonceurs et internautes libres de poster tout ce qu'ils veulent (bonjour les dégâts). Dès le lendemain, pour contrer Musk, le conseil d'administration annonçait avoir voté « *à l'unanimité* » une résolution donnant aux actionnaires actuels la possibilité d'acheter des parts supplémentaires à un prix fortement réduit. C'est ce qu'on appelle une « pilule empoisonnée » dont l'objectif est de rendre la société moins attractive à un prédateur tel que Musk, en diluant la valeur des actions. C'est souvent vu comme une parade désespérée, car l'offre de Musk revenait à payer les actions 54,20\$ à l'unité, alors que leur cours n'atteignait que 45,08\$ à la fermeture de Wall Street. Ce montant est très attractif et il n'est pas du tout certain que les actionnaires optent pour la proposition du conseil d'administration alors qu'accepter l'offre de Musk apporte une plus-value immédiate de plus de 9\$.

La perspective de gains substantiels en bourse dans les prochaines années a déclenché une guerre sans merci pour contrôler le réseau social qu'est Twitter. Sans doute avant d'autres combats dans le secteur, impliquant des montants gigantesques.

Alain Adriaens

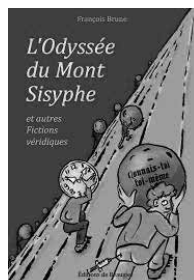


VU, LU, ENTENDU



Alors que Bernard Crutzen sort son nouveau documentaire « La loi, la liberté. Ceci n'est plus une crise sanitaire », je termine la lecture de son livre, un recueil de faits, depuis la description des coulisses du montage en passant par les commentaires sur les différentes interviews jusqu'aux réponses aux critiques que son premier documentaire a dû essuyer. L'ouvrage est une sorte de *making-off*, dans lequel il explique ses intentions et ses états d'esprit. L'homme est loyal, juste, posé et ne s'attendait pas à un tel retour de flamme. Le réalisateur et journaliste voulait avant tout poser des questions, mener une enquête pertinente, même s'il savait que le film allait diviser. Les gens l'ayant vu se sont positionnés pour ou contre comme ils l'ont fait avec les masques, les tests PCR, les vaccins et ont donc adopté une attitude binaire peu constructive, principalement alimentée par les médias *mainstream*. Il ne voulait pourtant que démontrer le déficit de débat médiatique, menant aux répercussions négatives aussi bien privées que publiques. Ce retour de flamme, on a par moment l'impression qu'il s'en excuse dans son livre, comme s'il en était coupable, comme si c'était son œuvre qui en était la faute et pas le monde médiatique qui a refusé de la recevoir. Bernard Crutzen a été réduit au rang de complotiste, seulement parce qu'il a osé douter, mettre l'accent sur ce qui va à l'encontre de la pensée officielle. « *Complotiste* », même s'il n'a fait qu'interpréter les données et les faits. Qu'importe s'il a au final sacrifié sa carrière professionnelle pour faire connaître la vérité. Les autres, issus du camp du « bien », ceux qui lancent les anathèmes, scribes par procuration des agences de presse, ont simplement recopié les infos, les dépêches des grands groupes de presse, ils ont fait « comme tout le monde » et passent donc inaperçus et, surtout, ne sont pas jugés par les autres journalistes qui font... comme eux.

Bernard Crutzen, *Chronique d'un retour de Flamme. Ceci n'est pas un complot. Comment les Médias racontent le Covid*, Zistaires, 132 pages. Pour commander l'ouvrage : info@zistaires.eu
Michaela Durzova



François Brune nous propose une plongée dans un monde singulier, irréel mais possible car comme dit l'auteur, « *tout est possible dans le réel ; tout est réel dans le possible* ». Bienvenue en « absurdie » pour un voyage complètement délirant aux confins de l'imagination du narrateur. Pourrait-on parler de dystopie « positive » ? Oui, peut-être, car chaque sujet qui compose les seize nouvelles de ce recueil est abordé avec une dose d'humour (noir parfois), mais aussi de réflexion profonde sur ce qui pourrait exister dans un monde parallèle. La lecture nous amène à un long questionnement philosophique sur le « tangible » de notre existence, de notre société, de notre façon d'aborder les méandres de la vie. L'ouvrage est truffé de clins d'œil à l'actualité comme ce « *réchauffement déclamatoire* » ou « *la grippe académique* » qui, s'ils nous font sourire, n'en demeurent pas moins percutants ! Nous pourrions citer chacune des historiettes tant elles sont riches et profondes, tant elles font écho à notre façon de consommer l'inconsommable, de valider tous nos travers, d'accepter l'inacceptable. Terminons cette note de lecture en citant « *L'invention du téléphone Olfactif* », un bijou d'écriture saugrenu traité avec un sérieux défiant les palabres des matamores de la Silicon Valley ! Et si la folie humaine nous emmenait au-delà des cimes fictionnelles en devenant finalement rationnelle ? Aurions-nous tout gagné... ou tout perdu de notre humanité ?

François Brune, *L'odyssée du mont Sisyphé et autres fictions véridiques*, Editions de Beaugies, 2022, 173 pages.
M.-A. H.



À partir du cas d'une assurée sociale, de son combat pour éviter de se faire exclure de la société, de se retrouver sans revenu avec une maladie non traitée, le livre de Jean-Pierre Gicquel procède à une critique de la sécurité sociale. Selon l'analyse proposée, le butin, qui augmente sans cesse, de la sécu est accaparé par l'industrie pharmaceutique, par les médecins qui prescrivent, par des cadres et la bureaucratie de la sécu. Cet accaparement nécessite la stigmatisation de l'assuré. Un retournement, une inversion sont à l'œuvre, une chasse à l'homme. Tracasseries, procédures en tout genre servent à traumatiser l'assuré qui a recours à la sécu. Une analogie est faite avec le nazisme. Cette prédation est comparée à une forme de gangstérisme, également caractéristique du nazisme. L'idéologie est en partie la même, l'idéologie médicale du tri social. Des assurés sociaux sont « suicidés ». La maltraitance décrite, imputable à la médecine et à la bureaucratie, et la psychologie sociale qui en découle font penser aux conséquences d'une idéologie totalitaire. La propagande industrielle est relayée à tous les échelons de l'État et des médias. La recherche du profit à tout prix par l'industrie pharmaceutique, les sociétés d'assurances, les médecins eux-mêmes, fait chorus avec des pratiques sanitaires qui étouffent le libre-arbitre, qui servent à imposer la discipline sociale sur laquelle repose l'exploitation industrielle, autrement dit la captation des profits industriels. Viol massif de l'état, aliénation du salarié sont la base du système. Tout cela est rendu possible par une idéologie, le libéralisme, et par le système s'appuyant sur la violence, sur des exactions massives, sur une technique de conditionnement, le management, le marketing, qu'est le capitalisme. Le livre se conclut par un petit guide expliquant comment il faut s'y prendre en cas de problèmes de santé pour éviter de devenir une victime de la médecine. Il s'agit de s'intéresser à la médecine, de se documenter à son sujet, de n'y recourir que dans certains cas précis. Les conseils proposés nécessitent toute une transformation, sinon l'adoption de tout un style de vie.

Jean-Pierre Gicquel, *La médecine, un mode de production industriel*, Prophylaxies, 2021, 413 pages.
Paul Willems

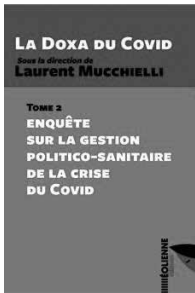


Le ton est donné dès le titre: l'«*anti-covidisme*» défendu ici est la dénonciation de la pensée quasi unique qui veut que tous obéissent aux directives, souvent incohérentes, édictées par les pouvoirs pour faire face à l'arrivée de cet infâme virus qui nous menacerait tous. Bernard Legros, auteur et collaborateur à *Kairos*, ne s'attarde pas à critiquer la véracité ou pas de la doxa scientifique révélée par des experts, transposée par les gouvernements et diffusée par les

médias dominants. Non, d'autres le font. Ce qui est traité dans ce *Précis d'anti-covidisme* est l'étude sociologique, anthropologique de l'adhésion enthousiaste et parfois agressive de tant de citoyens à des contraintes changeantes et douteuses. Une hypothèse originale serait que, puisqu'un président a dit que «*nous étions en guerre*», participer à «*ce branle-bas de combat redonnait du sens à leur vie [...] leur faisait prendre part au pouvoir collectif*». L'exemple de la Chine avec son objectif de zéro-covid est là pour relativiser les mesures qui nous sont imposées. Le succès (jusqu'à présent) des terribles contraintes subies par le peuple chinois, que certains guignent, fait dire à André Comte-Sponville, cité par l'auteur, «*J'aime mieux attraper la Covid dans une démocratie que ne pas l'attraper dans une dictature*». Ainsi donc, garder sa liberté individuelle, voilà donc ce qui motive cet opuscule. Pour démontrer la valeur de cette liberté individuelle plutôt que de succomber à l'obéissance moutonnaire, Bernard Legros en appelle à une foule de penseurs. On trouve ainsi des citations et références à de très nombreux philosophes qui ont, de tous temps, dénoncé les défauts majeurs de l'autoritarisme ou du collectivisme. Face à des procédés liberticides trop peu dénoncés et à l'avancée du tout numérique qu'a permis l'épidémie, Bernard Legros plaide pour un humanisme réinventé, adapté à un XXI^e siècle bien trop dominé par la peur.

Pour obtenir le livre: commande@kairospresse.be.

Bernard Legros, *Précis d'anti-covidisme*, collection Traque aux galimatias, Quartz, 2022, 57 pages.
A.A.



Ce second tome de *La doxa du covid* rassemble la plupart des articles publiés en 2020-21 sur le blog de Laurent Mucchielli sur Médiapart, avant que ce média prétendument libre et «à part» ne le censure, pour avoir dérogé au discours dominant. Outre ses propres analyses très serrées, l'auteur a mobilisé des dizaines d'universitaires, médecins et juristes réputés. Au fil des mois, ces spécialistes ont croisé leurs domaines de compétence pour analyser l'impact de l'épidémie, démontant ainsi les mensonges d'un pouvoir qui recourt à la peur et aux injonctions absurdes afin d'imposer ses choix pseudo-sanitaires au profit des industries pharmaceutiques et d'une hyper-concentration des pouvoirs politique, économique et médiatique. Le résultat est impressionnant: il nous permet de revivre, quasiment au jour le jour, cette longue période de sidération et de folie programmée sur fond de corruption. Le blog de Mucchielli a offert aux quelques résistants de la première heure, dont les rangs ont grossi au fil des mois, un point d'ancrage et de dialogue, ainsi qu'une tribune d'autant plus précieuse qu'elle était presque unique au sein d'un paysage médiatique aux ordres. Avec le recul, on se rend compte combien ils ont fait preuve de courage et de lucidité. Leurs analyses n'ont pas vieilli, l'histoire leur rend raison. À cet égard, la virulence de la campagne de haine déclenchée contre le professeur Raoult est édifiante. Faute d'arguments médicaux solides, la presse s'est livrée à une véritable chasse à l'homme et a relayé sans recul aucun les mensonges des lobbies pharmaceutiques et de leurs affidés politiques. Même le scandale de la publication dans *The Lancet* d'une étude pharmacologique grossièrement bidonnée n'a pas suffi. *A contrario*, l'arrivée de l'inefficace Remdesivir a été saluée parce que «nouveau», donc générateur de profits gigantesques. Il en va de même aujourd'hui pour les traitements vaccinaux. Mais il n'est pire sourd que celui qui ne veut ou ne peut point entendre. Mucchielli brosse un tableau découragé du paysage médiatique occidental. Aujourd'hui, les journalistes ne sont plus en mesure de résister à la triple pression des patrons de presse oligarques, des méga-réseaux sociaux (les GAFAM) et des injonctions de l'État, notamment par le biais des subventions. La profession est déclassée et, à de rares exceptions près, les médias se font les porte-parole de la «sociodécie», c'est-à-dire du discours de la classe dirigeante. Témoignage crucial sur cette période de basculement, cet ouvrage très riche est aussi un instrument de combat pour nous permettre de mieux comprendre et résister.

Laurent Mucchielli (dir.), *La doxa du covid, tome 2. Enquête sur la gestion politico-sanitaire de la crise du covid*, Eolienne, 2022, 566 pages.
F. M.



Dès le déclenchement du covidisme, notre collaborateur Marc Weinstein (Université d'Aix-Marseille) a été ulcéré par la communication du président de la République, ce qui l'a motivé à écrire cet essai. La novlangue macronienne est plus largement celle de l'ultralibéralisme, qui pré-existait au coronavirus. Retournant à Orwell, l'auteur rappelle que la novlangue est «*le lieu où se produit la fusion des contraires*», systématique dans le discours présidentiel, dont de larges extraits sont reproduits en guise d'exemples. Il élargit le concept à la «*novaction*», «*diptyque affolant composé de deux actions contraires*», par exemple, pour les salariés dans les entreprises, «*coopérer de manière concurrentielle*». La novaction crée des problèmes puis apporte ses solutions, dans une identité fusionnelle: ainsi la destruction, c'est la conservation; l'exception, c'est la règle; l'urgence, c'est la norme; la liberté, c'est la servitude; l'inégalité, c'est l'égalité; la loi, c'est la non-loi; la croissance, c'est la non-croissance, etc. En mars 2020, «*le virus contingent (il pourrait ne pas se répandre) se mue en épidémie nécessaire*» et Macron repart à l'offensive: la paix, c'est la guerre; l'activité, c'est la passivité; la liberté, c'est la servitude; la victime innocente, c'est le coupable; la démocratie, c'est l'autoritarisme; le civisme, c'est l'incivisme: «*[...] tout le civisme du (pseudo-) citoyen confiné-covid est l'activité civique ou politique qu'il s'abstient de déployer afin de mieux rester non-citoyen passif, c'est-à-dire afin d'obéir aux ordres de confinement, sans interroger le bien-fondé ou le mal-fondé de son obéissance*». Cette citation est à l'aune d'un niveau de langage et de conceptualisation parfois élevé. Cela se lit donc lentement pour être assimilé. L'émancipation vis-à-vis de la propagande est aussi à ce prix.

Marc Weinstein, *Décrypter la novlangue d'Emmanuel Macron et de l'ultralibéralisme*, Bréal, 2022, 121 pages.
B. L.



Stefano Boni chausse ses lunettes d'anthropologue pour analyser l'impact de nos sociétés techno-industrielles dites développées sur nos existences, lesquelles sont caractérisées dans une très large mesure par l'aspiration au confort. Séduisante de prime abord, la poursuite du moindre effort appauvrit radicalement notre expérience d'être-au-monde. Enfermés dans nos «techno-cocons», nous sommes de moins en moins sollicités par des expériences sensibles liées au milieu naturel, c'est-à-dire non modelé par une technologie qui nous échappe. De ce fait, nos sens s'atrophient ou sont déformés par un usage réducteur et préformaté. Ainsi de la vue, qui se focalise toujours davantage sur les écrans. L'homme moderne se berce de l'illusion de posséder le monde «au bout de ses doigts» grâce à un simple glissement sur l'écran tactile de son téléphone portable. C'est en fait l'écran qui le possède, car la numérisation de pans entiers de notre existence réduit celle-ci à une suite de symboles textuels ou visuels, et ce au détriment d'interactions sensibles et sociales concrètes. Il en va de même pour notre rapport à la nature: au cours du XIX^e siècle, parallèlement à la diminution des expériences sensorielles holistiques avec l'organique, le paysage a été valorisé dans une perspective esthétique et de divertissement marchand pour répondre à nos attentes abstraites de citoyens consommateurs. Plus le confort et la technologie font disparaître l'imprévu de nos modes de vie, plus l'ennui causé par ce sentiment de sécurité et la routine nous fait rechercher des sensations «fortes» et «authentiques», c'est-à-dire le plus souvent proposées sous forme de services ou de marchandises. L'auteur nous invite à opérer une distinction nette entre le confort d'une vie standardisée d'individus isolés et passifs et le bien-être d'une vie authentique et active. Celle-ci peut se réaliser en retissant des liens communautaires fondés sur l'entraide, l'autogestion et la réappropriation de savoir-faire artisanaux. *Kairos* souscrit pleinement à la conclusion de cet essai très bien argumenté et décapant: «*Vivre avec moins de technologie équivaut, en somme, à mieux vivre. Et nous pouvons y arriver*».

Stefano Boni, *Homo confort. Le prix à payer pour une vie sans efforts ni contraintes*, L'Échappée, 2022, 249 pages.
F. M.



Encore une salutaire réflexion-bilan (provisoire) sur (la première partie de) l'ère covidienne due au philosophe musulman Abdenour Bidar qui soulève les questions fondamentales que tout démocrate digne de ce nom aurait dû se poser rapidement, une fois les mesures politico-sanitaires déployées qui ont justement constitué un déni de démocratie sur plusieurs plans. En résumé, la devise de la France a été bafouée: à rebours des discours politiques et au regard des mesures, l'égalité d'un habitant de la Seine-Saint-Denis n'avait rien à voir avec celle d'un bourgeois tourangeau; la fraternité a fait place à la défiance mutuelle; la liberté a été attaquée par l'absolutisme de la sécurité, les entraves au droit de circuler, le non-respect du principe de proportionnalité, le renforcement de la société de contrôle, les lois d'exception, l'évolution dystopique de la démocratie, la fusion

du pouvoir politique et du pouvoir médiatique, celui-ci imposant un traitement unilatéral et hégémonique de l'événement, au mépris d'un «*conflit réglé des interprétations*». Mais les Français et les Européens tiennent-ils encore au modèle démocratique? On peut en douter. «*Voilà notre société française [...] exposée maintenant à un triple péril: le contrôle des comportements, la dissolution des liens, la confusion des esprits*». Est-il encore temps de réagir? L'auteur s'abstient de conclure sur une classique note positive.

Abdenour Bidar, *Démocratie en danger. 10 questions sur la crise sanitaire et ses conséquences*, les Liens qui libèrent, 2022, 63 pages.
B. L.



Dans la lignée des philosophes antiques et des sages orientaux, Michel Weber estime que la pensée ne peut se contenter de réflexion abstraite, mais qu'elle doit aussi nous aider à nous transformer, dans le sens de l'harmonie, de l'autonomie et de l'individuation. C'est dans cette optique qu'il nous invite à nous intéresser aux pratiques de l'ayurveda. Selon la tradition védique, il s'agit de connaître le vivant en acte, dans son principe unique et ses manifestations multiples: de même

que l'esprit et le corps sont intrinsèquement liés, ils ne peuvent être séparés de leurs environnements naturel, social, et culturel. Or, l'Occident cartésien et sa dérive techno-capitaliste contemporaine contribuent au contraire à séparer l'esprit (aliéné) et le corps (mécanisé) d'individus divisés et atomisés. Holistique, la pratique ayurvédique peut nous aider à nous rassembler à nouveau, à renouer avec cet élan vital cher à Bergson. Michel Weber & Laureline Kergueris nous offrent ainsi une belle introduction à la thérapie psycho-corporelle et aux massages ayurvédiques: entre le soignant et le soigné existe la plénitude empathique du vide empreint de la respiration vitale du *prana*. Grâce au lâcher-prise et à des pratiques ancestrales spécifiques, l'espace des possibles s'ouvre, condense l'existence, brise les chaînes causales passées. Il permet l'avènement de l'événement et l'exercice de la liberté. Davantage qu'une méditation philosophique, cet ouvrage constitue une invitation à l'ouverture et à la pratique. C'est dans cet esprit qu'on complètera sa lecture par le *vade mecum* de routine ayurvédique dans lequel l'auteur nous propose, de manière très concrète, de mettre en place une série d'activités simples mais à l'efficacité prouvée et qui rythmeront notre vie quotidienne. Il s'agit ainsi de prendre du temps pour soi, de ralentir et de se distancer de tous nos appendices technologiques, lesquels sont autant d'obstacles à l'autonomie: «*Le rituel est comme la boussole qui rend la navigation quotidienne possible, donne les coudées franches pour que la créativité opère sa magie et que la croissance individuelle se manifeste hiératiquement*».

Michel Weber & Laureline Kergueris, *Thérapie psycho-corporelle et massage ayurvédiques. Théorie et pratique de l'événement*, Chromatika, 2020, 134 pages.
Michel Weber, *Éléments de routine ayurvédique. Autonomie, rituel et ascèse*, Chromatika, 2021, 102 pages.
F. M.



En 1980, le mouvement écologique français avait seulement 12 ans d'existence. Le pionnier Bernard Charbonneau (1910-1996) avait choisi ce moment pour en tirer un premier bilan, sans complaisance. Observateur lucide et érudit, il partait de ses constats pour formuler des recommandations, au fil d'une pensée dense et foisonnante. Le livre nous replonge dans la France des années 1970 avec des références datées mais foutrement nostalgiques aussi! Ses recommandations se nourrissent de l'histoire longue de l'écologie – du christianisme au gauchisme – et se résument à une idée-force: articuler ensemble la nature et la liberté, soit les dimensions charnelles et spirituelles de l'être humain, sans jamais sacrifier l'une à l'autre. Cela n'évoque-t-il pas quelque chose en ces temps covidien libérticides et destructeurs de la nature (ne pensons déjà qu'à la masse de déchets que représentent les masques et la pollution au gel hydro-alcoolique)? «*[...] le pire des régimes est celui où la secte devient l'État. Ce jour-là on peut être sûr que la Vérité absolue excusant tous les moyens, la violence faite aux hommes et à la nature n'aura plus de limite*». Charbonneau visionnaire, et militant: «*[...] le projet écologique n'a qu'un but: mettre en échec une entreprise totalitaire d'autant plus dangereuse qu'englobant la planète, à la différence de celle de Hitler et de Staline, elle n'a même pas à le dire*». À la différence des socialistes et des libéraux, il évitait cependant tout idéalisme et tout messianisme, assignant à l'écologie l'objectif d'«*empêcher l'avènement de l'Administration totale*», de «*non pas établir le paradis sur terre, mais y éviter l'enfer*». Une précieuse boussole pour nos temps obscurs.

Bernard Charbonneau, Daniel Cérézuelle (préface), *Le feu vert. Autocritique du mouvement écologique*, L'Échappée, 2022, 209 pages.
B. L.

Macron ou le paradoxal système

Depuis le 24 avril 2022, une majorité de médias vous serine en cœur que la réélection de Manu-Jupiter est paradoxale. À la suite de l'inoubliable Jean Yanne, qui prétendait que la Bretagne était reconnue pour sa culture du paradoxe, qu'on voit s'aligner le long des champs, j'ai l'ambition — démesurée, *as usual* — de me pencher sur une culture bien plus française qu'il n'y paraît : celle du paradoxe, dont Emmanuel Macron et son aéropage sont une incarnation et une émanation assez réussies.

Le terme « paradoxe », en lui-même, est fascinant : venant des mots grecs « para », « à côté de, aux alentours de », et « doxa », « opinion, idée répandue », on a là un fort bel harnachement, d'une attitude ou pensée qui irait autour d'une autre, la contournant, la dépassant... Quoi de plus normal, donc, que de retrouver le terme ainsi formé chez les philosophes qui souhaitent renouveler le champ des possibles. Zénon, et le fameux paradoxe du tir à l'arc, Parménide, Aristote... le paradoxe est alors utilisé comme outil, non comme concept. On le retrouve, chez l'ami Denis Diderot, au XVIII^e siècle, dans le *fameux* (c'est le mot qu'on emploie quand on ne l'a pas lu ou étudié) paradoxe sur le comédien, qui conclut sur une aporie, certes, mais surtout sur la dualité « Scène (répétition d'un acte imaginaire)/Salon (unicité d'un bon mot d'esprit) ». La tension du comédien consiste à faire sur Scène comme au Salon, à renverser la perspective, en intégrant le naturel de l'improvisé et de l'impromptu à un texte maintes fois réécrit et retravaillé. Avec cet héritage littéraire et philosophique, le paradoxe avait de quoi tenir.

Or donc, de quoi est-il exactement question dans ce cas précis ? Il s'agit d'évoquer un fantastique et fantasque hypocrite¹ qui passe, avec aisance, d'un rôle à l'autre : il charme et il sermonne ; il plaisante et il appuie ; il répète et il invente. Quelle large amplitude de jeu ! Quelle palette, qui n'eût pas déplu au regretté Michel Bouquet, autant à l'aise dans un rôle doux-amer d'un patron déconnecté (pour Francis Veber) que d'un Mitterrand vieillissant (pour Robert Guédiguian) ou encore en père à l'article de la mort, plein d'acidité et de sarcasme (pour Florian Zeller). Mais alors, direz-vous les mains sur les hanches (mais sans Salvatore Adamo), quel est le lien entre Macron et le paradoxe ? Macron serait-il un paradoxe ? Je veux, mon neveu !

Il se veut sérieux, le voici badin et provocateur ; il se veut réformateur, le voilà attaché aux traditions anciennes ; il se veut empathique dans les paroles, il devient diaboliquement déplaisant par le non verbal ; il se veut léger, le voilà sautillant, avec une aisance apparente, d'une allusion à Demis Roussos à une réflexion sociologique qui fait saigner les cerveaux². Notons au passage que les quartiers populaires ont majoritairement voté pour un Mélenchon, jeune homme fringant de 70 printemps, mais avec un programme

neuf et porteur d'espoir, plutôt que pour un Macron, vieil homme dans un corps de jeune, avec un programme aux relents libéraux ultra-datés. Pourtant, si on regarde franchement les choses, ni l'un ni l'autre n'incarnaient par leur personne et leur parcours la modernité et le rafraîchissement démocratique (à tout prendre, aucun candidat ne l'incarnait vraiment, pas même Marine Le Pen, à la fois héritière d'une longue histoire politique et tenante d'un siège à l'Assemblée de longue date ; de manière tragique et absurde, seul Eric Zemmour incarnait une certaine nouveauté politique, au contraire de nombreux autres, certains présents depuis 20 ans sur la scène nationale).

Alors, paradoxe, ce Macron ? Bien sûr que oui mon kiki : n'est-il pas celui qui répète à qui veut bien l'entendre qu'il vient d'une famille relativement modeste mais qui en même temps fait des présents aux nantis ? Celui qui fut élu plus jeune Président de la V^e République³ mais qui s'échine à parler comme un vieux cadore de la littérature ? Celui qui se veut au-dessus de la mêlée mais persiste à mouiller la chemise et se retrouve, comme par hasard, au centre du jeu ? Celui qui se veut le chantre d'un « nationalisme économique éclairé » mais passe son temps dans des déplacements « avec contrat inclus » à l'étranger ? Celui qui se présente comme un néophyte en politique mais, sans faire exprès, bien sûr, recycle les vieilles badernes politiques, attire les vieilles gloires des ex-grands partis de gauche et de droite, réemploie les vieilles recettes surannées et exploite, jusqu'à les essorer, les vieux sous-vêtements idéologiques sous l'imperméable du « en même temps » ? Celui qui promeut les personnes qui ont échoué et rétrograde les personnes qui ont mené une politique discrète mais efficace ? Celui qui a mené la campagne la plus courte de la V^e République en prétendant vouloir aborder de front toutes les problématiques des Français ? Macron, nouveau super-héros, au nom rutilant de *Paradoxman*.

Ceci étant posé, après une série de questions rhétoriques qu'un certain Dupond-Moretti n'aurait pas reniées (on cherche à se placer comme on peut), revenons à cette élection paradoxale parce qu'inattendue, inattendue parce que trop attendue, trop attendue parce que trop prévisible. Le paradoxe du paradoxe étant d'ailleurs qu'on a eu droit à la même affiche qu'il y a cinq ans, au même rapport de force qu'il y a cinq ans, à la même fatigue électorale qu'il y a cinq ans, aux mêmes espoirs et mêmes promesses formulées un jour et oubliées le lendemain. Le meilleur exemple étant la nomination d'Elisabeth Borne comme Première ministre et deux fidèles de la Macronie, pas forcément connues comme des prosélytes de la cause environnementale, comme ministres déléguées à l'écologie ...

Mais ce paradoxe, soutenu dès le résultat du premier tour annoncé, n'est pas le seul remarquable dans cette histoire. Tout le monde y a vu uniquement une élection paradoxale dans le sens

d'un scrutin au résultat étriqué mais aussi avec un écart de voix considérable. Que nenni, mon bon monsieur ! Cette élection par trop attendue l'était parce que Macron est à la fois le paragon du paradoxe, le paradigme d'un système politique français qui serait chanté plus par les Magic System que par Laurent Voulzy⁴.

Entre la Scène médiatique, qu'il occupe démesurément et de manière répétée, par ombres (pardon, ministres, secrétaires d'État, délégués, secrétaires, porte-parole) et tweets interposés, et le Salon intellectuel qu'il investit et habite de manière remarquable, par ses saillies, ses vraies piques et ses fausses improvisations, Macron ne parvient pas à choisir, à se choisir un modèle, à se fixer une ligne de conduite qui guiderait avec assurance le peuple dont il est pourtant l'élu suprême. On avouera que, pour quelqu'un qui promet et promeut la réforme depuis 2017 et la révolution depuis 2016, cette inaptitude à se fixer est le signe, au mieux, d'un paradoxe mental, au pire, d'une faiblesse cruelle... Comme souvent, c'est le peuple qui paie la facture.

N'y voyons pas pour autant le signe et le drame du seul Macron : après tout, Hollande dans la phase consécutive aux attentats, Sarkozy dans la vague de la crise de 2009, Mitterrand dans la tourmente du chômage grandissant, Valéry Giscard d'Estaing au cœur de la crise du pétrole, et Chirac dans le tourbillon des émeutes dans les banlieues et de l'explosion de l'extrême-droite — pour ne citer qu'eux — sont les avatars d'un pouvoir qui n'a jamais su assumer son irrémédiable dualité. Macron ne fait que prolonger et amplifier ce mouvement. Cette crise macronienne, comme le laisse entendre Mélenchon, est surtout un indice que le régime doit changer urgemment.

Le paradoxe dans le paradoxe pourrait se formuler comme la morale d'une fable cruelle : cette grenouille banquière qui se voulait aussi grosse que le dieu Jupiter, invisible mais à la présence solide, finit par être un pâle ersatz de Protée⁵, insaisissable et fuyant.

David Tong

1. Un acteur est bien, au sens de l'étymologie grecque, un « hypocrite »...
2. Revoir à cet effet l'émission « C'est à vous », en avril 2022, qui recevait Macron, et en particulier la très bonne séquence de Bertrand Chameroy, « L'ABC ».
3. Juste derrière un certain autre porte-étendard d'une modernité pourtant marquée par l'appartenance à la bourgeoisie, un certain Valéry Giscard d'Estaing ...
4. Qui a oublié que, d'une part, Laurent Voulzy entonnait un *Paradoxal système* en 1992 et que les Magic System étaient les invités de marque de la fête organisée à l'occasion de l'élection de Macron en 2017 ?
5. Dieu marin, fils de Poséidon, ayant le don de divination et celui de se métamorphoser à volonté

Kairos

LANCE SA CAMPAGNE DE

FINANCEMENT PARTICIPATIF

SOUTENEZ LA PRESSE **LIBRE**, SOUTENEZ KAIROS

» <https://coop.kairospresse.be> «



* Pour s'abonner, il suffit de faire un virement bancaire à l'ordre de Kairos asbl sur le compte: 523-0806213-24

IBAN BE81 5230 8062 1324 — BIC TRIOBEBB,
et d'indiquer en communication l'adresse d'envoi.

Plus d'infos sur : www.kairospresse.be/abonnement

(Abonnement belge à partir de 20 € pour 5 numéros, 25 € pour la France, 30 € pour la Suisse)

Découvrez-nous également chez de nombreux vendeurs de presse et libraires en Belgique

